

# JOURNAL OFFICIEL

## DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

PARAISANT LES MARDI, MERCREDI ET VENDREDI

Matahiti 173  
N° 75

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Mahana 10  
nō Tiurai 2024

IMPRIMERIE OFFICIELLE — 43, rue des Poilus-Tahitiens - BP 117 - 98713 PAPEETE — Tél. : 40 50 05 80

## SOMMAIRE

### PARTIE OFFICIELLE

#### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

##### ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

	Pages
Arrêté n° HC 206 IDV/MATJS du 2 juillet 2024 portant habilitation de l'organisme de formation Institut de la jeunesse et des sports de la Polynésie française (IJSPF) à mettre en place des sessions de formation préparant au brevet professionnel de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport, spécialité « éducateur sportif », mention « activités de la forme »	10675
Arrêté n° HC 331 DIE/FIP du 24 juin 2024 portant modification de l'arrêté HC 993 DIE/FIP du 5 septembre 2022 relatif à l'opération « Actualisation du plan de gestion des déchets » de la Communauté de communes Hava'i	10678
Arrêté n° HC 338 DIE/FIP du 26 juin 2024 portant modification de l'arrêté n° HC 2788 DIE/FIP du 27 avril 2021 relatif à l'opération « Plan d'adressage » de la commune de Mahina	10679
Arrêté n° HC 1111 CABINET/DS du 4 juillet 2024 autorisant la captation, l'enregistrement et la transmission d'images au moyen de caméras installées sur des aéronefs télépilotes pour des missions de police administrative de la direction territoriale de la police nationale	10680
Arrêté du 4 juillet 2024 portant subdélégation de signature au service des douanes en Polynésie française	10682

#### ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

##### ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

Arrêté n° 916 CM du 2 juillet 2024 portant prorogation du délai de validité de l'arrêté n° 2114 CM du 17 septembre 2021 approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Uturoa pour l'aménagement de la voirie Punamoe - Tranche 2	10683
Arrêté n° 917 CM du 2 juillet 2024 portant prorogation du délai de validité de l'arrêté n° 1768 CM du 31 août 2022 approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur de la commune de Tahaa pour l'acquisition d'un fourgon pour la cuisine centrale	10684
Arrêté n° 918 CM du 2 juillet 2024 constatant la caducité de l'arrêté n° 1872 CM du 9 septembre 2022 approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Ua Pou pour l'acquisition d'un camion benne à six (6) roues	10685
Arrêté n° 920 CM du 3 juillet 2024 portant retrait de l'arrêté n° 364 CM du 18 mars 2021 approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Hiva Oa pour l'acquisition d'un camion Benne à ordures ménagères (BOM) 4x4 de 5 m <sup>3</sup> affecté au ramassage des déchets ménagers des villages de Hanapaaaoa, de Nahoe et de Puamau	10686

Arrêté n° 921 CM du 3 juillet 2024 portant retrait de l'arrêté n° 363 CM du 18 mars 2021 approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Hiva Oa pour l'acquisition d'un camion Benne à ordures ménagères (BOM) 4x4 de 5 m <sup>3</sup> affecté au ramassage des déchets ménagers des villages de Atuona, de Taaoa et de Hanaiapa	10687
Avis n° 923 CM du 3 juillet 2024 portant sur le projet de décret relatif aux réquisitions pour les besoins de la défense et de la sécurité nationale et à leur articulation avec les différents régimes juridiques portant sur la préparation et la gestion des crises	10688
Avis n° 924 CM du 3 juillet 2024 avis sur le projet de décret pris pour l'application des dispositions de l'article 75 de la loi n° 2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024 et fixant le plafond de l'assiette de l'aide fiscale à l'investissement productif outre-mer au titre de l'acquisition de véhicules de tourisme exploités dans le cadre d'une activité de location de véhicules au profit des personnes physiques pour une durée n'excédant pas deux mois ou dans le cadre d'une activité de transport public de voyageurs	10689
Avis n° 925 CM du 3 juillet 2024 portant sur le projet de décret relatif à la garantie de 4 000 euros mentionnée à l'article 76 <i>bis</i> de la loi du 21 août 2003	10690
Arrêté n° 932 CM du 4 juillet 2024 portant modification de l'arrêté n° 1435 CM du 24 décembre 1996 modifié fixant la valeur des lettres clés des actes professionnels effectués à titre externe dans les établissements d'hospitalisation publics de Polynésie française et à l'Institut territorial de recherches médicales Louis-Malardé	10691
Arrêté n° 934 CM du 4 juillet 2024 portant modification de l'arrêté n° 625 CM du 15 mai 2001 modifié définissant les missions des services de l'administration de la Polynésie française confiées, dans chaque archipel, à la circonscription ou aux subdivisions déconcentrées	10692
Arrêté n° 938 CM du 4 juillet 2024 portant modification de l'arrêté n° 327 CM du 19 mars 2015, portant affectation de la terre Mamahuaragi-Toruanani, cadastrée commune de Mākemo, section A n° 123, au profit de la commune de Mākemo	10693
Arrêté n° 941 CM du 4 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de la SARL Hong-My Esthétique dans le cadre du dispositif d'Aide à la création numérique - ACN, en Polynésie française	10694
Arrêté n° 942 CM du 4 juillet 2024 relatif à l'abrogation de l'arrêté n° 1468 CM du 30 septembre 2015 portant nomination des membres du haut comité polynésien de pilotage de l'École numérique	10695
Arrêté n° 945 CM du 5 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de la SCI Le Auti dans le cadre du dispositif d'Aide à la création numérique - ACN	10696
Arrêté n° 946 CM du 5 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de l'EURL Hei l'Atelier dans le cadre du dispositif d'Aide à la connexion internet - ACI	10697
Arrêté n° 947 CM du 5 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du collège de Hitia'a pour financer les actions menées au titre du fonds social collégien et lycéen	10699
Arrêté n° 948 CM du 5 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du collège de Fare - Huahine pour financer les actions menées au titre du fonds social collégien et lycéen	10701
Arrêté n° 949 CM du 5 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du collège Maco-Tevane pour financer les actions menées au titre du fonds social collégien et lycéen	10703
Arrêté n° 950 CM du 5 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du collège de Mahina pour financer les actions menées au titre du fonds social collégien et lycéen	10705
Arrêté n° 951 CM du 5 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du collège de Makemo pour financer les actions menées au titre du fonds social collégien et lycéen	10707
Arrêté n° 952 CM du 5 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du collège de Mataura - Tubuai pour financer les actions menées au titre du fonds social collégien et lycéen	10709
Arrêté n° 953 CM du 5 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du collège de Paopao - Moorea pour financer les actions menées au titre du fonds social collégien et lycéen	10711
Arrêté n° 954 CM du 5 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du collège de Rangiroa pour financer les actions menées au titre du fonds social collégien et lycéen	10713
Arrêté n° 955 CM du 5 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du collège de Moerai - Rurutu pour financer les actions menées au titre du fonds social collégien et lycéen	10715
Arrêté n° 956 CM du 5 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du collège du Taaone - Pirae pour financer les actions menées au titre du fonds social collégien et lycéen	10717
Arrêté n° 957 CM du 5 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du collège de Haamene - Tahaa pour financer les actions menées au titre du fonds social collégien et lycéen	10719

10 juillet 2024

JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

10671

Arrêté n° 958 CM du 5 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du collège de Taiohae - Nuku Hiva pour financer les actions menées au titre du fonds social collégien et lycéen	10721
Arrêté n° 959 CM du 5 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du lycée polyvalent de Taravao pour financer la surveillance nocturne de l'établissement	10723
Arrêté n° 960 CM du 5 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du collège de Afareaitu - Moorea pour financer le renouvellement du mobilier du centre de documentation et d'information	10725
Arrêté n° 961 CM du 5 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du collège de Hitia'a pour financer la réparation du truck de l'établissement	10727
Arrêté n° 962 CM du 5 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du collège Maco-Tevane pour financer un voyage pédagogique à Hawaï	10729
Arrêté n° 963 CM du 5 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du collège Louise-Tehea-Carlson pour financer les actions menées au titre du fonds social collégien et lycéen	10731
Arrêté n° 964 CM du 5 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du collège de Hakahau - Ua Pou pour financer les actions menées au titre du fonds social collégien et lycéen	10733
Arrêté n° 966 CM du 8 juillet 2024 portant agrément du programme de logements dénommé John et Ida Teariki consistant en la construction de 125 logements, sis à Afaahiti-Tahiti et attribuant une subvention d'investissement en faveur de la société Nuihiti Nui pour financer ce programme	10735
Arrêté n° 984 CM du 8 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur de l'association Te Tama Ti'a Hou - Union Polynésienne pour la Jeunesse pour l'acquisition des barrières de sécurité	10738

## ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES

## Présidence

Arrêté n° 1049 PR du 2 juillet 2024 portant transfert de gestion de la parcelle cadastrée commune de Rangiroa, section A n° 876, au profit du Centre de formation professionnelle pour adultes (CFPA)	10740
Arrêté n° 1054 PR du 2 juillet 2024 portant classement par tiare de l'établissement Fare Ovir Lodge	10743
Arrêté n° 1058 PR du 2 juillet 2024 portant abrogation de l'arrêté n° 1550 PR du 18 décembre 2018 portant autorisation de détention d'une dotation composée de médicaments, matériels, produits ou objets mentionnés à l'article 1er-4 de la délibération n° 88-153 AT du 20 octobre 1988 modifiée relative à certaines dispositions concernant l'exercice de la pharmacie, au profit de la société à responsabilité limitée Fenua Medex	10744
Arrêté n° 1059 PR du 2 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une aide au développement en faveur de Mme Mireille Heimano GRUGEARD pour la création d'une activité directement liée à la pension de famille dénommée Villa Enata	10745
Arrêté n° 1068 PR du 4 juillet 2024 relatif à la composition de la commission de boxe de Polynésie française	10747
Arrêté n° 1069 PR du 4 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une aide au développement en faveur de Mme Hinanui MILLAUD épouse DEHORS pour la création d'une pension de famille dénommée Valuteute Lodge	10748
Arrêté n° 1070 PR du 4 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de l'entreprise individuelle de Mme Caroline MEYER épouse BOUZERDA dans le cadre du dispositif d'Aide à la création numérique - ACN	10750
Arrêté n° 1095 PR du 5 juillet 2024 portant commissionnement de Mmes Charlotte TERAIRUE, Timeri LIGTHART, Christelle TEAI et M. Frédéric JISSANG, agents de la direction des impôts et des contributions publiques pour rechercher et constater les infractions au code des impôts de la Polynésie française	10751
Arrêté n° 1097 PR du 5 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une aide au développement en faveur de M. Revatua BERNADINO pour création d'une pension de famille dénommée Revatua Lodge	10752
Arrêté n° 1134 PR du 8 juillet 2024 portant autorisation d'exercer l'activité de généalogiste au profit de M. Wilson Teva HUNTER	10754
Arrêté n° 1135 PR du 8 juillet 2024 portant autorisation d'exercer l'activité de généalogiste au profit de Mme Evelyne Hélène MURAT gérante de la Société VOLY	10755
Arrêté n° 1136 PR du 8 juillet 2024 portant attribution d'une licence de navigation charter « grande plaisance » à la société La Datcha Marine X Ltd pour le navire à moteur « La Datcha »	10756
Arrêté n° 1143 PR du 8 juillet 2024 portant transfert de gestion de diverses parcelles domaniales, sises commune de Hiva Oa, commune associée de Atuona, au profit de la direction de l'agriculture	10757

**Vice-présidence, ministère des solidarités**

Arrêté n° 5872 VP du 5 juillet 2024 portant agrément de Mme Brigitte GOODING épouse MAIHI en qualité d'accueillant familial 10759

Arrêté n° 5873 VP du 5 juillet 2024 portant renouvellement de l'agrément de Mme Heiariki TEVAEARAI en qualité d'accueillant familial 10760

**Ministère des grands travaux, de l'équipement**

Arrêté n° 5864 MGT/DTT du 5 juillet 2024 portant remise en exploitation de la licence touristique n° 03B 08M délivrée à l'EURL Safari Mario Moorea 10761

Arrêté n° 5888 MGT du 8 juillet 2024 portant autorisation d'exercer la profession d'exploitant de véhicule multi-transports sur l'île de Rangiroa n° 052 VMT-RGI 02 et portant attribution de deux licences de véhicule multi-transports à la SARL Top Dive 10762

Arrêté n° 5889 MGT du 8 juillet 2024 autorisant, à titre exceptionnel, le navire Saint-Xavier Maris Stella IV à desservir les îles de Katiu, Taenga, Raroia, Takume, Tepoto Nord, Napuka lors de son voyage n° 3 du 6 juillet 2024 10763

Arrêté n° 5891 MGT du 8 juillet 2024 portant autorisation d'exercer la profession d'exploitant de véhicule multi-transports sur l'île de Fakarava n° 051 VMT-FAV 01 et portant attribution d'une licence de véhicule multi-transports à la SARL Top Dive 10764

Arrêté n° 5892 MGT du 8 juillet 2024 autorisant, à titre exceptionnel, le navire Apetahi Express à desservir l'île de Maupiti lors de son voyage du 10 juillet 2024 10765

**Ministère de l'économie, du budget et des finances**

Arrêté n° 5772 MEF/DGAE du 2 juillet 2024 portant autorisation dérogatoire de l'association Aroa no Tiama'o pour l'ouverture d'un débit de boissons dans une enceinte sportive en application de l'article LP. 250-2-II 10766

Arrêté n° 5773 MEF/DGAE du 2 juillet 2024 portant agrément de l'association Hei Marama pour l'organisation de loteries dénommées « Bingo » 10767

Arrêté n° 5776 MEF/DGAE du 3 juillet 2024 portant retrait de l'arrêté n° 4952 MEF/DGAE du 29 mai 2024 portant autorisation d'organiser une loterie au profit de l'association Team Tamarii Mataiea 10769

Arrêté n° 5777 MEF/DGAE du 3 juillet 2024 portant attribution d'une aide financière en faveur de M. Laurent CARMONA et Mme Titaua BRISON épouse CARMONA pour les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'un logement à usage d'habitation principale, dans le cadre du dispositif d'aide à l'investissement des ménages 10770

Arrêté n° 5778 MEF du 3 juillet 2024 modifiant l'arrêté n° 5175 MEF du 11 juin 2024 portant délégation de signature à Mme Myrna PETERANO épouse VAIANUI, tavana hau de la circonscription des îles Marquises 10772

Arrêté n° 5779 MEF du 3 juillet 2024 portant délégation de signature à Mme Vaiana Katia NADJARIAN, tavana hau de la circonscription des îles Sous-le-Vent 10774

Arrêté n° 5885 MEF du 5 juillet 2024 portant modification des listes électorales de la Chambre de commerce, d'industrie, des services et des métiers (CCISM) 10776

**Ministère de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement**

Arrêté n° 5738 MPR/DIREN du 2 juillet 2024 autorisant M. Guillaume CAULIER à accéder à des ressources génétiques ainsi qu'à leur export vers la Belgique 10777

Arrêté n° 5751 MPR/DRM du 2 juillet 2024 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de Mme Vaionini Paulina TEHIVA, sis à Takapoto, commune de Takaroa (exploitant n° 347) 10779

Arrêté n° 5752 MPR/DRM du 2 juillet 2024 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de la SCA Poe Pacifica, sis à Arutua, commune de Arutua (exploitant n° 276) 10781

Arrêté n° 5759 MPR/DRM du 2 juillet 2024 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Francis Arihau Philippe PARKER, sis à Arutua, commune de Arutua (exploitant n° 120) 10783

Arrêté n° 5874 MPR du 5 juillet 2024 portant octroi d'une aide financière à M. Tuteirarii Guy MANUEL 10785

Arrêté n° 5875 MPR du 5 juillet 2024 portant octroi d'une aide financière à M. Jacqui LEMAIRE 10787

Arrêté n° 5876 MPR du 5 juillet 2024 portant octroi d'une aide financière à Mme Aloma TEHIHIRA 10789

10 juillet 2024

JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

10673

Arrêté n° 5877 MPR du 5 juillet 2024 modifiant l'arrêté n° 3801 MPR du 9 avril 2024 portant octroi d'une aide financière en faveur de M. Étienne Faatauiria TIATIA	10791
Arrêté n° 5878 MPR du 5 juillet 2024 abrogeant l'arrêté n° 8752 MPR du 12 septembre 2017 et autorisant la résiliation du bail relatif à la location du lot n° 130 d'une superficie de 1,81 ha dépendant du lotissement agricole Faaroa, sis à Avera, commune de Taputapuataea, Raiatea, îles Sous-le-Vent, au profit de Mme Vilanie TETUANUI épouse RIMA	10792
Arrêté n° 5901 MPR/DBS du 8 juillet 2024 portant agrément de l'établissement Guilloux pour le transport interinsulaire d'articles réglementés susceptibles de véhiculer des organismes nuisibles aux végétaux	10793
Arrêté n° 5905 MPR/DIREN du 8 juillet 2024 autorisant la société EURL Natura - Captain Ju à exercer des activités d'approche et de prises de vues et de son des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Tahiti Iti avec le navire de numéro d'immatriculation PY 40002 (Te Natura) du 1er août 2024 au 11 novembre 2024	10795
Arrêté n° 5906 MPR/DIREN du 8 juillet 2024 autorisant la société EURL Tahiti Iti Diving à exercer des activités d'approche et de prises de vues et de son des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Tahiti Iti avec les navires de numéro d'immatriculation PY 17188 (Kakura 2) et PY 12986 (Kakura) du 1er août 2024 au 11 novembre 2024	10797
Arrêté n° 5907 MPR/DIREN du 8 juillet 2024 autorisant la société SARL Scubatek Tahiti à exercer des activités d'approche et de prises de vues et de son des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Tahiti Nui avec le navire de numéro d'immatriculation PY 18733 (Pride) du 1er août 2024 au 11 novembre 2024	10799
Arrêté n° 5908 MPR/DIREN du 8 juillet 2024 autorisant la société SARL Moss Fluid à exercer des activités d'approche et de prises de vues et de son des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Tahiti Nui avec les navires de numéro d'immatriculation PY 40115PL (Ze Blue) et PY 15633 (Zebullon) du 1er août 2024 au 11 novembre 2024	10801
Arrêté n° 5909 MPR/DIREN du 8 juillet 2024 autorisant la société SARL Moorea Ocean Adventures à exercer des activités d'approche et de prises de vues et de son des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Mo'orea avec les navires de numéro d'immatriculation PY 15735 (Searando Victory) et PY 18173 (Skyrando Victory) du 1er août 2024 au 11 novembre 2024	10803
Arrêté n° 5910 MPR/DIREN du 8 juillet 2024 autorisant la société SARL Moorea Nui Excursions à exercer des activités d'approche et de prises de vues et de son des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Mo'orea avec le navire de numéro d'immatriculation PY 40461PL (Averoarii) du 1er août 2024 au 11 novembre 2024	10805
Arrêté n° 5911 MPR/DIREN du 8 juillet 2024 autorisant la société SARL Hémisphère Sub à exercer des activités d'approche et de prises de vues et de son des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Raiatea/Tahaa avec le navire de numéro d'immatriculation PY 19580 (Aho Aho) du 1er août 2024 au 11 novembre 2024	10807
Arrêté n° 5912 MPR/DIREN du 8 juillet 2024 autorisant M. Sébastien BOULAY à exercer une activité d'approche des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Tahiti Nui avec le navire de numéro d'immatriculation PY 10019 (Olphi Nui) du 1er août 2024 au 11 novembre 2024	10809
Arrêté n° 5913 MPR/DIREN du 8 juillet 2024 autorisant la société EURL Lagoon Games Polynesia à exercer des activités d'approche et de prises de vues et de son des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Mo'orea avec le navire de numéro d'immatriculation PY 11698 (Tere Ura) du 1er août 2024 au 11 novembre 2024	10811
Arrêté n° 5914 MPR/DIREN du 8 juillet 2024 autorisant M. Maire TEMAUU à exercer des activités d'approche et de prises de vues et de son des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Mo'orea avec le navire de numéro d'immatriculation PY 16033 (Manu) du 1er août 2024 au 11 novembre 2024	10813
Arrêté n° 5915 MPR/DIREN du 8 juillet 2024 autorisant M. Antoine MACRI à exercer des activités d'approche et de prises de vues et de son des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Tubuai avec le navire de numéro d'immatriculation PY 18444 (Sewen) du 1er août 2024 au 11 novembre 2024	10815
Arrêté n° 5916 MPR/DIREN du 8 juillet 2024 autorisant M. William TCHENG à exercer des activités d'approche et de prises de vues et de son des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Tahiti Nui avec le navire de numéro d'immatriculation PY 18664 (Hanariki) du 1er août 2024 au 11 novembre 2024	10817
Arrêté n° 5917 MPR/DIREN du 8 juillet 2024 autorisant la société EURL Tahiti Private Expeditions à exercer des activités d'approche et de prises de vues et de son des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Mo'orea avec les navires de numéro d'immatriculation PY 19216 (Banana Nui) et PY 17206 (Coconut Nui) du 1er août 2024 au 11 novembre 2024	10819
<b>Ministère de l'éducation, de l'enseignement supérieur</b>	
Arrêté n° 5732 MEE du 2 juillet 2024 portant approbation de la décision budgétaire modificative n° 3 du collège de Taiohae - Nuku Hiva adoptée par le conseil d'établissement lors de la séance du 14 mai 2024	10821
Arrêté n° 5733 MEE du 2 juillet 2024 portant approbation de la décision budgétaire modificative n° 3 du lycée polyvalent de Taravao adoptée par le conseil d'établissement lors de la séance du 30 avril 2024	10824

Arrêté n° 5734 MEE du 2 juillet 2024 portant modification de l'arrêté n° 831 MEE du 24 janvier 2024 portant nomination des membres du comité de carte scolaire des enseignements secondaires publics **10827**

Arrêté n° 5735 MEE du 2 juillet 2024 portant modification de l'arrêté n° 830 MEE du 24 janvier 2024 portant nomination des membres du comité de carte scolaire de l'enseignement du premier degré public **10829**

Arrêté n° 5845 MEE du 4 juillet 2024 portant délégation de signature à M. Yan PEIRSEGAELE, chef du service de la traduction et de l'interprétariat **10831**

#### **Ministère de la santé**

Arrêté n° 5753 MSP du 2 juillet 2024 portant renouvellement de l'autorisation de création à titre expérimental d'une maison de naissance au profit de l'association « Maison de Naissance Tumu Ora » **10832**

Arrêté n° 5795 MSP du 3 juillet 2024 portant habilitation d'un agent de la direction de la santé à effectuer des consultations non médicales préalables à l'interruption volontaire de grossesse **10833**

Arrêté n° 5893 MSP du 8 juillet 2024 portant renouvellement de l'autorisation d'exercer l'activité de soins de traitement de l'insuffisance rénale chronique par épuration extrarénale, selon la modalité « hémodialyse en unité mixte de dialyse médicalisée ou d'autodialyse », sur son site de Taiarapu-Est, demandée par la SAS Isis Polynésie **10834**

#### **Ministère des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance**

Arrêté n° 5928 MJP du 8 juillet 2024 complétant la liste des sportifs de haut niveau reconnus par la Polynésie française au titre des années 2024 et 2025 **10836**

### **ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION**

#### **ACTES DES COMMUNES**

Arrêté n° 2024-100 du 25 juin 2024 déclarant infructueux les examens professionnels pour la spécialité « sécurité civile » du cadre d'emplois « conception et encadrement » de la fonction publique communale **10838**

# PARTIE OFFICIELLE

## ACTES DU POUVOIR CENTRAL

### ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

**Arrêté n° HC 206 IDV/MATJS du 2 juillet 2024 portant habilitation de l'organisme de formation Institut de la jeunesse et des sports de la Polynésie française (IJSPF) à mettre en place des sessions de formation préparant au brevet professionnel de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport, spécialité « éducateur sportif », mention « activités de la forme »**

Le haut-commissaire de la République en Polynésie française, officier de la Légion d'honneur, officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004, complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française modifiée par l'ordonnance n° 2005-432 du 6 mai 2005 ;

Vu le code du sport, notamment, les articles L. 212-1 et suivants, R. 212-1 et suivants, D. 212-11 et suivants, A. 212-1 et suivants ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret n° 2005-1611 du 20 décembre 2005 pris pour l'application du statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 2007-422 du 23 mars 2007 modifié relatif aux pouvoirs du haut-commissaire de la République, à l'organisation et à l'action des services de l'État en Polynésie française ;

Vu le décret n° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts-commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie ;

Vu le décret du 31 août 2022 portant nomination du haut-commissaire de la République en Polynésie française - M. SPITZ (Éric) ;

Vu les arrêtés du 21 décembre 2015 et du 27 avril 2016 relatifs au brevet professionnel de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport ;

Vu l'arrêté du 5 septembre 2016 portant création de la mention « activités de la forme » du brevet professionnel de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport spécialité « éducateur sportif » modifié par les arrêtés du 30 mai 2017, du 22 juin 2017, du 5 avril 2018 et du 15 juillet 2019 ;

Vu la convention n° 87-19 du 26 décembre 2019 entre l'État et la Polynésie française relative à la jeunesse, au sport et à la vie associative ;

Vu l'arrêté n° HC 9 IDV/MATJS du 30 mars 2020 modifié portant habilitation de l'organisme de formation Institut supérieur de l'enseignement privé de Polynésie (ISEPP) à mettre en place des sessions de formation préparant au brevet professionnel de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport, spécialité « éducateur sportif », mention « activités physiques pour tous » ;

Vu l'arrêté n° 21 HC/IDV/MATJS du 8 juin 2020 modifié portant nomination des membres du jury de la formation au brevet professionnel de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport, spécialité « éducateur sportif » mention « activités physiques pour tous » ;

Vu l'arrêté HC n° 1213 DMME/BRHT/tto du 31 octobre 2023 portant délégation de signature à Mme Anna NGUYEN, cheffe des subdivisions administratives des îles du Vent et des îles Sous-le-Vent ;

Vu le procès-verbal établi à l'issue de la délibération du jury du 28 juin 2024 ;

Sur proposition de la cheffe des subdivisions administratives des îles du Vent et des îles Sous-le-Vent,

Arrête :

Article 1er. — L'organisme de formation désigné ci-après :

Institut de la jeunesse et des sports de la Polynésie française (IJSPPF)

Immeuble Jacques Teheiarui Bonno

Rue Paul-Bernière

98716 Pirae

est habilité sous le numéro 24987HABBP40001 en application des articles R. 212-10-8 à R. 212-10-10 du code du sport pour le brevet professionnel de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport

Spécialité : éducateur sportif

Mention : activité de la forme

Option A : cours collectifs

Et option B : haltérophilie, musculation

pour la période allant du 1er septembre 2024 au 31 août 2029.

Art. 2. — Cette habilitation autorise en application des articles R. 212-10-11 et R. 212-10-13 :

- la réalisation au maximum de 3 sessions de formation durant la période d'habilitation ;
- pour un effectif minimal de 8 et un maximum de 18 stagiaires en parcours complet pour une session de formation.

L'organisme de formation reçoit délégation pour organiser conformément au règlement du diplôme et au descriptif contenu dans le cahier des charges :

- les épreuves certificatives des unités capitalisables suivant des modalités proposées par l'organisme de formation habilité et validées par le jury BPJEPS AF constitué.

L'organisme de formation doit obtenir la validation écrite du chef de la Mission d'appui technique jeunesse et sport (MATJS) pour toute modification du dossier initialement déposé conformément à l'article R. 212-10-13. Celle-ci fera l'objet d'un avenant à la présente décision d'habilitation.

Art. 3. — En application de l'article R. 212-10-15 du code du sport, en cas de non-respect d'une des obligations prévues aux articles R. 212-10-11 à R. 212-10-13, le chef de la mission d'appui technique jeunesse et sport peut procéder :

1° À la suspension de l'habilitation de l'organisme de formation. Cette décision entraîne la suspension de l'ouverture de toute session de formation non commencée à la date de la décision ;

2° À la suspension d'une ou de plusieurs sessions de formation en cours ou à venir. Sauf en cas d'urgence, la décision de suspension est prise après que le titulaire ait été mis en mesure de présenter ses observations.

La décision de suspension de l'habilitation ou des sessions de formation est prononcée pour une durée de six mois maximum. Il y est mis fin lorsque l'organisme de formation rapporte la preuve qu'il respecte de nouveau les obligations définies aux articles R. 212-10-11 à R. 212-10-13. Si au terme du délai de suspension prononcé, l'organisme de formation ne respecte toujours pas les obligations dont le non-respect a justifié la suspension, le chef de la mission d'appui technique jeunesse et sport procède, dans le respect des droits de la défense, au retrait de l'habilitation de l'organisme de formation ou à la fermeture définitive de la session.

Art. 4. — En application de l'article R. 212-10-16, le chef de la mission d'appui technique jeunesse et sport peut procéder au retrait de l'habilitation de l'organisme de formation en cas de non-respect d'une des obligations prévues aux articles R. 212-10-11 à R. 212-10-13 après que celui-ci a été amené à présenter ses observations en défense.

Ce retrait d'habilitation a pour conséquence l'impossibilité de mettre en place toute session de formation non commencée à la date de la décision et la fermeture des sessions en cours.

Le retrait de l'habilitation délivrée en application du premier alinéa de l'article R. 212-10-8 entraîne le retrait de l'habilitation délivrée en application du second alinéa de ce même article.



Art. 5. — Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif auprès de l'auteur de la décision ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Art. 6. — La cheffe des subdivisions administratives des îles du Vent et des îles Sous-le-Vent et le chef de la mission d'appui technique jeunesse et sport sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au président de la Polynésie française et publié au *Journal Officiel* de la Polynésie française.

*Pour l'administratrice, cheffe des subdivisions administratives des îles du Vent et des îles Sous-le-Vent, et par délégation :*  
Christophe COMBETTE

**Arrêté n° HC 331 DIE/FIP du 24 juin 2024 portant modification de l'arrêté HC 993 DIE/FIP du 5 septembre 2022 relatif à l'opération « Actualisation du plan de gestion des déchets » de la Communauté de communes Hava'i**

Le haut-commissaire de la République en Polynésie française, officier de la Légion d'honneur, commandeur de l'ordre national du Mérite,

Vu l'arrêté n° HC 993 DIE/FIP du 5 septembre 2022 de la Communauté de communes Hava'i portant attribution d'une dotation du Fonds intercommunal de péréquation (FIP) de 12 320 000 F CFP soit 103 241,60 € à la communauté des communes pour le financement de l'opération : « actualisation du plan de gestion des déchets » ;

Vu le courrier n° 85/CD/2024 du 31 mai 2024 du président de la Communauté de communes ;

Considérant la recevabilité des motifs présentés dans la demande,

Arrête :

Article 1er. — Le présent arrêté a pour objet de modifier l'arrêté n° HC 993 DIE/FIP du 5 septembre 2022 relatif au financement de l'opération « Actualisation du plan de gestion des déchets » en ce qui concerne le délai d'exécution et de demande de solde de l'opération.

Art. 2. — Les dispositions des alinéas 6 et 7 de l'article 6 de l'arrêté HC 993 DIE/FIP du 5 septembre 2022 sont modifiées comme suit :

Au lieu de :

« - à exécuter cette opération conformément au projet présenté au plus tard au 30 juin 2024 ;

« - à demander le versement du solde de la dotation relative à cette opération au plus tard le 30 décembre 2024 ; »

Lire :

« - à exécuter cette opération conformément au projet présenté au plus tard au 31 décembre 2024 ;

« - à demander le versement du solde de la dotation relative à cette opération au plus tard le 30 juin 2025 ; ».

Art. 3. — Conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication au *Journal officiel* de la Polynésie française. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par application de Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Durant ce délai, un recours gracieux peut être exercé auprès de mes services. Ce recours interrompt le délai du recours contentieux qui ne courra à nouveau qu'à compter de la réception de la réponse, étant précisé qu'un défaut de réponse dans un délai de deux mois vaut décision de rejet.

Art. 4. — Le secrétaire général du haut-commissariat, la cheffe des subdivisions administratives des îles du Vent et des îles Sous-le-Vent, le directeur des finances publiques et le président de la Communauté de communes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

*Pour le haut-commissaire et par délégation : Le secrétaire général du haut-commissariat,*  
Xavier MAROTEL

**Arrêté n° HC 338 DIE/FIP du 26 juin 2024 portant modification de l'arrêté n° HC 2788 DIE/FIP du 27 avril 2021 relatif à l'opération « Plan d'adressage » de la commune de Mahina**

Le haut-commissaire de la République en Polynésie française, officier de la Légion d'honneur, chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu l'arrêté n° HC 2788 DIE/FIP du 27 avril 2021 portant attribution d'une dotation de fonds intercommunal de péréquation de 54 812 417 F CFP, soit 459 328,05 € à la commune de Mahina pour le financement de l'opération « Plan d'adressage » ;

Vu l'arrêté modificatif n° HC 338 DIE/FIP du 14 juin 2023 ;

Vu la demande du maire n° 2024.4857/MAH/DAF/MARCHES/CI du 7 mai 2024 ;

Considérant la recevabilité des motifs présentés dans la demande,

Arrête :

Article 1er. — Le présent arrêté a pour objet de modifier l'arrêté n° HC 2788 DIE/FIP du 27 avril 2021 relatif à l'opération « Plan d'adressage » de la commune de Mahina en ce qui concerne les délais d'exécution et de versement du solde de la dotation FIP.

Art. 2. — Les dispositions des 6e et 7e alinéas de l'article 6 de l'arrêté de financement initial sont modifiées comme suit :

Au lieu de :

« - à exécuter cette opération conformément au projet présenté au plus tard le 6 juillet 2024 ;

« - à demander le versement du solde de la dotation relative à cette opération au plus tard le 6 janvier 2025. » ;

Lire :

« - à exécuter cette opération conformément au projet présenté au plus tard le 6 juillet 2025 ;

« - à demander le versement du solde de la dotation relative à cette opération au plus tard le 6 janvier 2026. ».

Art. 3. — Conformément aux dispositions des articles R. 421-1 et R. 421-2 du code de la justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formée contre le présent arrêté, dans un délai de deux (2) mois à compter de la date de sa notification ou de sa publication au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par application de Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Durant ce délai, un recours gracieux peut être exercé auprès de mes services. Ce recours interrompt le délai du recours contentieux qui ne courra à nouveau qu'à compter de la réception de la réponse, étant précisé qu'un défaut de réponse dans un délai de deux mois vaut décision de rejet.

Art. 4. — Le secrétaire général du haut-commissariat, la cheffe des subdivisions administratives des îles du Vent et des îles Sous-le-Vent, le directeur des finances publiques et le maire de la commune de Mahina sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté modificatif qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

*Pour le haut-commissaire et par délégation : le secrétaire général du haut-commissariat,*  
Xavier MAROTEL

**Arrêté n° HC 1111 CABINET/DS du 4 juillet 2024 autorisant la captation, l'enregistrement et la transmission d'images au moyen de caméras installées sur des aéronefs télépilotés pour des missions de police administrative de la direction territoriale de la police nationale**

Le haut-commissaire de la République en Polynésie française, officier de la Légion d'honneur, chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le code de la sécurité intérieure et notamment ses articles L. 242-1 à L. 242-8 et R. 242-8 à R. 242-14 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du Président de la République en date du 31 août 2022 portant nomination de M. Éric SPITZ en qualité de haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Vu l'arrêté du ministre de l'intérieur et des outre-mer, en date du 19 avril 2023 relatif au nombre maximal de caméras installées sur des aéronefs pouvant être simultanément utilisées dans chaque département et collectivité d'outre-mer ;

Vu la demande en date du 2 juillet 2024, formulée par l'état-major de la direction territoriale de la police nationale, visant à obtenir l'autorisation de capter, d'enregistrer et de transmettre des images au moyen de caméras installées sur des aéronefs télépilotés aux fins d'assurer la sécurisation du défilé de la fête Nationale et des festivités sur la voie publique qui suivront exceptionnellement le 13 juillet 2024 de 8 heures à 15 heures ;

Considérant que les dispositions susvisées permettent aux forces de sécurité intérieure, dans l'exercice de leurs missions de prévention des atteintes à l'ordre public et de protection de la sécurité des personnes et des biens, de procéder à la captation, à l'enregistrement et à la transmission d'images au moyen de caméras installées sur des aéronefs aux fins d'assurer la sécurité des personnes et des biens et prévenir les troubles à l'ordre public dans le cadre des opérations de rétablissement de l'ordre public ; que notamment, le 2° de l'article L. 242-5 susvisé prévoit que ces dispositifs peuvent être mis en œuvre au titre de la sécurité des rassemblements de personnes sur la voie publique ou dans les lieux ouverts au public ainsi que de l'appui des personnels au sol, en vue de leur permettre de maintenir ou de rétablir l'ordre public, lorsque ces rassemblements sont susceptibles d'entraîner des troubles graves à l'ordre public ;

Considérant du risque sérieux de troubles à l'ordre public durant le présent événement, de l'ampleur de la zone à sécuriser en raison de la longueur du parcours de la manifestation, de l'intérêt de disposer d'une vision en grand angle pour permettre le maintien et le rétablissement de l'ordre public tout en limitant l'engagement des forces au sol, le recours aux dispositifs de captation installés sur des aéronefs est nécessaire et adapté ;

Considérant que la demande porte sur l'engagement de deux caméras aéroportées pendant la seule durée de la manifestation ; que les lieux surveillés sont strictement limités au parcours de l'événement et à ses abords, où sont susceptibles de se commettre les atteintes que l'usage de la caméra aéroportée vise à prévenir ; que la durée de l'autorisation est également strictement limitée à la durée du rassemblement ; qu'au regard des circonstances sus-mentionnées, la demande n'apparaît pas disproportionnée ;

Considérant le recours à la captation, l'enregistrement et la transmission d'images fera l'objet d'une information par plusieurs moyens adaptés ; qu'outre la publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française, ce dispositif fera l'objet d'une information sur le réseau social « Facebook » et la parution de l'arrêté d'autorisation, sur le site internet du haut-commissariat ; que ces moyens d'information sont adaptés ;

Sur proposition de la directrice de cabinet du haut-commissaire de la République en Polynésie française,

Arrête :

Article 1er. — La captation, l'enregistrement et la transmission d'images par la direction territoriale de la police nationale de la Polynésie française, notamment par le service responsable et en charge des opérations, sont autorisés au titre de la sécurité du rassemblement de personnes lors du défilé de la fête Nationale et des festivités sur voie publique qui suivront le 13 juillet 2024 de 8 heures à 15 heures à Papeete, île de Tahiti, en appui des personnels au sol, en vue de leur permettre de maintenir ou de rétablir l'ordre public.

Art. 2. — Le nombre maximal de caméras pouvant procéder simultanément aux traitements mentionnés à l'article 1er est fixé à deux caméras.

Art. 3. — La présente autorisation est limitée au périmètre géographique de l'avenue Pouvana'a-a-Oopa à Papeete suivant le déroulement de la manifestation.

Art. 4. — La présente autorisation est délivrée pour le 13 juillet 2024 de 8 heures à 15 heures.

Art. 5. — L'information du public est assurée par la publication d'un avis sur le réseau social « Facebook » et la parution de l'arrêté d'autorisation, sur le site internet du haut-commissariat.

Art. 6. — La directrice de cabinet du haut-commissaire et le directeur territorial de la police nationale sont respectivement chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

*Pour le haut-commissaire et par délégation : La directrice de cabinet,*  
Emilia HAVEZ

**Arrêté du 4 juillet 2024 portant subdélégation de signature au service des douanes en Polynésie française**

Le directeur régional des douanes de Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 70-858 du 16 septembre 1970 portant transfert au ministre de l'économie et des finances des attributions du ministre chargé des départements et territoires d'outre-mer en ce qui concerne les services des douanes dans les territoires d'outre-mer ;

Vu le décret n° 2007-422 du 23 mars 2007 modifié relatif aux pouvoirs du haut-commissaire de la République, à l'organisation et à l'action des services de l'État en Polynésie française ;

Vu le décret du 31 août 2022 portant nomination de M. Éric SPITZ, préfet des Pyrénées-Atlantiques, en qualité de haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu l'arrêté du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique du 26 avril 2023 portant nomination de M. Serge PUCETTI dans l'emploi d'administrateur supérieur des douanes et droits indirects, en qualité de directeur régional des douanes de Polynésie française, à compter du 1er septembre 2023 ;

Vu l'arrêté n° HC 590 DMME/BRHT/ho du 26 juin 2024 portant délégation de signature et de la qualité d'ordonnateur secondaire délégué à M. Serge PUCETTI, directeur régional des douanes de Polynésie française ;

Vu la convention n° 85-001 ET du 10 janvier 1985 modifiée relative à la mise à disposition du territoire de la Polynésie française du service des douanes,

Arrête :

Article 1er. — Subdélégation de signature est donnée en qualité de valideur ou de gestionnaire, selon le cas, à l'effet de signer tout acte d'ordonnancement secondaire en dépenses et en recettes exécuté dans le cadre de la gestion du programme 0302 aux agents suivants :

- Mme Bénédicte MOREL, chef du pôle logistique et GRH ;
- Mme Catherine POUZOLS, responsable de la cellule budget/équipement ;
- Mme Sophie BOUDILLON-FEDIERE, rédactrice cellule budget/équipement ;
- M. Pierre GUILLOTIN, responsable de la cellule immobilière.

Art. 2. — Le présent arrêté entre en vigueur à la date de sa parution au JOPF.

Art. 3. — Le présent arrêté annule et remplace le précédent arrêté du 18 juin 2024.

Art. 4. — Le directeur des douanes de Polynésie française est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

*Le directeur régional des douanes en Polynésie française*  
Serge PUCETTI

**ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE****ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES**

**Arrêté n° 916 CM du 2 juillet 2024 portant prorogation du délai de validité de l'arrêté n° 2114 CM du 17 septembre 2021 approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Uturoa pour l'aménagement de la voirie Punamoe - Tranche 2**

*NOR : DDC24201733AC-1*

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 modifiée fixant le régime du concours financier de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;

Vu la délibération n° 97-81 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création de la délégation pour le développement des communes ;

Vu l'arrêté n° 2192 CM du 26 novembre 2010 modifié pris pour l'application de la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 fixant le régime du concours financier de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;

Vu l'arrêté n° 2114 CM du 17 septembre 2021 approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Uturoa pour l'aménagement de la voirie Punamoe - Tranche 2 ;

Vu la lettre de demande de prorogation n° 689 MU Dr. n° 94 en date du 14 juin 2024 ;

Vu le commencement d'exécution de l'opération en date du 9 septembre 2022 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 26 juin 2024,

Arrête :

Article 1er. — Le délai de validité de l'arrêté n° 2114 CM du 17 septembre 2021 approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Uturoa pour l'aménagement de la voirie Punamoe - Tranche 2, est prorogé pour une période d'un (1) an à compter du 9 septembre 2024.

Art. 2. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la commune de Uturoa et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 2 juillet 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,*  
Tevaiti-Ariipaea POMARE

**Arrêté n° 917 CM du 2 juillet 2024 portant prorogation du délai de validité de l'arrêté n° 1768 CM du 31 août 2022 approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur de la commune de Tahaa pour l'acquisition d'un fourgon pour la cuisine centrale**

NOR : DDC24201447AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 modifiée fixant le régime du concours financier de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;

Vu la délibération n° 97-81 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création de la délégation pour le développement des communes ;

Vu l'arrêté n° 2192 CM du 26 novembre 2010 modifié pris pour l'application de la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 fixant le régime du concours financier de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;

Vu l'arrêté n° 1768 CM du 31 août 2022 approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur de la commune de Tahaa pour l'acquisition d'un fourgon pour la cuisine centrale ;

Vu la lettre de demande de prorogation n° 54 TECH en date du 28 mai 2024 ;

Vu le commencement d'exécution de l'opération en date du 28 juillet 2023 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 26 juin 2024,

**Arrête :**

Article 1er. — Le délai de validité de l'arrêté n° 1768 CM du 31 août 2022 approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur de la commune de Tahaa pour l'acquisition d'un fourgon pour la cuisine centrale est prorogé pour une période de six (6) mois à compter du 28 juillet 2024.

Art. 2. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la commune de Tahaa et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 2 juillet 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,*  
Tevaiti-Ariipaea POMARE



**Arrêté n° 918 CM du 2 juillet 2024 constatant la caducité de l'arrêté n° 1872 CM du 9 septembre 2022 approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Ua Pou pour l'acquisition d'un camion benne à six (6) roues**

NOR : DDC24201540AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 modifiée fixant le régime du concours financier de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;

Vu la délibération n° 97-81/APF du 29 mai 1997 modifiée portant création de la Délégation pour le développement des communes ;

Vu l'arrêté n° 2192 CM du 26 novembre 2010 modifié pris pour l'application de la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 fixant le régime du concours financier de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;

Vu l'arrêté n° 1872 CM du 9 septembre 2022 approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Ua Pou pour l'acquisition d'un camion benne à six (6) roues ;

Considérant que l'opération subventionnée n'a reçu aucun commencement d'exécution ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 26 juin 2024,

Arrête :

Article 1er. — Conformément aux dispositions de l'article LP. 9 de la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 modifiée susvisée, il est constaté la caducité de l'arrêté n° 1872 CM du 9 septembre 2022, notifié le 13 octobre 2022, approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Ua Pou pour l'acquisition d'un camion benne à six (6) roues.

Art. 2. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la commune de Ua Pou et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 2 juillet 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,*  
Tevaiti-Ariipaea POMARE

**Arrêté n° 920 CM du 3 juillet 2024 portant retrait de l'arrêté n° 364 CM du 18 mars 2021 approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Hiva Oa pour l'acquisition d'un camion Benne à ordures ménagères (BOM) 4x4 de 5 m<sup>3</sup> affecté au ramassage des déchets ménagers des villages de Hanapaaaoa, de Nahoe et de Puamau**

NOR : DDC24201509AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 modifiée fixant le régime du concours financier de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;

Vu la délibération n° 97-81 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création de la délégation pour le développement des communes ;

Vu l'arrêté n° 2192 CM du 26 novembre 2010 modifié pris pour l'application de la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 fixant le régime du concours financier de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;

Vu l'arrêté n° 364 CM du 18 mars 2021 approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Hiva Oa pour l'acquisition d'un camion Benne à ordures ménagères (BOM) 4x4 de 5 m<sup>3</sup> affecté au ramassage des déchets ménagers des villages de Hanapaaaoa, de Nahoe et de Puamau ;

Vu l'arrêté n° 233 CM du 9 février 2023 portant prorogation du délai de validité de l'arrêté n° 364 CM du 18 mars 2021 ;

Vu la lettre de demande d'annulation n° 23/2024 CHO en date du 25 avril 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 26 juin 2024,

Arrête :

Article 1er. — L'arrêté n° 364 CM du 18 mars 2021, approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Hiva Oa pour l'acquisition d'un camion Benne à ordures ménagères (BOM) 4x4 de 5 m<sup>3</sup> affecté au ramassage des déchets ménagers des villages de Hanapaaaoa, de Nahoe et de Puamau, est retiré.

Art. 2. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la commune de Hiva Oa et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 3 juillet 2024.

Moetai BROTHERTON

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,*  
Tevaiti-Ariipaea POMARE

**Arrêté n° 921 CM du 3 juillet 2024 portant retrait de l'arrêté n° 363 CM du 18 mars 2021 approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Hiva Oa pour l'acquisition d'un camion Benne à ordures ménagères (BOM) 4x4 de 5 m<sup>3</sup> affecté au ramassage des déchets ménagers des villages de Atuona, de Taaoa et de Hanaiapa**

NOR : DDC24201527AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 modifiée fixant le régime du concours financier de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;

Vu la délibération n° 97-81 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création de la délégation pour le développement des communes ;

Vu l'arrêté n° 2192 CM du 26 novembre 2010 modifié pris pour l'application de la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 fixant le régime du concours financier de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;

Vu l'arrêté n° 363 CM du 18 mars 2021 approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Hiva Oa pour l'acquisition d'un camion Benne à ordures ménagères (BOM) 4x4 de 5 m<sup>3</sup> affecté au ramassage des déchets ménagers des villages de Atuona, de Taaoa et de Hanaiapa ;

Vu l'arrêté n° 234 CM du 9 février 2023 portant prorogation du délai de validité de l'arrêté n° 363 CM du 18 mars 2021 ;

Vu la lettre de demande d'annulation n° 23/2024 CHO en date du 25 avril 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 26 juin 2024,

Arrête :

Article 1er. — L'arrêté n° 363 CM du 18 mars 2021, approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Hiva Oa pour l'acquisition d'un camion Benne à ordures ménagères (BOM) 4x4 de 5 m<sup>3</sup> affecté au ramassage des déchets ménagers des villages de Atuona, de Taaoa et de Hanaiapa, est retiré.

Art. 2. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la commune de Hiva Oa et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 3 juillet 2024.

Moetai BROTHERTON

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,*  
Tevaiti-Ariipaea POMARE

**Avis n° 923 CM du 3 juillet 2024 portant sur le projet de décret relatif aux réquisitions pour les besoins de la défense et de la sécurité nationale et à leur articulation avec les différents régimes juridiques portant sur la préparation et la gestion des crises**

NOR : SGG24201846AV-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la lettre de saisine n° HC/329/DIRAJ/BAJC/rr du 10 juin 2024,

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 3 juillet 2024,

Émet l'avis suivant :

Article 1er. — Le projet de décret relatif aux réquisitions pour les besoins de la défense et de la sécurité nationale et à leur articulation avec les différents régimes juridiques portant sur la préparation et la gestion des crises appelle un avis favorable.

Art. 2. — Le présent avis sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 3 juillet 2024.

Moetai BROTHERSON

**Avis n° 924 CM du 3 juillet 2024 avis sur le projet de décret pris pour l'application des dispositions de l'article 75 de la loi n° 2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024 et fixant le plafond de l'assiette de l'aide fiscale à l'investissement productif outre-mer au titre de l'acquisition de véhicules de tourisme exploités dans le cadre d'une activité de location de véhicules au profit des personnes physiques pour une durée n'excédant pas deux mois ou dans le cadre d'une activité de transport public de voyageurs**

NOR : DPI24202033AV-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la lettre de saisine n° HC 330 DIRAJ/BAJC/rr du 18 juin 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 3 juillet 2024,

Émet l'avis suivant :

Article 1er. — Le projet de décret relatif à l'application des dispositions de l'article 75 de la loi n° 2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024 et fixant le plafond de l'assiette de l'aide fiscale à l'investissement productif outre-mer au titre de l'acquisition de véhicules de tourisme exploités dans le cadre d'une activité de location de véhicules au profit des personnes physiques pour une durée n'excédant pas deux mois ou dans le cadre d'une activité de transport public de voyageurs appelle un avis défavorable pour les motifs suivants :

Ce projet de décret vient préciser les conditions d'éligibilité et l'application du plafond de l'assiette de l'aide fiscale pour l'acquisition de véhicules de tourisme exploités au sens de l'article L. 421-2 du Code des impositions sur les biens et les services (CIBS), au titre du dispositif d'aide fiscale à l'investissement outre-mer. Il concerne des véhicules dits de tourisme, c'est-à-dire les véhicules de catégorie M1 (type voiture particulière) et N1 (type camionnette). Il s'agit de véhicules strictement indispensables à une exploitation dans le cadre d'une activité aquacole, agricole, sylvicole ou minière, au profit d'une personne physique ou morale, ou d'acquisitions de véhicules émettant une quantité de dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>) inférieure ou égale à 117 grammes par km exploités dans le cadre d'une activité de location de courte durée ou d'une activité de transport public de voyageurs.

La gradation du plafond de l'assiette fiscale proposé par véhicule est établie en fonction des émissions de CO<sub>2</sub> qui favorise une approche écologique plus incitative. Néanmoins, en métropole, la détermination des émissions de CO<sub>2</sub> d'un véhicule est réalisée selon les méthodes de test standardisées comme la méthode WLTP (Worldwide Harmonized Light Vehicles Test Procedure), définie à l'annexe XXI du règlement UE 2017/1151 du 1er juin 2017, ou la méthode NEDC (New European Driving Cycle), issue de la directive 70/220/CEE de 1970. Le CIBS fait référence à ces procédures d'essai notamment en son article L. 421-6. Or, les dispositions du CIBS ne sont pas étendues en Polynésie française et aucune réglementation polynésienne ne semble faire référence à ces procédures d'essai. La détermination des émissions de CO<sub>2</sub> des véhicules est pour l'heure absente des réglementations polynésiennes. Dans la pratique à ce jour, cette détermination repose uniquement sur du déclaratif, notamment des concessionnaires de véhicules, ce qui rend le contrôle non opérationnel.

Dès lors, seuls les véhicules réceptionnés sur le territoire selon les normes CE (procédure de reconnaissance par type CE) et respectant ces niveaux d'émission de CO<sub>2</sub>, pourraient bénéficier de ce dispositif. Tout autre véhicule, issu notamment du marché américain ou asiatique, risquerait *de facto* d'être exclu. Ces nouvelles dispositions contribuent fortement à orienter le choix des porteurs de projet, qui souhaiteraient bénéficier de l'aide fiscale, vers des véhicules CE conformes, pour les secteurs d'activité éligibles, ce qui aurait pour conséquence de créer une forme de distorsion sur le marché automobile professionnel car tous les concessionnaires ne se fournissent pas qu'en provenance des marchés de l'Union européenne.

En l'absence de défiscalisation sur les véhicules utiles aux activités éligibles précitées, le coût des investissements prévus se trouverait renchéri par conséquent.

Enfin, il conviendrait de rectifier, dans la rubrique « références », la date de la loi n° 2023-1322 du 29 décembre 2023 au lieu du 28 décembre 2023 telle que mentionnée dans le projet de décret.

Art. 2. — Le présent avis sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 3 juillet 2024.  
Moetai BROTHERRSON

**Avis n° 925 CM du 3 juillet 2024 portant sur le projet de décret relatif à la garantie de 4 000 euros mentionnée à l'article 76 *bis* de la loi du 21 août 2003**

NOR : DEE24201877AV-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la lettre de saisine n° HC 331 DIRAJ/BAJC/rr du 18 juin 2024,

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 3 juillet 2024,

Émet l'avis suivant

Article 1er. — Le projet de décret relatif à la garantie de 4 000 euros mentionnée à l'article 76 *bis* de la loi du 21 août 2003 appelle un avis réservé au regard des observations suivantes :

- la garantie annuelle de 4 000 euros ne permet pas de compenser la perte de l'Indemnité temporaire de retraite (ITR). En effet, le passage de l'ITR sous le seuil des 8 000 euros a déjà considérablement diminué le pouvoir d'achat des retraités de la fonction publique de l'État en Polynésie française ;

- la garantie annuelle de 4 000 euros de la retraite additionnelle sera aussi très insuffisante compte tenu de la cherté de la vie en Polynésie française.

Art. 2. — Le présent avis sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 3 juillet 2024.

Moetai BROTHERSON

**Arrêté n° 932 CM du 4 juillet 2024 portant modification de l'arrêté n° 1435 CM du 24 décembre 1996 modifié fixant la valeur des lettres clés des actes professionnels effectués à titre externe dans les établissements d'hospitalisation publics de Polynésie française et à l'Institut territorial de recherches médicales Louis-Malardé**

NOR : DPS24201515AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la santé, en charge de la prévention et de la protection sociale généralisée,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 92-96 AT du 1er juin 1992 modifiée portant réforme du système hospitalier ;

Vu la délibération n° 2003-125 APF du 28 août 2003 modifiée relative à l'instauration d'une codification des actes professionnels des médecins, chirurgiens-dentistes, sages-femmes et auxiliaires médicaux en Polynésie française ;

Vu la loi du pays n° 2020-4 du 16 janvier 2020 modifiée relative à l'organisation sanitaire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1435 CM du 24 décembre 1996 modifié fixant la valeur des lettres clés des actes professionnels effectués à titre externe dans les établissements d'hospitalisation publics de Polynésie française et à l'Institut territorial de recherches médicales Louis-Malardé ;

Vu l'avis du conseil d'administration de la Caisse de prévoyance sociale en date du 3 mai 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 3 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — Après le « 8°) » de l'article 1er de l'arrêté n° 1435 CM du 24 décembre 1996 modifié susvisé, il est ajouté un « 9°) » rédigé ainsi qu'il suit :

« Tarifs des forfaits techniques des Tomographes à émission de positons (TEP) :

Les forfaits techniques couvrent les coûts de fonctionnement de l'appareil et la fourniture du médicament radiopharmaceutique.

Classe d'appareil	TEP non couplé à un scanner	TEP couplé à un scanner
Amortis (1), forfait plein	116 943 F CFP	125 297 F CFP
Non amortis, forfait plein	158 709 F CFP	167 062 F CFP

(1) sont considérés comme amortis les appareils installés depuis plus de sept ans révolus au 1er janvier de l'année considérée. »

Art. 2. — Le ministre de la santé, en charge de la prévention et de la protection sociale généralisée, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 4 juillet 2024.  
Moetai BROTHERRSON

Par le Président de la Polynésie française :  
*Le ministre de la santé, en charge de la prévention et de la protection sociale généralisée,*  
Cédric MERCADAL

**Arrêté n° 934 CM du 4 juillet 2024 portant modification de l'arrêté n° 625 CM du 15 mai 2001 modifié définissant les missions des services de l'administration de la Polynésie française confiées, dans chaque archipel, à la circonscription ou aux subdivisions déconcentrées**

NOR : DAE24201265AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2000-132 APF du 9 novembre 2000 modifiée fixant les principes de déconcentration de l'administration de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2001-72 APF du 5 juillet 2001 modifiée portant création des circonscriptions des îles Sous-le-Vent, des îles Tuamotu et Gambier, des îles Marquises et des îles Australes ;

Vu l'arrêté n° 625 CM du 15 mai 2001 modifié définissant les missions des services de l'administration de la Polynésie française confiées, dans chaque archipel, à la circonscription ou aux subdivisions déconcentrées ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé « direction générale des affaires économiques » ;

Vu l'avis de la DMRA par courrier n° 675 MFT/DMRA du 12 juin 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 3 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — Au paragraphe 7 « - direction générale des affaires économiques » de l'annexe de l'arrêté n° 625 CM du 15 mai 2001 modifié susvisé, il est rajouté les dispositions suivantes :

« f) En matière de traitement des situations de surendettement des particuliers :  
- information des usagers ;  
- accompagnement dans la constitution et le montage des dossiers de surendettement. »

Art. 2. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 4 juillet 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,*

Tevaiti-Ariipaea POMARE



**Arrêté n° 938 CM du 4 juillet 2024 portant modification de l'arrêté n° 327 CM du 19 mars 2015, portant affectation de la terre Mamahuaragi-Toruanani, cadastrée commune de Mākemo, section A n° 123, au profit de la commune de Mākemo**

NOR : DAF24200958AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 modifié relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 327 CM du 19 mars 2015, portant affectation de la terre Mamahuaragi-Toruanani, cadastrée commune de Mākemo, section A n° 123, au profit de la commune de Mākemo ;

Vu la demande du syndicat intercommunal des Tuamotu Gambier en date du 8 avril 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 3 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — L'article 2 de l'arrêté n° 327 CM du 19 mars 2015 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 2.— Cette affectation est destinée à :

« - la gestion et l'entretien du centre scolaire primaire ;

« - la rénovation d'un bâtiment en réfectoire scolaire ;

« - et la construction d'un logement de passage. »

Art. 2. — Le présent arrêté sera notifié à la commune de Mākemo et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 4 juillet 2024.

Moetai BROTHERRSON

**Arrêté n° 941 CM du 4 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de la SARL Hong-My Esthétique dans le cadre du dispositif d'Aide à la création numérique - ACN, en Polynésie française**

NOR : ADN24201454AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la loi du pays n° 2022-32 du 23 août 2022 portant création d'un dispositif d'Aide à la création numérique - ACN ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu l'arrêté n° 2116 CM du 16 novembre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu l'arrêté n° 1886 CM du 9 septembre 2022 portant application de la loi du pays n° 2022-32 du 23 août 2022 portant création d'un dispositif d'Aide à la création numérique - ACN, en Polynésie française ;

Vu la demande d'aide financière présentée par la SARL Hong-My Esthétique en date du 22 mai 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 3 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une aide financière de deux-cent-trois-mille francs CFP (203 000 F CFP) en faveur de la SARL Hong-My Esthétique pour financer la création de son site internet.

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : programme 97405, article 6525, centre de travail 8410-F.

Art. 3. — Le montant total de l'aide financière sera versé sur le compte bancaire de la SARL Hong-My Esthétique selon les modalités suivantes :

- un premier versement de cent-un-mille-cinq-cents francs CFP (101 500 F CFP), soit cinquante pour cent du montant global de l'aide, à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française du présent arrêté ;
- le solde de cent-un-mille-cinq-cents francs CFP (101 500 F CFP), soit cinquante pour cent du montant global de l'aide, à compter de la remise des documents justifiant de la dépense.

Art. 4. — La SARL Hong-My Esthétique s'engage à produire dans un délai de douze (12) mois à compter de la date de parution de l'arrêté d'octroi, au *Journal officiel* de la Polynésie française, un état récapitulatif des dépenses effectuées, les justificatifs comptables couvrant l'intégralité des dépenses locales telles que présentées dans le cadre du projet et les justificatifs techniques de l'existence du site internet, auprès de la Direction générale de l'économie numérique - DGEN.

Art. 5. — À défaut de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 6. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SARL Hong-My Esthétique et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 4 juillet 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,*

Tevaiti-Ariipaea POMARE

**Arrêté n° 942 CM du 4 juillet 2024 relatif à l'abrogation de l'arrêté n° 1468 CM du 30 septembre 2015 portant nomination des membres du haut comité polynésien de pilotage de l'École numérique***NOR : DEE24201746AC-1*

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la convention n° 99-16 du 22 octobre 2016 modifiée relative à l'éducation entre la Polynésie française et l'État ;

Vu le protocole relatif au développement du numérique éducatif pris pour l'application des articles 11 et 12 de la convention n° 99-16 du 22 octobre 2016 relative à l'éducation entre la Polynésie française et l'État ;

Vu l'avenant n° 2019-1 à la convention n° 99-16 du 22 octobre 2016 relative à l'éducation entre la Polynésie française et l'État ;

Vu l'arrêté n° 1468 CM du 30 septembre 2015 portant nomination des membres du haut comité polynésien de pilotage de l'École numérique ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 3 juillet 2024,

**Arrête :**

Article 1er. — L'arrêté n° 1468 CM du 30 septembre 2015 portant nomination des membres du haut comité polynésien de pilotage de l'École numérique est abrogé.

Art. 2. — Le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 4 juillet 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,*  
Ronny TERIIPAIA

**Arrêté n° 945 CM du 5 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de la SCI Le Auti dans le cadre du dispositif d'Aide à la création numérique - ACN**

NOR : ADN24201575AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la loi du pays n° 2022-32 du 23 août 2022 portant création d'un dispositif d'Aide à la création numérique - ACN ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu l'arrêté n° 2116 CM du 16 novembre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu l'arrêté n° 1886 CM du 9 septembre 2022 portant application de la loi du pays n° 2022-32 du 23 août 2022 portant création d'un dispositif d'Aide à la création numérique ACN, en Polynésie française ;

Vu la demande d'aide financière présentée par la SCI Le Auti en date du 24 avril 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 3 juillet 2024,

**Arrête :**

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une aide financière de cent-vingt-neuf-mille-neuf-cent-cinquante francs CFP (129 950 F CFP) en faveur de la SCI Le Auti pour financer la création de son site internet.

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : programme 97405, article 6525, centre de travail 8410-F.

Art. 3. — Le montant total de l'aide financière sera versé sur le compte bancaire de la SCI Le Auti selon les modalités suivantes :  
- un premier versement de soixante-quatre-mille-neuf-cent-soixante-quinze francs CFP (64 975 F CFP), soit cinquante pour cent du montant global de l'aide, à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française du présent arrêté ;  
- le solde de soixante-quatre-mille-neuf-cent-soixante-quinze francs CFP (64 975 F CFP), soit cinquante pour cent du montant global de l'aide, à compter de la remise des documents justifiant de la dépense.

Art. 4. — La SCI Le Auti s'engage à produire dans un délai de douze (12) mois à compter de la date de parution de l'arrêté d'octroi, au *Journal officiel* de la Polynésie française, un état récapitulatif des dépenses effectuées, les justificatifs comptables couvrant l'intégralité des dépenses locales telles que présentées dans le cadre du projet et les justificatifs techniques de l'existence du site internet, auprès de la Direction générale de l'économie numérique - DGEN.

Art. 5. — À défaut de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 6. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SCI Le Auti et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 5 juillet 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,*  
Tevaiti-Ariipaea POMARE

**Arrêté n° 946 CM du 5 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de l'EURL Hei l'Atelier dans le cadre du dispositif d'Aide à la connexion internet - ACI**

NOR : ADN24201572AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu la délibération n° 2016-97 APF du 13 octobre 2016 modifiée portant création du dispositif d'Aide à la connexion des entreprises - ACE en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2116 CM du 16 novembre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu l'arrêté n° 1635 CM du 27 octobre 2016 modifié portant application de la délibération n° 2016-97 APF du 13 octobre 2016 modifiée portant création du dispositif d'Aide à la connexion des entreprises - ACE en Polynésie française ;

Vu la demande d'aide financière présentée par l'EURL Hei l'Atelier en date du 31 mai 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 3 juillet 2024,

**Arrête :**

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une aide financière de 300 000 F CFP (trois-cent-mille francs CFP) en faveur de l'EURL Hei l'Atelier pour financer sa connexion à internet.

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : programme 97405, article 6525, centre de travail 8410-F.

Art. 3. — Le montant total de l'aide financière sera versé sur le compte bancaire de l'EURL Hei l'Atelier selon les modalités suivantes :

- un premier versement de cent-cinquante-mille francs CFP (150 000 F CFP), soit cinquante pour cent du montant global de l'aide, à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française du présent arrêté ;
- le solde de cent-cinquante-mille francs CFP (150 000 F CFP), soit cinquante pour cent du montant global de l'aide, à compter de la remise des documents justifiant de la dépense.

Art. 4. — L'EURL Hei l'Atelier s'engage à produire dans un délai de six (6) mois à compter de la date de parution de l'arrêté d'octroi, au *Journal officiel* de la Polynésie française, un état récapitulatif des dépenses effectuées et les justificatifs comptables, auprès de la Direction générale de l'économie numérique - DGEN, de l'utilisation de l'aide financière dans le cadre du projet présenté.

Art. 5. — À défaut de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 6. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'EURL Hei l'Atelier et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 5 juillet 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,*

Tevaiti-Ariipaea POMARE

**Arrêté n° 947 CM du 5 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du collège de Hitia'a pour financer les actions menées au titre du fonds social collégien et lycéen**

NOR : DEE24201165AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la convention n° 99-16 du 22 octobre 2016 modifiée relative à l'éducation entre la Polynésie française et l'État ;

Vu la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 88-145 AT du 20 octobre 1988 modifiée portant création des établissements publics territoriaux d'enseignement du premier et second cycle du second degré ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu l'arrêté n° 732 CM du 17 juin 1987 modifié portant organisation administrative et financière des établissements publics territoriaux d'enseignement ;

Vu l'arrêté n° 2116 CM du 16 novembre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 3 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une subvention de fonctionnement d'un-million-quarante-et-un-mille-cent francs CFP (1 041 100 F CFP) en faveur du collège de Hitia'a pour financer les actions menées au titre du fonds social collégien et lycéen.

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française, programme 96905, centre de travail 8133-F, article 657313.

Art. 3. — Le versement de la subvention de fonctionnement s'effectuera selon les modalités suivantes :

- une 1re fraction de 50 %, soit cinq-cent-vingt-mille-cinq-cent-cinquante francs CFP (520 550 F CFP), à compter de la publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française ;

- le solde, soit cinq-cent-vingt-mille-cinq-cent-cinquante francs CFP (520 550 F CFP), sur justification du paiement effectif de la totalité de l'opération.

Art. 4. — Le collège de Hitia'a s'engage à transmettre, au plus tard le 30 septembre 2025, les pièces justificatives auprès de la direction générale de l'éducation et des enseignements attestant de l'utilisation de cette subvention dans le cadre du projet présenté.

Art. 5. — À défaut de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 6. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au collège de Hitia'a et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 5 juillet 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,*

Tevaiti-Ariipaea POMARE

*Le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,*

Ronny TERIIPAIA



**Arrêté n° 948 CM du 5 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du collège de Fare - Huahine pour financer les actions menées au titre du fonds social collégien et lycéen**

NOR : DEE24201155AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la convention n° 99-16 du 22 octobre 2016 modifiée relative à l'éducation entre la Polynésie française et l'État ;

Vu la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 88-145 AT du 20 octobre 1988 modifiée portant création des établissements publics territoriaux d'enseignement du premier et second cycle du second degré ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu l'arrêté n° 732 CM du 17 juin 1987 modifié portant organisation administrative et financière des établissements publics territoriaux d'enseignement ;

Vu l'arrêté n° 2116 CM du 16 novembre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 3 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une subvention de fonctionnement de deux-millions-deux-cent-quarante-six-mille-huit-cents francs CFP (2 246 800 F CFP) en faveur du collège de Fare - Huahine pour financer les actions menées au titre du fonds social collégien et lycéen.

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française, programme 96905, centre de travail 8133-F, article 657313.

Art. 3. — Le versement de la subvention de fonctionnement s'effectuera selon les modalités suivantes :

- une 1re fraction de 50 %, soit un-million-cent-vingt-trois-mille-quatre-cents francs CFP (1 123 400 F CFP), à compter de la publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française ;
- le solde, soit un-million-cent-vingt-trois-mille-quatre-cents francs CFP (1 123 400 F CFP), sur justification du paiement effectif de la totalité de l'opération.

Art. 4. — Le collège de Fare - Huahine s'engage à transmettre, au plus tard le 30 septembre 2025, les pièces justificatives auprès de la direction générale de l'éducation et des enseignements attestant de l'utilisation de cette subvention dans le cadre du projet présenté.

Art. 5. — À défaut de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 6. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au collège de Fare - Huahine et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 5 juillet 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,*

Tevaiti-Ariipaea POMARE

*Le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,*

Ronny TERIIPAIA

**Arrêté n° 949 CM du 5 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du collège Maco-Tevane pour financer les actions menées au titre du fonds social collégien et lycéen**

NOR : DEE24201178AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la convention n° 99-16 du 22 octobre 2016 modifiée relative à l'éducation entre la Polynésie française et l'État ;

Vu la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 88-145 AT du 20 octobre 1988 modifiée portant création des établissements publics territoriaux d'enseignement du premier et second cycle du second degré ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu l'arrêté n° 732 CM du 17 juin 1987 modifié portant organisation administrative et financière des établissements publics territoriaux d'enseignement ;

Vu l'arrêté n° 2116 CM du 16 novembre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 3 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une subvention de fonctionnement de deux-millions-dix-huit-mille-sept-cent-soixante-dix francs CFP (2 018 770 F CFP) en faveur du collège Maco-Tevane pour financer les actions menées au titre du fonds social collégien et lycéen.

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : programme 96905, centre de travail 8133-F, article 657313.

Art. 3. — Le versement de la subvention de fonctionnement s'effectuera selon les modalités suivantes :

- une 1re fraction de 50 %, soit un-million-neuf-mille-trois-cent-quatre-vingt-cinq francs CFP (1 009 385 F CFP), à compter de la publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française ;
- le solde, soit un-million-neuf-mille-trois-cent-quatre-vingt-cinq francs CFP (1 009 385 F CFP), sur justification du paiement effectif de la totalité de l'opération.

Art. 4. — Le collège Maco-Tevane s'engage à transmettre, au plus tard le 30 septembre 2025, les pièces justificatives auprès de la direction générale de l'éducation et des enseignements attestant de l'utilisation de cette subvention dans le cadre du projet présenté.

Art. 5. — À défaut de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 6. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au collège Maco-Tevane et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 5 juillet 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,*  
Tevaiti-Ariipaea POMARE

*Le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,*  
Ronny TERIIPAIA

**Arrêté n° 950 CM du 5 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du collège de Mahina pour financer les actions menées au titre du fonds social collégien et lycéen**

NOR : DEE24201166AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la convention n° 99-16 du 22 octobre 2016 modifiée relative à l'éducation entre la Polynésie française et l'État ;

Vu la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 88-145 AT du 20 octobre 1988 modifiée portant création des établissements publics territoriaux d'enseignement du premier et second cycle du second degré ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu l'arrêté n° 732 CM du 17 juin 1987 modifié portant organisation administrative et financière des établissements publics territoriaux d'enseignement ;

Vu l'arrêté n° 2116 CM du 16 novembre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 3 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une subvention de fonctionnement de deux-millions-quatre-cent-trente-huit-mille-cent francs CFP (2 438 100 F CFP) en faveur du collège de Mahina pour financer les actions menées au titre du fonds social collégien et lycéen.

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : programme 96905, centre de travail 8133-F, article 657313.

Art. 3. — Le versement de la subvention de fonctionnement s'effectuera selon les modalités suivantes :

- une 1re fraction de 50 %, soit un-million-deux-cent-dix-neuf-mille-cinquante francs CFP (1 219 050 F CFP), à compter de la publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française ;
- le solde, soit un-million-deux-cent-dix-neuf-mille-cinquante francs CFP (1 219 050 F CFP), sur justification du paiement effectif de la totalité de l'opération.

Art. 4. — Le collège de Mahina s'engage à transmettre, au plus tard le 30 septembre 2025, les pièces justificatives auprès de la direction générale de l'éducation et des enseignements attestant de l'utilisation de cette subvention dans le cadre du projet présenté.

Art. 5. — À défaut de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 6. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au collège de Mahina et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 5 juillet 2024.

Moetai BROTHERSON

*Par le Président de la Polynésie française :*

*Le ministre de l'économie, du budget et des finances,*

Tevaiti-Ariipaea POMARE

*Le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,*

Ronny TERIIPAIA

**Arrêté n° 951 CM du 5 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du collège de Makemo pour financer les actions menées au titre du fonds social collégien et lycéen**

NOR : DEE24201168AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la convention n° 99-16 du 22 octobre 2016 modifiée relative à l'éducation entre la Polynésie française et l'État ;

Vu la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 88-145 AT du 20 octobre 1988 modifiée portant création des établissements publics territoriaux d'enseignement du premier et second cycle du second degré ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu l'arrêté n° 732 CM du 17 juin 1987 modifié portant organisation administrative et financière des établissements publics territoriaux d'enseignement ;

Vu l'arrêté n° 2116 CM du 16 novembre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 3 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une subvention de fonctionnement d'un-million-trois-cent-quatre-vingt-treize-mille-six-cents francs CFP (1 393 600 F CFP) en faveur du collège de Makemo pour financer les actions menées au titre du fonds social collégien et lycéen.

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : programme 96905, centre de travail 8133-F, article 657313.

Art. 3. — Le versement de la subvention de fonctionnement s'effectuera selon les modalités suivantes :

- une 1re fraction de 50 %, soit six-cent-quatre-vingt-seize-mille-huit-cents francs CFP (696 800 F CFP), à compter de la publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française ;
- le solde, soit six-cent-quatre-vingt-seize-mille-huit-cents francs CFP (696 800 F CFP), sur justification du paiement effectif de la totalité de l'opération.

Art. 4. — Le collège de Makemo s'engage à transmettre, au plus tard le 30 septembre 2025, les pièces justificatives auprès de la direction générale de l'éducation et des enseignements attestant de l'utilisation de cette subvention dans le cadre du projet présenté.

Art. 5. — À défaut de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 6. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au collège de Makemo et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 5 juillet 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,*  
Tevaiti-Ariipaea POMARE

*Le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,*  
Ronny TERIIPAIA



**Arrêté n° 952 CM du 5 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du collège de Mataura - Tubuai pour financer les actions menées au titre du fonds social collégien et lycéen**

NOR : DEE24201169AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la convention n° 99-16 du 22 octobre 2016 modifiée relative à l'éducation entre la Polynésie française et l'État ;

Vu la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 88-145 AT du 20 octobre 1988 modifiée portant création des établissements publics territoriaux d'enseignement du premier et second cycle du second degré ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu l'arrêté n° 732 CM du 17 juin 1987 modifié portant organisation administrative et financière des établissements publics territoriaux d'enseignement ;

Vu l'arrêté n° 2116 CM du 16 novembre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 3 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une subvention de fonctionnement d'un-million-sept-cent-cinq-mille-trois-cents francs CFP (1 705 300 F CFP) en faveur du collège de Mataura - Tubuai pour financer les actions menées au titre du fonds social collégien et lycéen.

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française, programme 96905, centre de travail 8133-F, article 657313.

Art. 3. — Le versement de la subvention de fonctionnement s'effectuera selon les modalités suivantes :

- une 1re fraction de 50 %, soit huit-cent-cinquante-deux-mille-six-cent-cinquante francs CFP (852 650 F CFP), à compter de la publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française ;
- le solde, soit huit-cent-cinquante-deux-mille-six-cent-cinquante francs CFP (852 650 F CFP), sur justification du paiement effectif de la totalité de l'opération.

Art. 4. — Le collège de Mataura - Tubuai s'engage à transmettre, au plus tard le 30 septembre 2025, les pièces justificatives auprès de la direction générale de l'éducation et des enseignements attestant de l'utilisation de cette subvention dans le cadre du projet présenté.

Art. 5. — À défaut de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 6. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au collège de Mataura - Tubuai et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 5 juillet 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,*

Tevaiti-Ariipaea POMARE

*Le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,*

Ronny TERIIPAIA

**Arrêté n° 953 CM du 5 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du collège de Paopao - Moorea pour financer les actions menées au titre du fonds social collégien et lycéen**

NOR : DEE24201171AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la convention n° 99-16 du 22 octobre 2016 modifiée relative à l'éducation entre la Polynésie française et l'État ;

Vu la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 88-145 AT du 20 octobre 1988 modifiée portant création des établissements publics territoriaux d'enseignement du premier et second cycle du second degré ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu l'arrêté n° 732 CM du 17 juin 1987 modifié portant organisation administrative et financière des établissements publics territoriaux d'enseignement ;

Vu l'arrêté n° 2116 CM du 16 novembre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 3 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une subvention de fonctionnement d'un-million-neuf-cent-quatre-vingt-deux-mille-six-cents francs CFP (1 982 600 F CFP) en faveur du collège de Paopao - Moorea pour financer les actions menées au titre du fonds social collégien et lycéen.

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française, programme 96905, centre de travail 8133-F, article 657313.

Art. 3. — Le versement de la subvention de fonctionnement s'effectuera selon les modalités suivantes :

- une 1re fraction de 50 %, soit neuf-cent-quatre-vingt-onze-mille-trois-cents francs CFP (991 300 F CFP), à compter de la publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française ;
- le solde, soit neuf-cent-quatre-vingt-onze-mille-trois-cents francs CFP (991 300 F CFP), sur justification du paiement effectif de la totalité de l'opération.

Art. 4. — Le collège de Paopao - Moorea s'engage à transmettre, au plus tard le 30 septembre 2025, les pièces justificatives auprès de la direction générale de l'éducation et des enseignements attestant de l'utilisation de cette subvention dans le cadre du projet présenté.

Art. 5. — À défaut de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 6. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au collège de Paopao - Moorea et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 5 juillet 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,*  
Tevaiti-Ariipaea POMARE

*Le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,*  
Ronny TERIIPAIA

**Arrêté n° 954 CM du 5 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du collège de Rangiroa pour financer les actions menées au titre du fonds social collégien et lycéen**

NOR : DEE24201173AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la convention n° 99-16 du 22 octobre 2016 modifiée relative à l'éducation entre la Polynésie française et l'État ;

Vu la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 88-145 AT du 20 octobre 1988 modifiée portant création des établissements publics territoriaux d'enseignement du premier et second cycle du second degré ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu l'arrêté n° 732 CM du 17 juin 1987 modifié portant organisation administrative et financière des établissements publics territoriaux d'enseignement ;

Vu l'arrêté n° 2116 CM du 16 novembre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 3 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une subvention de fonctionnement de deux-millions-deux-cent-soixante-cinq-mille-sept-cents francs CFP (2 265 700 F CFP) en faveur du collège de Rangiroa pour financer les actions menées au titre du fonds social collégien et lycéen.

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : programme 96905, centre de travail 8133-F, article 657313.

Art. 3. — Le versement de la subvention de fonctionnement s'effectuera selon les modalités suivantes :

- une 1re fraction de 50 %, soit un-million-cent-trente-deux-mille-huit-cent-cinquante francs CFP (1 132 850 F CFP), à compter de la publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française ;
- le solde, soit un-million-cent-trente-deux-mille-huit-cent-cinquante francs CFP (1 132 850 F CFP), sur justification du paiement effectif de la totalité de l'opération.

Art. 4. — Le collège de Rangiroa s'engage à transmettre, au plus tard le 30 septembre 2025, les pièces justificatives auprès de la direction générale de l'éducation et des enseignements attestant de l'utilisation de cette subvention dans le cadre du projet présenté.

Art. 5. — À défaut de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 6. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au collège de Rangiroa et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 5 juillet 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,*  
Tevaiti-Ariipaea POMARE

*Le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,*  
Ronny TERIIPAIA

**Arrêté n° 955 CM du 5 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du collège de Moerai - Rurutu pour financer les actions menées au titre du fonds social collégien et lycéen**

NOR : DEE24201170AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la convention n° 99-16 du 22 octobre 2016 modifiée relative à l'éducation entre la Polynésie française et l'État ;

Vu la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 88-145 AT du 20 octobre 1988 modifiée portant création des établissements publics territoriaux d'enseignement du premier et second cycle du second degré ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu l'arrêté n° 732 CM du 17 juin 1987 modifié portant organisation administrative et financière des établissements publics territoriaux d'enseignement ;

Vu l'arrêté n° 2116 CM du 16 novembre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 3 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une subvention de fonctionnement d'un-million-quatre-cent-vingt-trois-mille francs CFP (1 423 000 F CFP) en faveur du collège de Moerai - Rurutu pour financer les actions menées au titre du fonds social collégien et lycéen.

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : programme 96905, centre de travail 8133-F, article 657313.

Art. 3. — Le versement de la subvention de fonctionnement s'effectuera selon les modalités suivantes :

- une 1re fraction de 50 %, soit sept-cent-onze-mille-cinq-cents francs CFP (711 500 F CFP), à compter de la publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française ;
- le solde, soit sept-cent-onze-mille-cinq-cents francs CFP (711 500 F CFP), sur justification du paiement effectif de la totalité de l'opération.

Art. 4. — Le collège de Moerai - Rurutu s'engage à transmettre, au plus tard le 30 septembre 2025, les pièces justificatives auprès de la direction générale de l'éducation et des enseignements attestant de l'utilisation de cette subvention dans le cadre du projet présenté.

Art. 5. — À défaut de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 6. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au collège de Moeraï - Rurutu et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 5 juillet 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,*

Tevaiti-Ariipaea POMARE

*Le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,*

Ronny TERIIPAIA



**Arrêté n° 956 CM du 5 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du collège du Taaone - Pirae pour financer les actions menées au titre du fonds social collégien et lycéen**

NOR : DEE24201176AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la convention n° 99-16 du 22 octobre 2016 modifiée relative à l'éducation entre la Polynésie française et l'État ;

Vu la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 88-145 AT du 20 octobre 1988 modifiée portant création des établissements publics territoriaux d'enseignement du premier et second cycle du second degré ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu l'arrêté n° 732 CM du 17 juin 1987 modifié portant organisation administrative et financière des établissements publics territoriaux d'enseignement ;

Vu l'arrêté n° 2116 CM du 16 novembre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 3 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une subvention de fonctionnement de deux-millions-cinq-cent-mille francs CFP (2 500 000 F CFP) en faveur du collège du Taaone - Pirae pour financer les actions menées au titre du fonds social collégien et lycéen.

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française, programme 96905, centre de travail 8133-F, article 657313.

Art. 3. — Le versement de la subvention de fonctionnement s'effectuera selon les modalités suivantes :

- une 1re fraction de 50 %, soit un-million-deux-cent-cinquante-mille francs CFP (1 250 000 F CFP), à compter de la publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française ;
- le solde, soit un-million-deux-cent-cinquante-mille francs CFP (1 250 000 F CFP), sur justification du paiement effectif de la totalité de l'opération.

Art. 4. — Le collège du Taaone - Pirae s'engage à transmettre, au plus tard le 30 septembre 2025, les pièces justificatives auprès de la direction générale de l'éducation et des enseignements attestant de l'utilisation de cette subvention dans le cadre du projet présenté.

Art. 5. — À défaut de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 6. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au collège du Taaone - Pirae et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 5 juillet 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,*

Tevaiti-Ariipaea POMARE

*Le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,*

Ronny TERIIPAIA

**Arrêté n° 957 CM du 5 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du collège de Haamene - Tahaa pour financer les actions menées au titre du fonds social collégien et lycéen**

NOR : DEE24201158AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la convention n° 99-16 du 22 octobre 2016 modifiée relative à l'éducation entre la Polynésie française et l'État ;

Vu la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 88-145 AT du 20 octobre 1988 modifiée portant création des établissements publics territoriaux d'enseignement du premier et second cycle du second degré ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu l'arrêté n° 732 CM du 17 juin 1987 modifié portant organisation administrative et financière des établissements publics territoriaux d'enseignement ;

Vu l'arrêté n° 2116 CM du 16 novembre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 3 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une subvention de fonctionnement d'un-million-six-cent-vingt-trois-mille-deux-cents francs CFP (1 623 200 F CFP) en faveur du collège de Haamene - Tahaa pour financer les actions menées au titre du fonds social collégien et lycéen.

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française, programme 96905, centre de travail 8133-F, article 657313.

Art. 3. — Le versement de la subvention de fonctionnement s'effectuera selon les modalités suivantes :

- une 1re fraction de 50 %, soit huit-cent-onze-mille-six-cents francs CFP (811 600 F CFP), à compter de la publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française ;

- le solde, soit huit-cent-onze-mille-six-cents francs CFP (811 600 F CFP), sur justification du paiement effectif de la totalité de l'opération.

Art. 4. — Le collège de Haamene - Tahaa s'engage à transmettre, au plus tard le 30 septembre 2025, les pièces justificatives auprès de la direction générale de l'éducation et des enseignements attestant de l'utilisation de cette subvention dans le cadre du projet présenté.

Art. 5. — À défaut de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 6. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au collège de Haamene - Tahaa et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 5 juillet 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,*

Tevaiti-Ariipaea POMARE

*Le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,*

Ronny TERIIPAIA

**Arrêté n° 958 CM du 5 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du collège de Taiohae - Nuku Hiva pour financer les actions menées au titre du fonds social collégien et lycéen**

NOR : DEE24201174AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la convention n° 99-16 du 22 octobre 2016 modifiée relative à l'éducation entre la Polynésie française et l'État ;

Vu la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 88-145 AT du 20 octobre 1988 modifiée portant création des établissements publics territoriaux d'enseignement du premier et second cycle du second degré ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu l'arrêté n° 732 CM du 17 juin 1987 modifié portant organisation administrative et financière des établissements publics territoriaux d'enseignement ;

Vu l'arrêté n° 2116 CM du 16 novembre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 3 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une subvention de fonctionnement de deux-millions de francs CFP (2 000 000 F CFP) en faveur du collège de Taiohae - Nuku Hiva pour financer les actions menées au titre du fonds social collégien et lycéen.

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : programme 96905, centre de travail 8133-F, article 657313.

Art. 3. — Le versement de la subvention de fonctionnement s'effectuera selon les modalités suivantes :

- une 1re fraction de 50 %, soit un-million de francs CFP (1 000 000 F CFP), à compter de la publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française ;
- le solde, soit un-million de francs CFP (1 000 000 F CFP), sur justification du paiement effectif de la totalité de l'opération.

Art. 4. — Le collège de Taiohae - Nuku Hiva s'engage à transmettre, au plus tard le 30 septembre 2025, les pièces justificatives auprès de la direction générale de l'éducation et des enseignements attestant de l'utilisation de cette subvention dans le cadre du projet présenté.

Art. 5. — À défaut de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 6. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au collège de Taiohae - Nuku Hiva et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 5 juillet 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,*  
Tevaiti-Ariipaea POMARE

*Le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,*  
Ronny TERIIPAIA

**Arrêté n° 959 CM du 5 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du lycée polyvalent de Taravao pour financer la surveillance nocturne de l'établissement**

NOR : DEE24201502AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la convention n° 99-16 du 22 octobre 2016 modifiée relative à l'éducation entre la Polynésie française et l'État ;

Vu la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 88-145 AT du 20 octobre 1988 modifiée portant création des établissements publics territoriaux d'enseignement du premier et second cycle du second degré ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu l'arrêté n° 732 CM du 17 juin 1987 modifié portant organisation administrative et financière des établissements publics territoriaux d'enseignement ;

Vu l'arrêté n° 2116 CM du 16 novembre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la demande de subvention de fonctionnement du lycée polyvalent de Taravao pour l'exercice 2024 en date du 12 mars 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 3 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une subvention de fonctionnement d'un-million-huit-cent-soixante-trois-mille-deux-cent-quarante-neuf francs CFP (1 863 249 F CFP) en faveur du lycée polyvalent de Taravao pour financer la surveillance nocturne de l'établissement.

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : programme 96903, centre de travail 8133-F, article 657 « subventions ».

Art. 3. — Le versement de la subvention de fonctionnement s'effectuera selon les modalités suivantes :

- une 1re fraction de 50 %, soit neuf-cent-trente-et-un-mille-six-cent-vingt-quatre francs CFP (931 624 F CFP), à compter de la publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française ;
- le solde, soit neuf-cent-trente-et-un-mille-six-cent-vingt-cinq francs CFP (931 625 F CFP), sur justification du paiement effectif de la totalité de l'opération.

Art. 4. — Le lycée polyvalent de Taravao s'engage à transmettre au plus tard le 30 septembre 2025, les pièces justificatives auprès de la direction générale de l'éducation et des enseignements attestant de l'utilisation de cette subvention dans le cadre du projet présenté.

Art. 5. — À défaut de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 6. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au lycée polyvalent de Taravao et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 5 juillet 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,*

Tevaiti-Ariipaea POMARE

*Le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,*

Ronny TERIIPAIA



**Arrêté n° 960 CM du 5 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du collège de Afareaitu - Moorea pour financer le renouvellement du mobilier du centre de documentation et d'information**

NOR : DEE24201510AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la convention n° 99-16 du 22 octobre 2016 modifiée relative à l'éducation entre la Polynésie française et l'État ;

Vu la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 88-145 AT du 20 octobre 1988 modifiée portant création des établissements publics territoriaux d'enseignement du premier et second cycle du second degré ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu l'arrêté n° 732 CM du 17 juin 1987 modifié portant organisation administrative et financière des établissements publics territoriaux d'enseignement ;

Vu l'arrêté n° 2116 CM du 16 novembre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la demande de subvention de fonctionnement du collège de Afareaitu - Moorea pour l'exercice 2024 en date du 26 avril 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 3 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une subvention de fonctionnement de trois-cent-neuf-mille-quatre-cent-cinquante francs CFP (309 450 F CFP) en faveur du collège de Afareaitu - Moorea pour financer le renouvellement du mobilier du centre de documentation et d'information.

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : programme 96902, centre de travail 8133-F, article 657 « subventions ».

Art. 3. — Le versement de la subvention de fonctionnement s'effectuera selon les modalités suivantes :

- une 1re fraction de 50 %, soit cent-cinquante-quatre-mille-sept-cent-vingt-cinq francs CFP (154 725 F CFP), à compter de la publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française ;
- le solde, soit cent-cinquante-quatre-mille-sept-cent-vingt-cinq francs CFP (154 725 F CFP), sur justification du paiement effectif de la totalité de l'opération.

Art. 4. — Le collège de Afareaitu - Moorea s'engage à transmettre au plus tard le 30 septembre 2025, les pièces justificatives auprès de la direction générale de l'éducation et des enseignements attestant de l'utilisation de cette subvention dans le cadre du projet présenté.

Art. 5. — À défaut de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 6. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au collège de Afareaitu - Moorea et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 5 juillet 2024.

*Par le président de la Polynésie française :*

*Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,*  
Tevaiti-Ariipaea POMARE

*Le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,*  
Ronny TERIIPAAIA

**Arrêté n° 961 CM du 5 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du collège de Hitia'a pour financer la réparation du truck de l'établissement**

NOR : DEE24201563AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la convention n° 99-16 du 22 octobre 2016 modifiée relative à l'éducation entre la Polynésie française et l'État ;

Vu la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 88-145 AT du 20 octobre 1988 modifiée portant création des établissements publics territoriaux d'enseignement du premier et second cycle du second degré ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu l'arrêté n° 732 CM du 17 juin 1987 modifié portant organisation administrative et financière des établissements publics territoriaux d'enseignement ;

Vu l'arrêté n° 2116 CM du 16 novembre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la demande de subvention de fonctionnement du collège de Hitia'a pour l'exercice 2024 en date du 31 janvier 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 3 juillet 2024,

**Arrête :**

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une subvention de fonctionnement de huit-cent-cinquante-mille francs CFP (850 000 F CFP) en faveur du collège de Hitia'a pour financer la réparation du truck de l'établissement.

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : programme 96902, centre de travail 8133-F, article 657 « subventions ».

Art. 3. — Le versement de la subvention de fonctionnement s'effectuera selon les modalités suivantes :

- une 1re fraction de 50 %, soit quatre-cent-vingt-cinq-mille francs CFP (425 000 F CFP), à compter de la publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française ;
- le solde, soit quatre-cent-vingt-cinq-mille francs CFP (425 000 F CFP), sur justification du paiement effectif de la totalité de l'opération.

Art. 4. — Le collège de Hitia'a s'engage à transmettre au plus tard le 30 septembre 2025, les pièces justificatives auprès de la direction générale de l'éducation et des enseignements attestant de l'utilisation de cette subvention dans le cadre du projet présenté.

Art. 5. — À défaut de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 6. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au collège de Hitia'a et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 5 juillet 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,*  
Tevaiti-Ariipaea POMARE

*Le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,*  
Ronny TERIIPAIA

**Arrêté n° 962 CM du 5 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du collège Maco-Tevane pour financer un voyage pédagogique à Hawaii***NOR : DEE24201405AC-1*

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la convention n° 99-16 du 22 octobre 2016 modifiée relative à l'éducation entre la Polynésie française et l'État ;

Vu la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 88-145 AT du 20 octobre 1988 modifiée portant création des établissements publics territoriaux d'enseignement du premier et second cycle du second degré ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu l'arrêté n° 732 CM du 17 juin 1987 modifié portant organisation administrative et financière des établissements publics territoriaux d'enseignement ;

Vu l'arrêté n° 2116 CM du 16 novembre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la demande de subvention de fonctionnement du collège Maco-Tevane pour l'exercice 2024 en date du 29 février 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 3 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une subvention de fonctionnement d'un-million de francs CFP (1 000 000 F CFP) en faveur du collège Maco-Tevane pour financer un voyage pédagogique à Hawaii.

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : programme 96906, centre de travail 8133-F, article 657 « subventions ».

Art. 3. — Le versement de la subvention de fonctionnement s'effectuera selon les modalités suivantes :

- une 1re fraction de 50 %, soit cinq-cent-mille francs CFP (500 000 F CFP), à compter de la publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française ;
- le solde, soit cinq-cent-mille francs CFP (500 000 F CFP), sur justification du paiement effectif de la totalité de l'opération.

Art. 4. — Le collège Maco-Tevane s'engage à transmettre au plus tard le 30 septembre 2025, les pièces justificatives auprès de la direction générale de l'éducation et des enseignements attestant de l'utilisation de cette subvention dans le cadre du projet présenté.

Art. 5. — À défaut de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 6. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au collège Maco-Tevane et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 5 juillet 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,*

Tevaiti-Ariipaea POMARE

*Le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,*

Ronny TERIIPAIA

**Arrêté n° 963 CM du 5 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du collège Louise-Tehea-Carlson pour financer les actions menées au titre du fonds social collégien et lycéen**

NOR : DEE24201177AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la convention n° 99-16 du 22 octobre 2016 modifiée relative à l'éducation entre la Polynésie française et l'État ;

Vu la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 88-145 AT du 20 octobre 1988 modifiée portant création des établissements publics territoriaux d'enseignement du premier et second cycle du second degré ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu l'arrêté n° 732 CM du 17 juin 1987 modifié portant organisation administrative et financière des établissements publics territoriaux d'enseignement ;

Vu l'arrêté n° 2116 CM du 16 novembre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 3 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une subvention de fonctionnement de deux-millions-sept-cent-mille francs CFP (2 700 000 F CFP) en faveur du collège Louise-Tehea-Carlson pour financer les actions menées au titre du fonds social collégien et lycéen.

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : programme 96905, centre de travail 8133-F, article 657313.

Art. 3. — Le versement de la subvention de fonctionnement s'effectuera selon les modalités suivantes :

- une 1re fraction de 50 %, soit un-million-trois-cent-cinquante-mille francs CFP (1 350 000 F CFP), à compter de la publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française ;

- le solde, soit un-million-trois-cent-cinquante-mille francs CFP (1 350 000 F CFP), sur justification du paiement effectif de la totalité de l'opération.

Art. 4. — Le collège Louise-Tehea-Carlson s'engage à transmettre, au plus tard le 30 septembre 2025, les pièces justificatives auprès de la direction générale de l'éducation et des enseignements attestant de l'utilisation de cette subvention dans le cadre du projet présenté.

Art. 5. — À défaut de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 6. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au collège Louise-Tehea-Carlson et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 5 juillet 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,*  
Tevaiti-Ariipaea POMARE

*Le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,*  
Ronny TERIIPAIA



**Arrêté n° 964 CM du 5 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du collège de Hakahau - Ua Pou pour financer les actions menées au titre du fonds social collégien et lycéen**

NOR : DEE24201163AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la convention n° 99-16 du 22 octobre 2016 modifiée relative à l'éducation entre la Polynésie française et l'État ;

Vu la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 88-145 AT du 20 octobre 1988 modifiée portant création des établissements publics territoriaux d'enseignement du premier et second cycle du second degré ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu l'arrêté n° 732 CM du 17 juin 1987 modifié portant organisation administrative et financière des établissements publics territoriaux d'enseignement ;

Vu l'arrêté n° 2116 CM du 16 novembre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 3 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une subvention de fonctionnement d'un-million-trois-cent-cinquante-neuf-mille-six-cents francs CFP (1 359 600 F CFP) en faveur du collège de Hakahau - Ua Pou pour financer les actions menées au titre du fonds social collégien et lycéen.

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : programme 96905, centre de travail 8133-F, article 657313.

Art. 3. — Le versement de la subvention de fonctionnement s'effectuera selon les modalités suivantes :

- une 1re fraction de 50 %, soit six-cent-soixante-dix-neuf-mille-huit-cents francs CFP (679 800 F CFP), à compter de la publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française ;
- le solde, soit six-cent-soixante-dix-neuf-mille-huit-cents francs CFP (679 800 F CFP), sur justification du paiement effectif de la totalité de l'opération.

Art. 4. — Le collège de Hakahau - Ua Pou s'engage à transmettre, au plus tard le 30 septembre 2025, les pièces justificatives auprès de la direction générale de l'éducation et des enseignements attestant de l'utilisation de cette subvention dans le cadre du projet présenté.

Art. 5. — À défaut de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 6. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au collège de Hakahau - Ua Pou et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 5 juillet 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,*  
Tevaiti-Ariipaea POMARE

*Le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,*  
Ronny TERIIPAIA

**Arrêté n° 966 CM du 8 juillet 2024 portant agrément du programme de logements dénommé John et Ida Teariki consistant en la construction de 125 logements, sis à Afaahiti-Tahiti et attribuant une subvention d'investissement en faveur de la société Niuhi Nui pour financer ce programme**

NOR : DHV24200937AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2016-34 du 29 août 2016 modifiée relative aux organismes privés de logement social ;

Vu la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu les inscriptions au budget général de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1359 CM du 15 septembre 2016 modifié portant application de la loi du pays n° 2016-34 du 29 août 2016 relative aux organismes privés de logement social ;

Vu l'arrêté n° 2116 CM du 16 novembre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu l'arrêté n° 1354 CM du 25 juillet 2022 modifiant l'arrêté n° 1359 CM du 15 septembre 2016 modifié portant application de la loi du pays n° 2016-34 du 29 août 2016 relative aux organismes privés de logement social ;

Vu le dossier de demande de subvention d'investissement présentée par Niuhi Nui en date du 26 janvier 2024 et ses compléments ;

Vu l'arrêté n° 1999 CM du 6 novembre 2023 portant agrément de la société Niuhi Nui en qualité d'organisme privé de logement social ;

Vu le certificat de complétude n° 138 MSF/DHV du 12 mars 2024 ;

Vu la lettre n° 3549 PR du 17 juin 2024 adressée au président de l'Assemblée de la Polynésie française déclarant l'urgence et réceptionnée par l'Assemblée de la Polynésie française le 18 juin 2024 ;

Vu l'avis n° 160-2024 CCBF/APF de la commission de contrôle budgétaire et financier de l'Assemblée de la Polynésie française du 24 juin 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 3 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — Le programme présenté par la société Niuhi Nui dénommé « John et Ida Teariki » consistant en la construction de 125 logements, sis à Afaahiti-Tahiti, est agréé conformément aux dispositions de la loi du pays n° 2016-34 du 29 août 2016 modifiée susvisée et de l'arrêté n° 1359 CM du 15 septembre 2016 modifié susvisé.

Art. 2. — Les caractéristiques de l'opération sont les suivantes :

- nature de l'investissement : construction de 125 logements ;
- type de logements : 71 maisons de type F4 de 95 m<sup>2</sup> et 54 appartements de type F4 de 138 m<sup>2</sup> ;
- date prévisionnelle d'achèvement de l'opération : 2026.

Art. 3. — Le coût prévisionnel de cette opération s'élève à quatre-milliards-neuf-cent-six-millions-neuf-cent-quatre-vingt-trois-mille-huit-cent-soixante-treize francs CFP toutes taxes comprises (4 906 983 873 F CFP TTC).

Le coût prévisionnel de l'opération éligible à la subvention s'élève à quatre-milliards-six-cent-dix-millions-deux-cent-quarante-huit-mille-cinq-cent-quatre-vingt-onze francs CFP toutes taxes comprises (4 610 248 591 F CFP TTC).

Art. 4. — L'opération décrite à l'article 2 s'effectuera selon un plan de financement toutes taxes comprises arrêté comme suit :

Financement	Montant (en F CFP)	%
Aide du pays	1 383 074 577	28 %
Défiscalisation nationale LODEOM	1 398 944 554	29 %
Emprunts	1 850 000 000	38 %
Fonds propres	274 964 742	6 %
Total financement	4 906 983 873	100 %

La participation du pays s'élève à un-milliard-trois-cent-quatre-vingt-trois-millions-soixante-quatorze-mille-cinq-cent-soixante-dix-sept francs CFP (1 383 074 577 F CFP), soit 28 % du coût total prévisionnel de l'opération toutes taxes comprises et 30 % du coût total prévisionnel de l'opération éligible toutes taxes comprises mentionné à l'alinéa 2 de l'article 3.

En cas de modification du plan de financement décrit ci-dessus, le bénéficiaire devra en informer la Polynésie française.

Art. 5. — Les logements sont destinés à la location-vente avec application d'une durée minimum de location fixée à 5 ans.

Les loyers applicables, charges non comprises, sont déterminés dans les conditions prévues au II de l'article 14 de l'arrêté n° 1359 CM du 15 septembre 2016 modifié susvisé.

La société Niuhihi Nui s'engage à ne pas suspendre, abandonner ou modifier la réalisation de l'opération décrite à l'article 2 et à l'alinéa ci-dessus sans accord préalable de la Polynésie française.

Art. 6. — Est approuvée l'attribution d'une aide publique d'un montant total d'un-milliard-trois-cent-quatre-vingt-trois-millions-soixante-quatorze-mille-cinq-cent-soixante-dix-sept francs CFP (1 383 074 577 F CFP) représentant 28 % du coût total prévisionnel de l'opération toutes taxes comprises, en faveur de la société Niuhihi Nui pour le financement de l'opération décrite à l'article 2.

Cette aide comprend :

- un remboursement de la taxe sur la valeur ajoutée d'un montant de quatre-cent-soixante-huit-millions-quatre-vingt-dix-huit-mille-deux-cent-cinquante-six francs CFP (468 098 256 F CFP) ;
- une exonération de droits d'enregistrement et de publicité foncière d'un montant de quatre-vingt-sept-millions-sept-cent-mille francs CFP (87 700 000 F CFP) ;
- une subvention d'investissement d'un montant de huit-cent-vingt-sept-millions-deux-cent-soixante-seize-mille-trois-cent-vingt-et-un francs CFP (827 276 321 F CFP).

Art. 7. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : programme 916 04, AP 348.2024, AE 263.2024, article 204, centre de travail 776.

Art. 8. — Sous réserve des crédits disponibles, le versement de la subvention s'effectuera sur le compte de la société Niuhihi Nui ouvert dans les livres de la Banque SOCREDO. Les modalités de versements sont les suivantes :

- une avance de quatre-cent-treize-millions-six-cent-trente-huit-mille-cent-soixante-et-un francs CFP (413 638 161 F CFP), sur présentation par le bénéficiaire des trois permis de lotir ;
- un premier acompte de cent-soixante-cinq-millions-quatre-cent-cinquante-cinq-mille-deux-cent-soixante-quatre francs CFP (165 455 264 F CFP), sur présentation de la conformité de la phase 1 ainsi que l'état des dépenses réalisées de l'ensemble du projet signé par le représentant de la société Niuhihi Nui accompagné des factures acquittées correspondantes ;
- un deuxième acompte de cent-soixante-cinq-millions-quatre-cent-cinquante-cinq-mille-deux-cent-soixante-quatre francs CFP (165 455 264 F CFP), sur présentation de la conformité de la phase 2 ainsi que l'état des dépenses actualisé et signé par le représentant de la société Niuhihi Nui accompagné des factures acquittées correspondantes ;
- le solde de quatre-vingt-deux-millions-sept-cent-vingt-sept-mille-six-cent-trente-deux francs CFP (82 727 632 F CFP), sur présentation de la conformité de la phase 3 ainsi que l'état des dépenses actualisé et signé par le représentant de la société Niuhihi Nui accompagné des factures acquittées correspondantes, dans un délai d'un an après l'achèvement des travaux de la phase 3.

À défaut de produire les justificatifs demandés dans ce délai, l'opération sera clôturée sans paiement du solde.

Art. 9. — La société Niuhihi Nui s'engage à démarrer l'opération dans un délai maximal de 6 mois à compter de la date de notification du présent arrêté et son achèvement doit s'exécuter dans un délai de 36 mois à compter de la date de démarrage des travaux précisée sur l'attestation de démarrage des travaux ou l'ordre de service.

Art. 10. — En tout état de cause et sous réserve des dispositions de l'article 9 du présent arrêté, il est précisé que :

- dans le cas où le coût définitif de l'opération serait supérieur au coût prévisionnel de l'opération éligible indiqué à l'article 3 ci-dessus, le montant du concours de la Polynésie française est plafonné à hauteur du montant prévu à l'article 6 du présent arrêté ;  
- si le coût définitif de l'opération serait inférieur au coût prévisionnel de l'opération éligible indiqué à l'article 3 ci-dessus, le montant du concours de la Polynésie française est calculé au prorata du taux de subvention appliqué au coût réel TTC dans l'attestation en fin de l'opération. Dans ce cas, la société Niuhihi Nui devra reverser les sommes non justifiées.

Art. 11. — La société Niuhihi Nui doit, dans un délai d'un an à compter de l'achèvement de l'opération, produire auprès de la délégation à l'habitat et à la ville, les justificatifs de sa réalisation technique et financière.

À la date de mise en exploitation, le bénéficiaire s'engage à adresser les décisions d'attribution au ministre en charge du logement.

La société Niuhihi Nui s'engage à fournir toute information utile au suivi et à l'évaluation du projet par la Polynésie française et à faciliter les contrôles, sur pièces, techniques et comptables, relatifs à ces travaux et fournir tous les documents nécessaires à ces contrôles.

Art. 12. — À défaut de justificatifs ou dans le cas où les crédits de la subvention d'investissement auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette subvention.

Art. 13. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Niuhihi Nui et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 juillet 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,*

Tevaiti-Ariipaea POMARE

**Arrêté n° 984 CM du 8 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur de l'association Te Tama Ti'a Hou - Union Polynésienne pour la Jeunesse pour l'acquisition des barrières de sécurité**

*NOR : SJS24201199AC-1*

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport de la ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat ;

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 modifiée relative au budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2024 ;

Vu l'arrêté n° 2116 CM du 16 novembre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la demande de subvention d'investissement de l'association Te Tama Ti'a Hou - Union Polynésienne pour la Jeunesse en date du 23 avril 2024 ;

Vu la lettre n° 3220 PR du 31 mai 2024 adressée au président de l'Assemblée de la Polynésie française déclarant l'urgence et réceptionnée par l'Assemblée de la Polynésie française le 3 juin 2024 ;

Vu l'avis n° 158-2024 CCBF/APF de la commission de contrôle budgétaire et financier de l'Assemblée de la Polynésie française du 11 juin 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 3 juillet 2024,

**Arrête :**

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une subvention d'investissement d'un montant de 4 802 500 F CFP (quatre-millions-huit-cent-deux-mille-cinq-cents francs CFP) en faveur de l'association Te Tama Ti'a Hou - Union Polynésienne pour la Jeunesse pour l'acquisition des barrières de sécurité, dont le coût total est estimé à 4 802 500 F CFP (quatre-millions-huit-cent-deux-mille-cinq-cents francs CFP).

Art. 2. — Le montant de la participation du pays s'élèvera à 100 % du coût final de l'opération mais ne pourra pas excéder le montant du plafond de 4 802 500 F CFP.

Art. 3. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : mission 911, programme 91105, AP 203.2024, AE 213.2024, article 204.

Art. 4. — Le versement de la subvention s'effectuera selon les modalités suivantes :

- une avance de 75 %, soit 3 601 875 F CFP (trois-millions-six-cent-un-mille-huit-cent-soixante-quinze francs CFP), après parution au *Journal officiel* de la Polynésie française et notification par le bénéficiaire du commencement d'exécution de l'opération financée ;
- le solde de 25 %, soit 1 200 625 F CFP (un-million-deux-cent-mille-six-cent-vingt-cinq francs CFP), sur présentation des pièces justificatives de l'avance de 75 %.

Art. 5. — L'association Te Tama Ti'a Hou - Union Polynésienne pour la Jeunesse s'engage à produire les pièces justificatives du solde de 25 % auprès de la direction de la jeunesse et des sports, attestant de l'utilisation de cette subvention dans le cadre du projet présenté au plus tard le 31 octobre 2024.

Art. 6. — Si, à l'expiration du délai de un an à compter de la notification de la subvention, l'opération au titre de laquelle cette subvention a été accordée n'a reçu aucun commencement d'exécution, le conseil des ministres constate la caducité de sa décision.

Art. 7. — À défaut de la production des pièces justificatives à hauteur de la subvention octroyée, celle-ci sera réajustée au montant des justificatifs transmis auprès de la direction de la jeunesse et des sports.

Art. 8. — À défaut de justificatifs transmis dans les délais impartis ou dans le cas où la subvention aurait reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 9. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et la ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'association Te Tama Ti'a Hou - Union Polynésienne pour la Jeunesse et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 juillet 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,*  
Tevaiti-Ariipaea POMARE

*La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,*  
Nahema TEMARII

**ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES****PRÉSIDENCE****Arrêté n° 1049 PR du 2 juillet 2024 portant transfert de gestion de la parcelle cadastrée commune de Rangiroa, section A n° 876, au profit du Centre de formation professionnelle pour adultes (CFPA)***NOR.: DAF24505694AP-1*

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2021-53 du 21 décembre 2021 modifiée relative au domaine privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 modifié relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 1/23 CFPA du 17 janvier 2023 portant création d'une unité de formation mobile du Centre de formation professionnelle pour adultes (CFPA) ;

Vu la lettre n° 345 MPR du 21 février 2024 ;

Vu la lettre n° 869 MPR/DRM du 25 mars 2024 ;

Vu la délibération n° 7/24 CFPA du 17 avril 2024 approuvant l'affectation de la parcelle de terre Tefenuamahai cadastrée commune de Rangiroa, section A n° 876, des constructions y édifiées et de deux biens meubles, au profit du Centre de formation professionnelle pour adultes (CFPA) ;

Vu la lettre n° 373/24 CFP/DG du 22 mai 2024,

Arrête :

Article 1er. — Le transfert de gestion des biens ci-après désignés, d'une superficie totale de 14 056 m<sup>2</sup>, sis commune de Rangiroa, est autorisé au profit du Centre de formation professionnelle pour adultes (CFPA), tel que le tout figure sur l'extrait de plan cadastral et le plan établi le 21 mars 2024 détenus par la direction des affaires foncières - section du domaine et tels qu'ils appartiennent à la Polynésie française comme indiqué ci-après :



Titre de propriété de la Polynésie française	Désignations	Superficie (m <sup>2</sup> )
Biens immobiliers		
Acte transcrit le 10/5/1979 vol 955 n° 12, confirmé par jugement transcrit le 2/11/1989 vol 1626 n° 8	Terre Tefenuamahai – A 876	12 589
	Bâtiment 1 – logement de fonction du gardien	105
	Bâtiment 2 – 2 salles de cours, 1 salle informatique et 1 bibliothèque	329
	Bâtiment 3 – dortoir n° 1	157
	Bâtiment 4 – bureau administratif	53
	Bâtiment 5 – bureaux et garage	155.6
	Bâtiment 6 – cuisine, salle à manger	97
	Bâtiment 7 – dortoir n° 2	97
	Bâtiment 8 – dortoir n° 3 et salle de bail	97
	Bâtiment 9 – logement de fonction principal	193
	Bâtiment 10 – logement de fonction secondaire	100
	Bâtiment 11 – logement de fonction secondaire	84
Total		14 056
Biens mobiliers		
	Mitsubishi – D 6010	
	Navire Vanaa II – PY 2346	

Art. 2. — Le présent transfert de gestion prend effet à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 3. — Le présent transfert de gestion est destiné à l'installation d'une unité de formation du Centre de formation professionnelle pour adultes (CFPA), la gestion et l'entretien des biens. Cette destination ne peut être modifiée. La non réalisation de l'utilisation projetée ou l'absence de prise de possession des biens dont la gestion est transférée, entraîne la caducité du transfert de gestion dans un délai de 3 (trois) ans courant à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 4. — La valeur nette comptable totale des biens transférés est fixée à 107 611 916 F CFP (cent-sept-millions-six-cent-onze-mille-neuf-cent-seize francs CFP), répartie comme suit :

Titre de propriété de la Polynésie française	N° bien poly GF	Nb accessoires	Libellé	Date d'acquisition	Valeur historique	Valeur amortie	Valeur nette comptable
Acte transcrit le 10/5/1979 vol 955 n° 12, confirmé par jugement transcrit le 2/11/1989 vol 1626 n° 8	1002411	1	Terre Tefenuamahai – A 876	10/5/1979	1 263 202	0	1 263 202
	285418	11	Centre des métiers de la nacre et de la perliculture (CMNP)	18/6/2004	3 692 280	0	3 692 280
	265690	5	CMNP Rangiroa	11/12/2003	1 198 567	0	1 138 567
	290056	2	Réfection toiture CMNP	29/7/2004	6 871 960	0	6 871 960
	376164	8	Extension internat CMNP	14/9/2006	47 317 180	0	47 317 180
	470414	1	Aménagement CMNP	5/2/2009	811 910	0	811 910
	478675	1	Fare perliculteur, aménagement CMNP	9/6/2009	2 696 100	0	2 696 100
	481189	56	CMNP infrastructures	3/10/2014	49 868 387	11 010 275	38 043 576
	551929	1	Panneaux solaires photovoltaïques - CMNP	2/5/2021	9 833 434	4 056 293	5 777 141
	249837		Mitsubishi – D 6010	12/8/2003	3 530 624	3 530 624	0
	-		Navire VANAA II – PY 2346	-	-	-	-
Total					127 083 644	18 597 192	107 611 916

Art. 5. — Tous travaux de construction et d'aménagement sont soumis à l'obtention préalable des autorisations réglementaires nécessaires en la matière. Le gestionnaire devra fournir à la direction des affaires foncières toutes pièces justifiant ces autorisations et notamment le certificat d'achèvement des travaux.

Art. 6. — Conformément aux dispositions de l'article LP. 56 de la loi du pays n<sup>o</sup> 2021-53 du 21 décembre 2021 susvisée, le gestionnaire gère l'immeuble dont la gestion lui a été transférée en bon père de famille et prend, en tant que de besoin, tous les actes nécessaires, à la réalisation de cette obligation.

Art. 7. — Il peut à ce titre passer tout acte de gestion et notamment consentir des locations dans le respect de la destination des biens. Il formalise tous les actes, notamment le bail lorsqu'il autorise une location.

Art. 8. — Le gestionnaire supporte les taxes, les impôts, l'amortissement et toutes les charges afférentes à la conservation, l'entretien et au fonctionnement des biens transférés. Il fera son affaire personnelle de toute contestation qui pourrait survenir d'un tiers et engagera ou défendra tout contentieux utile afin de préserver l'intégrité des biens dont la gestion est transférée.

Art. 9. — En cas de changement de destination des lieux et de non-respect des clauses conditions et charges du transfert de gestion, l'autorité compétente peut mettre fin à la présente affectation, sans que le gestionnaire ne puisse se prévaloir d'une quelconque indemnité.

Art. 10. — Lorsqu'un motif d'intérêt général ou la bonne administration des biens transférés justifie de modifier les conditions de transfert de gestion ou d'en prononcer la fin, l'autorité compétente peut y procéder, y compris en l'absence d'accord du gestionnaire.

Art. 11. — La ministre de la fonction publique, de l'emploi, du travail, de la modernisation de l'administration, du développement des archipels et de la formation professionnelle, est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au Centre de formation professionnelle pour adultes (CFPA) et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 2 juillet 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

*La ministre de la fonction publique, de l'emploi, du travail, de la modernisation de l'administration, du développement des archipels et de la formation professionnelle,*  
Vannina CROLAS

**Arrêté n° 1054 PR du 2 juillet 2024 portant classement par tiare de l'établissement Fare Oviri Lodge***NOR : SDT24507326AP-1*

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2018-10 du 29 mars 2018 modifiée portant réglementation en matière d'hébergement de tourisme en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1492 CM du 6 août 2018 fixant les critères et procédure de classement par fleurs de tiare des établissements d'hébergement touristique relevant de la catégorie pension de famille et les modalités d'instruction de la demande ;

Vu l'arrêté n° 1255 CM du 11 juillet 2019 fixant les modalités de contrôle des normes de sécurité et d'accueil du public pour le classement des établissements d'hébergement touristique ;

Vu la demande de classement de M. Moerii NARDI du 12 mars 2024 et le récépissé de dossier complet n° 583-A/PR/SDT du 21 mars 2024 ;

Vu le rapport de visite n° 1160 PR/SDT du 20 juin 2024,

Arrête :

Article 1er. — L'établissement Fare Oviri Lodge sis PK 35 est, coté mer, Opoa, Raiatea, est classé en :

- catégorie : pension de famille ;
- classement : fare d'hôtes, 3 ;
- capacité réceptive : 7 unités, 16 personnes.

Art. 2. — Le classement est prononcé pour une durée de cinq (5) ans à compter du présent arrêté.

Art. 3. — L'établissement est inscrit au répertoire officiel des établissements d'hébergement touristiques classés tenu par le service du tourisme pendant la période de validité de son classement.

Art. 4. — Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 2 juillet 2024.

Moetai BROTHERSON

**Arrêté n° 1058 PR du 2 juillet 2024 portant abrogation de l'arrêté n° 1550 PR du 18 décembre 2018 portant autorisation de détention d'une dotation composée de médicaments, matériels, produits ou objets mentionnés à l'article 1er-4 de la délibération n° 88-153 AT du 20 octobre 1988 modifiée relative à certaines dispositions concernant l'exercice de la pharmacie, au profit de la société à responsabilité limitée Fenua Medex**

NOR : DPS24502916AP-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 823 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre de la santé, en charge de la prévention et de la protection sociale généralisée ;

Vu la délibération n° 88-153 AT du 20 octobre 1988 modifiée relative à certaines dispositions concernant l'exercice de la pharmacie ;

Vu l'arrêté n° 1775 PR du 28 décembre 2023 portant autorisation de détention d'une dotation composée de médicaments, matériels, produits ou objets mentionnés à l'article 1-4 de la délibération n° 88-153 AT du 20 octobre 1988 modifiée relative à certaines dispositions concernant l'exercice de la pharmacie, à la société à responsabilité limitée Dokever, sur le site de Tetiaroa ;

Considérant le courrier du 29 mars 2023 de la société anonyme Tahiti Beachcomber informant de la cessation de l'activité de médicalisation du site de Tetiaroa par la société à responsabilité limitée Fenua Medex, à compter du 31 mars 2023 ;

Considérant le courrier n° 1826 MSP/ARASS du 12 décembre 2023 à la société à responsabilité limitée Fenua Medex concernant sa cessation d'activité de médicalisation du site de Tetiaroa, resté sans réponse,

**Arrête :**

Article 1er. — L'arrêté 1550 PR du 18 décembre 2018 portant autorisation de détention d'une dotation composée de médicaments, matériels, produits ou objets mentionnés à l'article 1er-4 de la délibération n° 88-153 AT du 20 octobre 1988 modifiée relative à certaines dispositions concernant l'exercice de la pharmacie, au profit de la société à responsabilité limitée Fenua Medex est abrogé.

Art. 2. — Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 2 juillet 2024.

Moetai BROTHERTON

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de la santé, en charge de la prévention et de la protection sociale généralisée,*

Cédric MERCADAL

**Arrêté n° 1059 PR du 2 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une aide au développement en faveur de Mme Mireille Heimano GRUGEARD pour la création d'une activité directement liée à la pension de famille dénommée Villa Enata***NOR : SDT24505208AP-1*

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2011-20 du 1er août 2011 modifiée instaurant un dispositif d'aide au développement en faveur des pensions de famille ;

Vu la loi du pays n° 2018-10 du 29 mars 2018 modifiée portant réglementation en matière d'hébergement de tourisme en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2024 ;

Vu l'arrêté n° 572 CM du 6 avril 2018 modifié relatif à la déclaration d'activité en matière d'hébergement touristique ;

Vu l'arrêté n° 2467 CM du 29 novembre 2018 portant application de la loi du pays n° 2011-20 du 1er août 2011 modifiée instaurant un dispositif d'aide au développement en faveur des pensions de famille ;

Vu l'arrêté n° 684 MTT du 17 janvier 2020 portant classement par tiare de l'établissement Villa Enata ;

Vu la demande d'aide au développement de Mme Mireille Heimano GRUGEARD en date du 25 avril 2024 ;

Vu le récépissé de dossier complet de demande d'aide n° 985 PR/SDT du 22 mai 2024,

**Arrête :**

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une aide financière de 3 704 500 F CFP (trois-millions-sept-cent-quatre-mille-cinq-cent francs CFP) en faveur de Mme Mireille Heimano GRUGEARD pour la réalisation d'un programme de développement consistant en la création d'une activité directement liée à la pension de famille dénommée Villa Enata, sis à Hiva Oa, dont le coût total de l'opération éligible est estimé à 6 174 166 F CFP HT (six-millions-cent-soixante-quatorze-mille-cent-soixante-six francs CFP hors taxes).

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française en section investissement au programme 90402, AP 66.2024, AE 125.2024, article 204, centre de travail 735 service du tourisme, exercice 2024.

Art. 3. — Le montant total de l'aide financière sera versé sur le compte de Mme Mireille Heimano GRUGEARD, dans les livres de la Banque SOCREDO.

Art. 4. — Le versement de l'aide au développement sera effectué selon les modalités suivantes :

- une avance de 50 % du montant de l'aide, soit 1 852 250 F CFP (un-million-huit-cent-cinquante-deux-mille-deux-cent-cinquante francs CFP) dès réception par le service du tourisme des justificatifs de commencement du programme de développement ;
- le versement du solde s'effectuera sur présentation des factures acquittées attestant la réalisation de la totalité du programme de développement et de la conformité de ses caractéristiques avec celles visées par le présent arrêté.

Art. 5. — Dans le cas où le montant de l'investissement réalisé en fin d'opération est inférieur au montant éligible ayant servi pour le calcul de l'aide, la liquidation de la seconde tranche s'effectue sur la base d'une aide recalculée à partir du montant réel de l'investissement éligible.

Art. 6. — À compter de la date de commencement d'exécution du programme de développement, le bénéficiaire de l'aide au développement est tenu de réaliser ce programme dans un délai maximal de deux ans.

Art. 7. — Si à l'expiration d'un délai d'un an à compter de la notification de la décision attributive, le programme ou la tranche de programme au titre duquel la subvention a été accordée n'a reçu aucun commencement d'exécution, l'autorité qui a attribué la subvention constate la caducité de sa décision.

Art. 8. — Un ordre de recette sera établi pour le remboursement de tout ou partie de l'aide dans les cas suivants :

- en cas de non-respect de l'une des obligations faites au bénéficiaire de l'aide, et notamment du non-respect des délais impartis pour justifier de l'emploi de l'aide versée ;
- dans le cas où l'aide a reçu une destination n'entrant pas dans le cadre du programme mentionné à l'article 1er ;
- s'il est constaté que l'aide a été obtenue à la suite de fausses déclarations ;
- en cas de non-respect de l'obligation de maintenir l'exploitation de la pension de famille pendant une durée de cinq années.

Art. 9. — Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 2 juillet 2024.

Moetai BROTHERSON

**Arrêté n° 1068 PR du 4 juillet 2024 relatif à la composition de la commission de boxe de Polynésie française**

NOR : SJS24507045AP-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 824 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions de la ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat ;

Vu la délibération n° 99-176 APF du 14 octobre 1999 modifiée relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives en Polynésie française et notamment son article 9-1 ;

Vu l'arrêté n° 99 CM du 21 janvier 2000 modifié relatif à l'agrément des fédérations sportives ;

Vu l'arrêté n° 491 CM du 31 mars 2000 modifié fixant les conditions d'attribution et de retrait de la délégation aux fédérations sportives en Polynésie française ;

Vu l'arrêté CM du 3 juillet 2024 portant création de la commission de boxe de Polynésie française,

**Arrête :**

Article 1er. — La commission de boxe de Polynésie française est composée de six (6) personnalités qualifiées suivantes :

- Mme Nahema TEMARII, ministre en charge des sports ;
- M. Louis PROVOST, président du Comité olympique de Polynésie française ;
- M. Tauhiti NENA, président de la fédération Polynesian Boxing Association Tahiti ;
- M. Ismaël TAHIATA, président de la fédération de Boxe de Polynésie française ;
- M. Michel SOMMERS, président de la fédération Tahitienne de Natation ;
- M. Christophe COMBETTE, chef de la mission d'appui technique jeunesse et sports.

Art. 2. — La qualité de membre de la commission se perd par la démission, la perte de la qualité au titre de laquelle le membre a été nommé ou la révocation décidée par arrêté du Président de la Polynésie française.

La perte de la qualité au titre de laquelle un membre de cette commission a été nommé entraîne sa démission de plein droit.

Dans ce cas, il est procédé au remplacement du membre concerné.

Art. 3. — Le présent arrêté sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 4 juillet 2024.

Moetai BROTHERSON

**Arrêté n° 1069 PR du 4 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une aide au développement en faveur de Mme Hinanui MILLAUD épouse DEHORS pour la création d'une pension de famille dénommée Vaiuteute Lodge***NOR : SDT24504629AP-1*

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2011-20 du 1er août 2011 modifiée instaurant un dispositif d'aide au développement en faveur des pensions de famille ;

Vu la loi du pays n° 2018-10 du 29 mars 2018 modifiée portant réglementation en matière d'hébergement de tourisme en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2023-66APF du 14 décembre 2023 relative au budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2024 ;

Vu l'arrêté n° 572 CM du 6 avril 2018 modifié relatif à la déclaration d'activité en matière d'hébergement touristique ;

Vu l'arrêté n° 2467 CM du 29 novembre 2018 portant application de la loi du pays n° 2011-20 du 1er août 2011 modifiée instaurant un dispositif d'aide au développement en faveur des pensions de famille ;

Vu le récépissé de dossier complet de demande de classement n° 836 PR/SDT du 24 mars 2023 ;

Vu la demande d'aide au développement formulée le 1er février 2024 par Mme Hinanui MILLAUD épouse DEHORS ;

Vu le récépissé de dossier complet de demande d'aide n° 887 PR/SDT du 7 mai 2024,

**Arrête :**

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une aide financière de 10 000 000 F CFP (dix-millions de francs CFP) en faveur de Mme Hinanui MILLAUD épouse DEHORS pour la réalisation d'un programme de développement consistant en la création d'un établissement d'hébergement de tourisme dénommé Vaiuteute Lodge, sis à Raiatea, dont le coût total de l'opération éligible est estimé à 23 036 028 F CFP HT (vingt-trois-millions-trente-six-mille-vingt-huit francs CFP hors taxe).

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de Polynésie française en section investissement au programme 904.02, AP 66.2024, AE 125.2024, article 204, centre de travail 735 - service du tourisme, exercice 2024. Le versement du montant de l'aide sera effectué sur le compte de Mme Hinanui MILLAUD épouse DEHORS, dans les livres de la Banque de Polynésie.

Art. 3. — Le versement de l'aide au développement sera effectué selon les modalités suivantes :

- une avance de 50 % du montant de l'aide, soit 5 000 000 F CFP (cinq-millions de francs CFP) dès réception par le service du tourisme des justificatifs de commencement du programme de développement ;
- le versement du solde s'effectuera sur présentation des factures acquittées attestant la réalisation de la totalité du programme de développement et de la conformité de ses caractéristiques avec celles visées par le présent arrêté.

Art. 4. — Dans le cas où le montant de l'investissement réalisé en fin d'opération est inférieur au montant éligible ayant servi pour le calcul de l'aide, la liquidation de la seconde tranche s'effectue sur la base d'une aide recalculée à partir du montant réel de l'investissement éligible.

Art. 5. — À compter de la date de commencement d'exécution du programme de développement, le bénéficiaire de l'aide au développement est tenu de réaliser ce programme dans un délai maximal de deux ans.

Art. 6. — Si à l'expiration d'un délai d'un an à compter de la notification de la décision attributive, le programme ou la tranche de programme au titre duquel la subvention a été accordée n'a reçu aucun commencement d'exécution, l'autorité qui a attribué la subvention constate la caducité de sa décision.

Art. 7. — Un ordre de recette sera établi pour le remboursement de tout ou partie de l'aide dans les cas suivants :

- en cas de non-respect de l'une des obligations faites au bénéficiaire de l'aide, et notamment du non-respect des délais impartis pour justifier de l'emploi de l'aide versée ;
- dans le cas où l'aide a reçu une destination n'entrant pas dans le cadre du programme mentionné à l'article 1er ;
- s'il est constaté que l'aide a été obtenue à la suite de fausses déclarations ;



- en cas de non-respect de l'obligation de maintenir l'exploitation de la pension de famille pendant une durée de cinq années.

Art. 8. — Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 4 juillet 2024.

Moetai BROTHERSON

**Arrêté n° 1070 PR du 4 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de l'entreprise individuelle de Mme Caroline MEYER épouse BOUZERDA dans le cadre du dispositif d'Aide à la création numérique - ACN**

NOR : ADN24505951AP-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2022-32 du 23 août 2022 portant création d'un dispositif d'Aide à la création numérique - ACN ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu l'arrêté n° 1886 CM du 9 septembre 2022 portant application de la loi du pays n° 2022-32 du 23 août 2022 portant création d'un dispositif d'Aide à la création numérique - ACN, en Polynésie française ;

Vu la demande d'aide de l'entreprise individuelle de Mme Caroline MEYER épouse BOUZERDA, réceptionnée le 10 juin 2024,

**Arrête :**

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une aide financière de 104 500 F CFP (cent-quatre-mille-cinq-cents francs CFP) en faveur de l'entreprise individuelle de Mme Caroline MEYER épouse BOUZERDA, pour concevoir son site internet et/ou son application mobile.

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : mission 974, programme 97405, article 6525, centre de travail 8410-F.

Art. 3. — L'aide financière sera versée sur le compte de l'entreprise individuelle de Mme Caroline MEYER épouse BOUZERDA selon les modalités suivantes :

- un premier versement de 52 250 F CFP (cinquante-deux-mille-deux-cent-cinquante francs CFP), soit cinquante pour cent du montant global de l'aide, à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française du présent arrêté ;
- le solde de 52 250 F CFP (cinquante-deux-mille-deux-cent-cinquante francs CFP), soit cinquante pour cent du montant global de l'aide, à compter de la remise des documents justifiant de la dépense.

Art. 4. — L'entreprise individuelle ou personne physique, doit, dans les douze (12) mois qui suivent la date de parution de l'arrêté d'octroi, au *Journal officiel* de la Polynésie française, produire un état récapitulatif des dépenses effectuées, les justificatifs comptables couvrant l'intégralité des dépenses locales telles que présentées dans le cadre du projet et les justificatifs techniques de l'existence du site internet et/ou de l'application, auprès du service instructeur, dans le cadre du projet présenté.

Art. 5. — À défaut de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre du projet présenté, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de toute ou partie de cette aide.

Art. 6. — Le présent arrêté sera notifié à l'entreprise individuelle de Mme Caroline MEYER épouse BOUZERDA et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 4 juillet 2024.

Moetai BROTHERTON

**Arrêté n° 1095 PR du 5 juillet 2024 portant commissionnement de Mmes Charlotte TERAIRARUE, Timeri LIGTHART, Christelle TEAI et M. Frédéric JISSANG, agents de la direction des impôts et des contributions publiques pour rechercher et constater les infractions au code des impôts de la Polynésie française**

NOR : DIP24505209AP-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 820 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies ;

Vu l'arrêté n° 1498 CM du 27 août 2010 relatif au service dénommé « direction des impôts et des contributions publiques » ;

Vu l'article 411-1 du code des impôts de la Polynésie française ;

Sur proposition du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Arrête :

Article 1er. — Mmes Charlotte TERAIRARUE, Timeri LIGTHART, Christelle TEAI et M. Frédéric JISSANG, agents affectés à la direction des impôts et des contributions publiques sont commissionnés aux fins de rechercher et constater les infractions au code des impôts de la Polynésie française.

Art. 2. — À cet effet, les intéressés prêteront le serment prescrit par la loi devant le tribunal de première instance de Papeete.

Art. 3. — Le ministère de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 5 juillet 2024.

Moetai BROTHERRSON

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,*

Tevaiti-Ariipaea POMARE

**Arrêté n° 1097 PR du 5 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une aide au développement en faveur de M. Revatua BERNADINO pour création d'une pension de famille dénommée Revatua Lodge***NOR : SDT24505026AP-1*

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2011-20 du 1<sup>er</sup> août 2011 modifiée instaurant un dispositif d'aide au développement en faveur des pensions de famille ;

Vu la loi du pays n° 2018-10 du 29 mars 2018 modifiée portant réglementation en matière d'hébergement de tourisme en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2024 ;

Vu l'arrêté n° 572 CM du 6 avril 2018 modifié relatif à la déclaration d'activité en matière d'hébergement touristique ;

Vu l'arrêté n° 2467 CM du 29 novembre 2018 portant application de la loi du pays n° 2011-20 du 1<sup>er</sup> août 2011 modifiée instaurant un dispositif d'aide au développement en faveur des pensions de famille ;

Vu le récépissé de dossier complet de demande de classement n° 388-A/PR/SDT du 20 février 2024 ;

Vu la demande d'aide au développement de M. Revatua BERNADINO en date du 1<sup>er</sup> février 2024 ;

Vu le récépissé de dossier complet de demande d'aide n° 894 PR/SDT du 10 mai 2024,

**Arrête :**

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une aide financière de 10 000 000 F CFP (dix-millions de francs CFP) en faveur de M. Revatua BERNADINO pour la réalisation d'un programme de développement consistant en la création d'un établissement d'hébergement de tourisme dénommé Revatua Lodge sis à Tahiti, dont le coût total de l'opération éligible est estimé à 23 253 071 F CFP HT (vingt-trois-millions-deux-cent-cinquante-trois-mille-soixante-et-onze francs CFP hors taxes).

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française en section investissement au programme 90402, AP66.2024, AE 125.2024, article 204, centre de travail 735 service du tourisme, exercice 2024.

Art. 3. — Le montant total de l'aide financière sera versé sur le compte de M. Revatua BERNADINO, dans les livres de la Banque de Tahiti.

Art. 4. — Le versement de l'aide au développement sera effectué selon les modalités suivantes :

- une avance de 50 % du montant de l'aide, soit 5 000 000 F CFP (cinq-millions de francs CFP) dès réception par le service du tourisme des justificatifs de commencement du programme de développement ;

- le versement du solde s'effectuera sur présentation des factures acquittées attestant la réalisation de la totalité du programme de développement et de la conformité de ses caractéristiques avec celles visées par le présent arrêté.

Art. 5. — Dans le cas où le montant de l'investissement réalisé en fin d'opération est inférieur au montant éligible ayant servi pour le calcul de l'aide, la liquidation de la seconde tranche s'effectue sur la base d'une aide recalculée à partir du montant réel de l'investissement éligible.

Art. 6. — À compter de la date de commencement d'exécution du programme de développement, le bénéficiaire de l'aide au développement est tenu de réaliser ce programme dans un délai maximal de deux ans.

Art. 7. — Si à l'expiration d'un délai d'un an à compter de la notification de la décision attributive, le programme ou la tranche de programme au titre duquel la subvention a été accordée n'a reçu aucun commencement d'exécution, l'autorité qui a attribué la subvention constate la caducité de sa décision.

Art. 8. — Un ordre de recette sera établi pour le remboursement de tout ou partie de l'aide dans les cas suivants :

- en cas de non-respect de l'une des obligations faites au bénéficiaire de l'aide, et notamment du non-respect des délais impartis pour justifier de l'emploi de l'aide versée ;
- dans le cas où l'aide a reçu une destination n'entrant pas dans le cadre du programme mentionné à l'article 1er ;
- s'il est constaté que l'aide a été obtenue à la suite de fausses déclarations ;
- en cas de non-respect de l'obligation de maintenir l'exploitation de la pension de famille pendant une durée de cinq années.

Art. 9. — Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 5 juillet 2024.

Moetai BROTHERRSON

**Arrêté n° 1134 PR du 8 juillet 2024 portant autorisation d'exercer l'activité de généalogiste au profit de M. Wilson Teva HUNTER**

NOR : DAF24506705AP-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2016-12 du 12 avril 2016 modifiée portant réglementation de l'activité de généalogie en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 38 CM du 5 janvier 2018 portant mesure d'application de la loi du pays n° 2016-12 du 12 avril 2016 modifiée ;

Vu la demande de M. Wilson HUNTER reçue à la direction des affaires foncières le 7 mai 2024 ;

Vu le récépissé de dépôt au registre du commerce et des sociétés en date du 25 avril 2024 pour l'exercice de la profession de généalogiste,

**Arrête :**

Article 1er. — M. Wilson Teva HUNTER, est autorisé à exercer l'activité de généalogiste en Polynésie française.

Art. 2. — Une carte professionnelle de généalogiste sera délivrée à M. Wilson Teva HUNTER sous réserve de la remise à la direction des affaires foncières, de l'attestation couvrant les risques de la responsabilité civile professionnelle et l'attestation d'inscription au registre du commerce et des sociétés pour l'exercice de cette profession.

Art. 3. — La durée de validité de la carte professionnelle définie à l'article 2 du présent arrêté est fixée à dix ans à compter de sa délivrance.

Art. 4. — Le présent arrêté sera notifié à M. Wilson Teva HUNTER et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 juillet 2024.

Moetai BROTHERRSON

**Arrêté n° 1135 PR du 8 juillet 2024 portant autorisation d'exercer l'activité de généalogiste au profit de Mme Evelyne Hélène MURAT gérante de la Société VOLY**

NOR : DAF24506577AP-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2016-12 du 12 avril 2016 modifiée portant réglementation de l'activité de généalogie en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 38 CM du 5 janvier 2018 portant mesure d'application de la loi du pays n° 2016-12 du 12 avril 2016 modifiée ;

Vu la demande de Mme Evelyne Hélène MURAT reçue à la direction des affaires foncières le 8 mars 2021 ;

Vu l'attestation délivrée par Me LAMOURETTE en date du 22 avril 2024,

Arrête :

Article 1er. — Mme Evelyne Hélène MURAT gérante de la société VOLY est autorisée à exercer l'activité de généalogiste en Polynésie française.

Art. 2. — Une carte professionnelle de généalogiste sera délivrée à Mme Evelyne Hélène MURAT sous réserve de la remise à la direction des affaires foncières, de l'attestation d'assurance couvrant les risques de la responsabilité civile professionnelle et l'attestation d'inscription au registre du commerce et des sociétés pour l'exercice de cette profession.

Art. 3. — La durée de validité de la carte professionnelle définie à l'article 2 du présent arrêté est fixée à dix ans à compter de sa délivrance.

Art. 4. — Le présent arrêté sera notifié à Mme Evelyne Hélène MURAT et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 juillet 2024.

Moetai BROTHERSON

**Arrêté n° 1136 PR du 8 juillet 2024 portant attribution d'une licence de navigation charter « grande plaisance » à la société La Datcha Marine X Ltd pour le navire à moteur « La Datcha »**

NOR : SDT24507942AP-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 95-19 AT du 19 janvier 1995 modifiée portant organisation de la navigation charter en Polynésie française ;

Vu le code des douanes ;

Vu l'arrêté n° 401 CM du 27 mars 2013 modifié fixant les modalités du contrôle douanier de la navigation maritime de plaisance et les conditions d'application du régime douanier de l'admission temporaire aux navires de plaisance français ou étrangers immatriculés hors du territoire de la Polynésie française à usage privé et aux navires équipés et armés pour la recherche scientifique français ou étrangers immatriculés hors du territoire de la Polynésie française ;

Vu la demande de licence formulée le 4 juin 2024 par L'EURL Pacific Avenues, enseigne commerciale Tahiti Océan, représentant la société La Datcha Marine X Ltd ;

Vu l'avis favorable du service des affaires maritimes en date du 3 juillet 2024 concernant l'attribution d'une licence de navigation charter « grande plaisance » pour le navire à moteur « La Datcha »,

Arrête :

Article 1er. — Une licence de navigation charter grande plaisance est attribuée pour le navire à moteur « La Datcha » à la société La Datcha Marine X Ltd.

Cette autorisation est valable pour une durée de six (6) mois et pour une durée minimale d'activité de vingt-cinq (25) jours.

En application du dernier alinéa de l'article 5 de la délibération n° 95-19 AT du 19 janvier 1995 modifiée susvisée, la durée minimale d'activité est de douze (12) jours.

La présente autorisation est renouvelable sur demande du bénéficiaire dans les conditions définies à l'article 5.8 de la délibération précitée.

Art. 2. — Préalablement à l'exploitation du navire sous licence charter, le bénéficiaire doit placer le navire sous le régime douanier de l'admission temporaire spéciale conformément à l'article 10 de la délibération précitée.

Art. 3. — Par dérogation à l'arrêté n° 401 CM du 27 mars 2013 susvisé, préalablement au premier contrat de navigation charter ou entre deux contrats effectués dans le cadre de sa licence de navigation charter grande plaisance, la société exploitante du navire à moteur « La Datcha » est autorisée à placer ce navire sous le régime douanier de l'admission temporaire normale sous réserve du respect de la réglementation douanière en vigueur. Le bénéficiaire a l'obligation de déclarer ses contrats de navigation charter auprès du service des douanes et de placer le navire sous le régime douanier de l'admission temporaire spéciale avant le jour de commencement de chaque contrat et pendant la durée de celui-ci.

Art. 4. — Le directeur régional des douanes et le chef du service du tourisme sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 juillet 2024.

Moetai BROTHERRSON



**Arrêté n° 1143 PR du 8 juillet 2024 portant transfert de gestion de diverses parcelles domaniales, sises commune de Hiva Oa, commune associée de Atuona, au profit de la direction de l'agriculture**

NOR : DAF24507366AP-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2021-53 du 21 décembre 2021 modifiée relative au domaine privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 modifié relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 317 MPR du 19 février 2024,

Arrête :

Article 1er. — Le transfert de gestion des diverses parcelles sises commune de Hiva Oa, commune associée de Atuona, d'une superficie totale de 1726 ha 33 a 76 ca ci-après listées, est autorisé au profit de la direction de l'agriculture, tel que le tout figure sur les extraits de plans cadastraux détenus par la direction des affaires foncières - section du domaine :

Terres	Cadastre	Superficie (m²)	Observations
Domaine Lherbier	A 1674	8 026 345	Une emprise de 183ha45a30ca est destinée à l'exploitation de l'aérodrome dont la gestion est assurée par la Direction de l'aviation civile (DAC). Ainsi, la surface disponible restante est estimée à 802ha63a45ca.
	A 3089	3 109 889	
	A 3091	5 434 996	
	A 3373	160 347	
VAIEE	A 1656	13 944	
	A1657	5 354	
	A 2971	281 524	
TOHEHAKAUA	A 1658	230 977	
Total		17 263 376	

Art. 2. — Le présent transfert de gestion prend effet à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 3. — Le présent transfert de gestion est destiné à la gestion, l'exploitation et l'entretien des espaces agricoles et forestiers. Cette destination ne peut être modifiée.

La non-réalisation de l'utilisation projetée ou l'absence de prise de possession du bien dont la gestion est transférée, entraîne la caducité du transfert de gestion dans un délai de trois ans courant à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française .

Art. 4. — Tous travaux de construction et d'aménagement sont soumis à l'obtention préalable des autorisations réglementaires nécessaires en la matière. Le gestionnaire devra fournir à la direction des affaires foncières toutes pièces justifiant ces autorisations et notamment le certificat d'achèvement des travaux.

Art. 5. — Conformément aux dispositions de l'article LP. 56 de la loi du pays n° 2021-53 du 21 décembre 2021 susvisée, le gestionnaire gère les immeubles dont la gestion lui a été transférée en bon père de famille et prend, en tant que de besoin, tous les actes nécessaires, à la réalisation de cette obligation.

Art. 6. — Il peut à ce titre passer tout acte de gestion et notamment consentir des locations dans le respect de la destination des biens. Il formalise tous les actes, notamment le bail lorsqu'il autorise une location.

Art. 7. — Le gestionnaire supporte les taxes, les impôts, l'amortissement et toutes les charges afférentes à la conservation, l'entretien et au fonctionnement des biens transférés. Il fera son affaire personnelle de toute contestation qui pourrait survenir d'un tiers et engagera ou défendra tout contentieux utile afin de préserver l'intégrité des biens transférés.

Art. 8. — Lorsqu'un motif d'intérêt général ou la bonne administration des biens transférés justifie de modifier les conditions de transfert de gestion ou d'en prononcer la fin, l'autorité compétente peut y procéder, y compris en l'absence d'accord du gestionnaire.

Art. 9. — Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la direction de l'agriculture et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 juillet 2024.  
Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,*  
Taivini TEAI

**VICE-PRÉSIDENCE, MINISTÈRE DES SOLIDARITÉS****Arrêté n° 5872 VP du 5 juillet 2024 portant agrément de Mme Brigitte GOODING épouse MAIHI en qualité d'accueillant familial**

NOR : DPS24505682AM-1

La vice-présidente, ministre des solidarités, en charge de la famille, de la condition féminine, des personnes non autonomes et des relations avec les institutions,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 817 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions de la vice-présidente, ministre des solidarités, en charge de la famille, de la condition féminine, des personnes non autonomes et des relations avec les institutions ;

Vu la loi du pays n° 2009-16 du 6 octobre 2009 modifiée relative aux accueillants familiaux ;

Vu l'arrêté n° 2097 CM du 21 décembre 2011 modifié relatif à la demande d'agrément et au fonctionnement de la commission d'agrément des accueillants familiaux ;

Vu l'arrêté n° 2098 CM du 21 décembre 2011 relatif au régime indemnitaire des accueillants familiaux ;

Vu l'arrêté n° 687 CM du 26 mai 2017 modifié portant application de la loi du pays n° 2009-16 du 6 octobre 2009 relatif aux accueillants familiaux ;

Vu l'arrêté n° 1822 CM du 12 octobre 2017 modifié portant création d'un service dénommé Agence de régulation de l'action sanitaire et sociale (ARASS) ;

Vu l'arrêté n° 419 CM du 15 mars 2018 portant création et organisation de la Direction des solidarités, de la famille et de l'égalité (DSFE) ;

Vu l'arrêté n° 894 PR du 7 octobre 2022 modifié portant désignation des membres des deux commissions d'agrément des accueillants familiaux ;

Vu le dossier de demande de renouvellement de l'agrément de Mme Brigitte GOODING épouse MAIHI déposé et enregistré à l'agence de régulation de l'action sanitaire et sociale le 5 décembre 2023 ;

Vu les conclusions de l'enquête sociale et de l'enquête psychologique ;

Vu l'avis de la commission d'agrément des accueillants familiaux du 23 mai 2024,

**Arrête :**

Article 1er. — Mme Brigitte GOODING épouse MAIHI est agréée en qualité d'accueillant familial pour l'accueil à temps complet, de deux personnes adultes et/ou personnes adultes porteuses de handicap, de sexe féminin, autonomes à son domicile sis à Moorea, pour une durée de trois années.

Art. 2. — L'agrément ne demeure valable qu'autant que subsistent les conditions ayant présidé à sa délivrance conformément à la loi du pays n° 2009-16 du 6 octobre 2009 modifiée susvisée.

S'il est régulièrement constaté que ces conditions ne sont plus respectées, l'agrément pourra être retiré.

Art. 3. — Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 5 juillet 2024.

*La vice-présidente, ministre des solidarités, en charge de la famille, de la condition féminine, des personnes non autonomes et des relations avec les institutions,*

Minarii GALENON-TAUPUA

**Arrêté n° 5873 VP du 5 juillet 2024 portant renouvellement de l'agrément de Mme Heiariki TEVAEARAI en qualité d'accueillant familial***NOR : DPS24505690AM-1*

La vice-présidente, ministre des solidarités, en charge de la famille, de la condition féminine, des personnes non autonomes et des relations avec les institutions,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 817 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions de la vice-présidente, ministre des solidarités, en charge de la famille, de la condition féminine, des personnes non autonomes et des relations avec les institutions ;

Vu la loi du pays n° 2009-16 du 6 octobre 2009 modifiée relative aux accueillants familiaux ;

Vu l'arrêté n° 2097 CM du 21 décembre 2011 modifié relatif à la demande d'agrément et au fonctionnement de la commission d'agrément des accueillants familiaux ;

Vu l'arrêté n° 2098 CM du 21 décembre 2011 relatif au régime indemnitaire des accueillants familiaux ;

Vu l'arrêté n° 687 CM du 26 mai 2017 modifié portant application de la loi du pays n° 2009-16 du 6 octobre 2009 relatif aux accueillants familiaux ;

Vu l'arrêté n° 1822 CM du 12 octobre 2017 modifié portant création d'un service dénommé Agence de régulation de l'action sanitaire et sociale (ARASS) ;

Vu l'arrêté n° 419 CM du 15 mars 2018 portant création et organisation de la Direction des solidarités, de la famille et de l'égalité (DSFE) ;

Vu l'arrêté n° 894 PR du 7 octobre 2022 modifié portant désignation des membres des deux commissions d'agrément des accueillants familiaux ;

Vu l'arrêté n° 7001 MFA du 28 juin 2021 portant agrément de Mme Heiariki TEVAEARAI en qualité d'accueillant familial ;

Vu le dossier de demande de renouvellement de l'agrément de Mme Heiariki TEVAEARAI déposé et enregistré à l'agence de régulation de l'action sanitaire et sociale le 18 avril 2023 ;

Vu les conclusions de l'enquête sociale et de l'enquête psychologique ;

Vu l'avis de la commission d'agrément des accueillants familiaux du 23 mai 2024,

**Arrête :**

Article 1er. — Mme Heiariki TEVAEARAI est agréée en qualité d'accueillant familial pour l'accueil à temps complet, de trois personnes adultes, et/ou personnes adultes porteuses de handicap, et/ou personnes âgées, de sexe masculin, autonomes à dépendants au domicile sis à Faa'a, pour une durée de trois années.

Art. 2. — L'agrément ne demeure valable qu'autant que subsistent les conditions ayant présidé à sa délivrance conformément à la loi du pays n° 2009-16 du 6 octobre 2009 modifiée susvisée.

S'il est régulièrement constaté que ces conditions ne sont plus respectées, l'agrément pourra être retiré.

Art. 3. — Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 5 juillet 2024.

*La vice-présidente, ministre des solidarités, en charge de la famille, de la condition féminine, des personnes non autonomes et des relations avec les institutions,*

Minarii GALENON-TAUPUA

**MINISTÈRE DES GRANDS TRAVAUX, DE L'ÉQUIPEMENT****Arrêté n° 5864 MGT/DTT du 5 juillet 2024 portant remise en exploitation de la licence touristique n° 03B 08M délivrée à l'EURL Safari Mario Moorea***NOR : DTT24507921AM*

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 819 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes ;

Vu l'arrêté n° 233 CM du 13 février 2008 modifié relatif à la direction des transports terrestres ;

Vu l'arrêté n° 755 CM du 24 mai 2019 portant nomination de M. Lucien POMMIEZ en qualité de directeur des transports terrestres ;

Vu l'arrêté n° 5290 MGT du 14 juin 2024 portant délégation de signature à M. Lucien POMMIEZ, directeur des transports terrestres ;

Vu la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée relative à la modernisation et au développement des transports routiers en Polynésie française et son arrêté d'application n° 87 CM du 22 janvier 2015 modifié ;

Vu l'arrêté n° 9757 MGT du 10 octobre 2023 modifié portant transfert de l'inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Moorea et des licences de transport touristique qui y sont rattachées, délivrées initialement à M. Mario ORTO au nom de sa société, l'EURL Safari Mario Moorea ;

Vu la demande de l'intéressé(e) reçue par courriel à la direction des transports terrestres le 30 juin 2024,

**Arrête :**

Article 1er. — En application de l'article 18 de la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée susvisée, et conformément à sa demande, l'EURL Safari Mario Moorea est autorisée à remettre en exploitation sa licence de transport touristique n° 03B 08M, à compter de la notification du présent arrêté.

Art. 2. — L'arrêté n° 3898 MGT/DTT du 11 avril 2024 portant suspension provisoire de la licence de transport touristique n° 03B 08M délivrée à l'EURL Safari Mario Moorea, est abrogé.

Art. 3. — Le directeur des transports terrestres est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé(e) et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 5 juillet 2024.

*Pour le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes, et par délégation, le directeur des transports terrestres,*  
Lucien POMMIEZ

**Arrêté n° 5888 MGT du 8 juillet 2024 portant autorisation d'exercer la profession d'exploitant de véhicule multi-transports sur l'île de Rangiroa n° 052 VMT-RGI 02 et portant attribution de deux licences de véhicule multi-transports à la SARL Top Dive**

NOR : DTT24507902AM-1

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 819 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes ;

Vu l'arrêté n° 233 CM du 13 février 2008 modifié relatif à la direction des transports terrestres ;

Vu la loi du pays n° 2018-11 du 29 mars 2018 portant réglementation de l'activité de transport routier avec chauffeur, au moyen de véhicule de moins de dix places assises et son arrêté d'application n° 843 CM du 30 avril 2018 modifié ;

Vu les attestations de qualification professionnelle mention « véhicule multi-transports » n° 3757 MET du 20 septembre 2020, n° 370 et n° 380 MGT/DTT du 25 janvier 2023 de MM. Hitirere MANAFENUAROA, Stéphane GALY et Manuarii MAO, futurs chauffeurs salariés de la SARL Top Dive ;

Vu l'avis favorable du maire de l'île de Rangiroa en date du 26 juin 2024 ;

Vu la demande de l'intéressé(e) reçue à la direction des transports terrestres le 28 juin 2024 ;

Vu l'avis conforme n° 5305 MGT/DTT du 2 juillet 2024 de la direction des transports terrestres,

Arrête :

Article 1er. — Une autorisation d'exercer la profession d'exploitant de véhicule multi-transports est délivrée à la SARL Top Dive.

Cette autorisation porte le n° 052 VMT-RGI 02 et est valable uniquement pour l'île de Rangiroa.

Art. 2. — Deux licences de véhicule multi-transports sont accordées à la SARL Top Dive portant les n° 1-052 et n° 2-052.

Art. 3. — L'exploitant(e) dispose d'un délai maximal de huit mois pour mettre en service les licences qui lui sont accordées.

Le défaut d'exploitation des licences accordées dans le délai prévu à l'alinéa précédent rend caduque de plein droit ces licences.

Art. 4. — Le directeur des transports terrestres et le tāvana hau de la circonscription des îles Tuamotu et Gambier sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé(e) et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 juillet 2024.

*Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,*  
Jordy CHAN

**Arrêté n° 5889 MGT du 8 juillet 2024 autorisant, à titre exceptionnel, le navire Saint-Xavier Maris Stella IV à desservir les îles de Katiu, Taenga, Raroia, Takume, Tepoto Nord, Napuka lors de son voyage n° 3 du 6 juillet 2024**

NOR : DAM24507738AM-1

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 819 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes ;

Vu la loi du pays n° 2016-3 du 25 février 2016 modifiée relative à l'organisation du transport intérieur maritime et aérien ;

Vu la délibération n° 2017-124 APF du 14 décembre 2017 modifiée relative à la licence d'exploitation et aux obligations de service public dans le transport maritime intérieur ;

Vu l'arrêté n° 210 CM du 15 février 2018 modifié relatif aux autorisations dans le cadre du transport maritime intérieur ;

Vu l'arrêté n° 13621 MLA du 18 décembre 2018 portant octroi d'une licence d'exploitation à la SA Société de navigation des Tuamotu (SNT) pour l'exploitation du navire Saint-Xavier Maris Stella IV ;

Vu la demande de la SA Société de navigation des Tuamotu (SNT) en date du 27 juin 2024,

**Arrête :**

Article 1er. — A titre exceptionnel, le navire Saint-Xavier Maris Stella IV, exploité par la SA Société de navigation des Tuamotu (SNT), est autorisé à desservir les îles de Katiu, Taenga, Raroia, Takume, Tepoto Nord, Napuka lors de son voyage n° 3 du 6 juillet 2024.

Art. 2. — Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 juillet 2024.

*Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,*  
Jordy CHAN

**Arrêté n° 5891 MGT du 8 juillet 2024 portant autorisation d'exercer la profession d'exploitant de véhicule multi-transports sur l'île de Fakarava n° 051 VMT-FAV 01 et portant attribution d'une licence de véhicule multi-transports à la SARL Top Dive**

NOR : DTT24507899AM-1

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 819 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes ;

Vu l'arrêté n° 233 CM du 13 février 2008 modifié relatif à la direction des transports terrestres ;

Vu la loi du pays n° 2018-11 du 29 mars 2018 portant réglementation de l'activité de transport routier avec chauffeur, au moyen de véhicule de moins de dix places assises et son arrêté d'application n° 843 CM du 30 avril 2018 modifié ;

Vu l'attestation de qualification professionnelle mention « Véhicule multi-transports » n° 3493 MGT/DTT du 4 août 2021, de M. Tane TOAE, futur chauffeur salarié de la SARL Top Dive ;

Vu l'avis favorable du maire de l'île Fakarava en date du 8 mars 2024 ;

Vu la demande de l'intéressé(e) reçue à la direction des transports terrestres le 28 juin 2024 ;

Vu l'avis conforme de la direction des transports terrestres par lettre n° 5312 MGT/DTT du 2 juillet 2024,

**Arrête :**

Article 1er. — Une autorisation d'exercer la profession d'exploitant de véhicule multi-transports est délivrée à la SARL Top Dive.

Cette autorisation porte le n° 051 VMT-FAV 01 et est valable uniquement pour l'île de Fakarava

Art. 2. — Une licence de véhicule multi-transports est accordée à la SARL Top Dive portant le n° 1-051.

Art. 3. — L'exploitant(e) dispose d'un délai maximal de huit mois pour mettre en service la licence qui lui est accordée.

Le défaut d'exploitation de la licence accordée dans le délai prévu à l'alinéa précédent rend caduque de plein droit cette licence.

Art. 4. — Le directeur des transports terrestres et le tāvana hau de la circonscription des îles Tuamotu et Gambier sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé(e) et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 juillet 2024.

*Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,*  
Jordy CHAN



**Arrêté n° 5892 MGT du 8 juillet 2024 autorisant, à titre exceptionnel, le navire Apetahi Express à desservir l'île de Maupiti lors de son voyage du 10 juillet 2024***NOR : DAM24507999AM-1*

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 819 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes ;

Vu la loi du pays n° 2016-3 du 25 février 2016 modifiée relative à l'organisation du transport intérieur maritime et aérien ;

Vu la délibération n° 2017-124 APF du 14 décembre 2017 modifiée relative à la licence d'exploitation et aux obligations de service public dans le transport maritime intérieur ;

Vu l'arrêté n° 210 CM du 15 février 2018 modifié relatif aux autorisations dans le cadre du transport maritime intérieur ;

Vu l'arrêté n° 6453 MLA du 17 juillet 2020 modifié portant octroi d'une licence d'exploitation à l'EURL Apetahi Express pour l'exploitation du navire Apetahi Express ;

Vu la demande de l'EURL Apetahi Express ,

**Arrête :**

Article 1er. — A titre exceptionnel, le navire Apetahi Express, exploité par l'EURL Apetahi Express, est autorisé à desservir l'île de Maupiti lors de son voyage du 10 juillet 2024.

Art. 2. — Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 juillet 2024.

*Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,*  
Jordy CHAN

**MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DU BUDGET ET DES FINANCES****Arrêté n° 5772 MEF/DGAE du 2 juillet 2024 portant autorisation dérogatoire de l'association Aroa no Tiama'o pour l'ouverture d'un débit de boissons dans une enceinte sportive en application de l'article LP. 250-2-II**

NOR : DAE24505965AM-1

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 820 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies ;

Vu l'arrêté n° 2207 CM du 1er octobre 2019 portant nomination de Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 5122 MEF du 5 juin 2024 portant délégation de signature à Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu le code de débits de boissons ;

Vu la demande présentée par l'association Aroa no Tiama'o en date du 6 juin 2024 ;

Vu l'avis de la mairie de la commune de Papara en date du 4 juin 2024,

**Arrête :**

Article 1er. — L'association Aroa no Tiama'o, représentée par son président M. Michel HAUPUNI, dont le siège social est situé à Papara, PK 30,500 côté montagne, quartier Tiama'o, est autorisée à ouvrir un débit de boissons temporaire le dimanche 7 juillet 2024 à l'occasion d'une manifestation intitulée « Tournoi de pétanque » au boulodrome de Papara, PK 35,500 côté montagne, route de la mairie - site Hotu Maru.

Art. 2. — Les horaires d'ouverture de ce débit de boissons sont fixés ainsi :

Pour la vente à consommer sur place : de 8 heures à 20 heures.

Art. 3. — À l'occasion de la manifestation mentionnée à l'article 1er du présent arrêté, le débit de boissons temporaire ne pourra vendre ou offrir, sous quelque forme que ce soit, que des boissons alcooliques du 2e groupe défini à l'article LP. 110-1 du code des débits de boissons.

Art. 4. — La directrice est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 2 juillet 2024.

*Pour le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et par délégation, la directrice des affaires économiques*

Sabine BAZILE

**Arrêté n° 5773 MEF/DGAE du 2 juillet 2024 portant agrément de l'association Hei Marama pour l'organisation de loteries dénommées « Bingo »**

NOR : DAE24507702AM

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 717 PR du 17 septembre 2020 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 2207 CM du 1er octobre 2019 portant nomination de Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 9019 MEF du 21 septembre 2020 modifié portant délégation de signature de Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu la loi du pays n° 2019-33 du 5 décembre 2019, définissant les modalités d'organisation des loteries dénommées « Bingo » et instituant une fiscalité sur ces loteries ;

Vu l'arrêté n° 73 CM du 16 janvier 2020 fixant les modalités d'application de la loi du pays n° 2019-33 du 5 décembre 2019, définissant les modalités d'organisation des loteries dénommées « Bingo » et instituant une fiscalité sur ces loteries ;

Vu la demande de M. Joël AUMERAN président de l'association Hei Marama en date du 25 avril 2024 ;

Vu l'avis favorable de la mairie de Mahina le 17 avril 2024,

**Arrête :**

Article 1er. — L'association Hei Marama est agréée pour l'organisation de loteries dénommées « Bingo » dans la commune de Mahina, archipel de la Société.

Art. 2. — L'agrément est valable un an à compter de la notification du présent arrêté.

Art. 3. — Seules sont autorisées les loteries dénommées « Bingo » avec :

- une mise unitaire maximum de 1 000 F CFP (mille francs CFP) ;
- des lots d'une valeur inférieure ou égale à 100 000 F CFP (cent-mille francs CFP).

Dans le cas de lots achetés ou offerts, la valeur de référence est la valeur marchande.

Art. 4. — L'association agréée pour la première fois ne peut organiser des loteries dénommées « Bingo » que dans la limite d'un capital d'émission cumulé, c'est-à-dire la valeur cumulée des grilles émises, de 15 000 000 F CFP (quinze-millions de francs CFP) par an.

Art. 5. — L'association Hei Marama doit répartir le produit de la vente de grilles à hauteur de :

- 50 % au moins pour le financement des actions à but social, culturel, scientifique, éducatif ou sportif ;
- 50 % pour les frais d'organisation et les lots gagnants dont 15 % au maximum pour les frais d'organisation.

Aucune prime ne peut être versée aux vendeurs.

Art. 6. — L'association Hei Marama a l'obligation de tenir un registre de tirage comportant les informations suivantes : les lieux, dates et horaires des tirages, le capital d'émission, la valeur unitaire de grilles, la valeur de lots, le produit de la vente des grilles et sa répartition.

Le registre de tirage est tenu sous la responsabilité du représentant légal de l'association. Il est mis à la disposition de toute autorité de contrôle de la régularité de l'organisation des loteries dénommées « Bingo ».

Art. 7. — L'association Hei Marama doit organiser les loteries dénommées « Bingo » dans des locaux adaptés ou rendus adaptés pour l'occasion à la tenue de cette activité.

La participation des mineurs aux loteries dénommées « Bingo » est formellement interdite.

La vente et la consommation d'alcool y sont strictement interdites.

Art. 8. — L'association Hei Marama est tenue de transmettre à la direction générale des affaires économiques un rapport précisant notamment le nombre de tirages, un bilan financier des tirages (capital d'émission cumulé, nombre de lots et leur montant), l'affectation des sommes recueillies ainsi que tout élément justifiant de cette affectation.

Art. 9. — Tout manquement, partiel ou total, aux obligations du présent arrêté peut donner lieu à une suspension ou un retrait du présent agrément conformément à l'article LP. 12 de la loi du pays n° 2019-33 du 5 décembre 2019 susvisée sans préjudice des poursuites pénales éventuelles.

Art. 10. — La directrice est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 2 juillet 2024.

*Pour le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et par délégation, la directrice des affaires économiques,*

Sabine BAZILE

**Arrêté n° 5776 MEF/DGAE du 3 juillet 2024 portant retrait de l'arrêté n° 4952 MEF/DGAE du 29 mai 2024 portant autorisation d'organiser une loterie au profit de l'association Team Tamarî Mataiea**

NOR : DAE24506830AM

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 820 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies ;

Vu l'arrêté n° 2207 CM du 1er octobre 2019 portant nomination de Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 5271 MEF/DGAE du 14 juin 2024 portant modification de l'arrêté n° 5162 MEF/DGAE du 10 juin 2024 portant délégation de signature de Mme Sabine BAZILE, directrice de la direction générale des affaires économiques, au profit d'agents placés sous son autorité ;

Vu la délibération n° 99-164 APF du 30 septembre 1999 modifiée portant réglementation des loteries organisées dans un but social, culturel, scientifique, éducatif ou sportif ;

Vu la demande d'annulation présentée par le président de l'association Team Tamarî Mataiea en date du 11 juin 2024 ;

Vu l'attestation présentée par le président de l'association Team Tamarî Mataiea justifiant de la vente d'aucun billet en date du 13 juin 2024 ;

Vu l'attestation sur l'honneur présentée par le président de l'association Team Tamarî Mataiea confirmant qu'aucune caution n'a été versée à la paierie de la Polynésie française en date du 21 juin 2024,

**Arrête :**

Article 1er. — Suite à la demande d'annulation de la loterie formulée le 11 juin 2024 par l'association Team Tamarî Mataiea, l'arrêté n° 4952 MEF/DGAE du 29 mai 2024, portant autorisation d'organiser une loterie au profit de l'association Team Tamarî Mataiea est retiré.

Art. 2. — Dans un délai de 15 jours calendaires à compter de la date de publication au *Journal officiel* du présent arrêté, l'association Team Tamarî Mataiea diffusera, par un communiqué de presse écrite, l'annulation de sa loterie.

Art. 3. — La directrice est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'association Team Tamarî Mataiea et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 3 juillet 2024.

*Pour le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et par délégation, la directrice des affaires économiques,*

Sabine BAZILE

**Arrêté n° 5777 MEF/DGAE du 3 juillet 2024 portant attribution d'une aide financière en faveur de M. Laurent CARMONA et Mme Titaua BRISON épouse CARMONA pour les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'un logement à usage d'habitation principale, dans le cadre du dispositif d'aide à l'investissement des ménages**

NOR : DAE24505873AM

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 820 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 2207 CM du 1er octobre 2019 portant nomination de Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 5122 MEF du 5 juin 2024 portant délégation de signature à Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de direction générale des affaires économiques ;

Vu la loi du pays n° 2021-11 du 8 février 2021 instituant une aide à l'investissement des ménages pour la construction, l'acquisition ou les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'un logement à usage d'habitation principale ;

Vu l'arrêté n° 213 CM du 25 février 2021 modifié portant application de la loi du pays n° 2021-11 du 8 février 2021 instituant une aide à l'investissement des ménages pour la construction, l'acquisition ou les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'un logement à usage d'habitation principale ;

Vu la demande déposée par la Banque de Polynésie le 4 juin 2024,

**Arrête :**

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une aide financière d'un montant de 1 636 336 F CFP (un-million-six-cent-trente-six-mille-trois-cent-trente-six francs CFP), en faveur de M. Laurent CARMONA et Mme Titaua BRISON épouse CARMONA correspondant à 30 % des dépenses de travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation du logement à usage d'habitation principale déclarées dans la demande d'aide à hauteur de 5 454 452 F CFP (cinq-millions-quatre-cent-cinquante-quatre-mille-quatre-cent-cinquante-deux francs CFP) et ce, dans le cadre du dispositif d'aide à l'investissement des ménages. Le logement aidé se situe dans la commune de Punaauia.

Art. 2. — Le(s) bénéficiaire(s) s'engage(nt) à justifier, auprès de l'autorité compétente, de la réalisation de l'intégralité des travaux mentionnés dans la demande d'aide par la production de factures acquittées dans le délai d'un an à compter de la liquidation de l'aide.

Si l'aide perçue s'avère être supérieure à 30 % des dépenses réellement justifiées, il sera demandé un remboursement partiel de l'aide au prorata des dépenses non justifiées.

Art. 3. — Conformément à l'article 14 de l'arrêté n° 213 CM du 25 février 2021 susvisé, l'aide est versée dans son intégralité aux bénéficiaires.

Art. 4. — La dépense est imputée au budget général de la Polynésie française : mission 916, programme 91604, AP 362.2024, AE 32.2024, article 204, centre de travail 73000.

Art. 5. — Le(s) bénéficiaire(s) s'engage(nt) à affecter de manière exclusive le logement aidé à son(leur) habitation principale pendant un délai de cinq ans à compter de la liquidation de l'aide.

Art. 6. — En cas d'inexécution des obligations prévues à l'article LP. 16-I de la loi du pays n° 2021-11 du 8 février 2021 susvisée, un ordre de reversement sera établi pour le remboursement de tout ou partie de l'aide.

Art. 7. — La directrice générale des affaires économiques est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 3 juillet 2024.

*Pour le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et par délégation, la directrice des affaires économiques*

Sabine BAZILE

**Arrêté n° 5778 MEF du 3 juillet 2024 modifiant l'arrêté n° 5175 MEF du 11 juin 2024 portant délégation de signature à Mme Myrna PETERANO épouse VAIANUI, tāvana hau de la circonscription des îles Marquises***NOR : DAE24506759AM-1*

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 820 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies ;

Vu la délibération n° 2000-132 APF du 9 novembre 2000 fixant les principes de déconcentration de l'administration de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2001-72 APF du 5 juillet 2001 portant création des circonscriptions des îles Tuamotu et Gambier, des îles Sous-le-Vent, des îles Marquises et des îles Australes ;

Vu l'arrêté n° 625 CM du 15 mai 2001 modifié définissant les missions des services de l'administration de la Polynésie française confiées, dans chaque archipel, à la circonscription ou aux subdivisions déconcentrées ;

Vu l'arrêté n° 628 CM du 15 mai 2001 modifié portant approbation des conventions relatives à la représentation des subdivisions déconcentrées et à leur regroupement fonctionnel dans l'archipel des îles Marquises ;

Vu l'arrêté n° 5 CM du 7 janvier 2002 modifié portant organisation de la circonscription des îles Marquises ;

Vu l'arrêté n° 1235 PR du 30 octobre 2018 portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des responsables de service ;

Vu l'arrêté n° 1414 CM du 10 septembre 2020 relatif au régime des délégations de signatures ;

Vu l'arrêté n° 232 CM du 3 mars 2022 portant nomination de Mme Myrna PETERANO épouse VAIANUI en qualité de tāvana hau de la circonscription des îles Marquises ;

Vu l'arrêté n° 994 PR du 14 novembre 2022 portant nomination de Mme Sarah Teata MU épouse TANG en qualité de secrétaire générale de la circonscription des îles Marquises ;

Vu l'arrêté n° 3563 MAE du 18 mars 2020 portant titularisation dans le cadre d'emplois des rédacteurs de Mme Vanina Tepootuheeata TEHAAMOANA, en fonction à la circonscription des îles Marquises ;

Vu l'arrêté n° 11204 MFT du 17 novembre 2023 portant titularisation dans le cadre d'emplois des attachés d'administration de M. Antoine MORAND, en fonction à la circonscription des îles Marquises ;

Vu l'arrêté n° 5175 MEF du 11 juin 2024 portant délégation de signature à Mme Myrna PETERANO épouse VAIANUI, tāvana hau de la circonscription des îles Marquises ;

Vu la convention n° 11343 du 16 mai 2001 relatif à l'exécution des missions des subdivisions déconcentrées de la direction des impôts et des contributions publiques par la circonscription des îles Marquises et son avenant n° 265 VP/DICP du 15 janvier 2019 ;

Vu la convention n° 8169 PR /MEF du 22 novembre 2023 relative à l'exécution des missions de la subdivision déconcentrée de la direction générale des affaires économiques par la circonscription des îles Marquises ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 relative à la signature du courrier ;

Vu la circulaire n° 6125 PR du 15 septembre 2020 relatif au régime des délégations de signature du Président de la Polynésie française, du vice-président et des autres membres du gouvernement,

Arrête :

Article 1er. — L'article 4 de l'arrêté n° 5175 MEF du 11 juin 2024 susvisé est rédigé ainsi qu'il suit :



« Art. 4.— En cas d'absence ou d'empêchement du tāvana hau, de la secrétaire générale et de Mme Vanina TEHAAMOANA, la délégation prévue à l'article 1er est attribuée à M. Antoine MORAND, attaché d'administration à la circonscription des îles Marquises. ».

Art. 2. — Le tāvana hau de la circonscription des îles Marquises est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 3 juillet 2024.

*Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,*  
Tevaiti-Ariipaea POMARE

**Arrêté n° 5779 MEF du 3 juillet 2024 portant délégation de signature à Mme Vaiana Katia NADJARIAN, tāvana hau de la circonscription des îles Sous-le-Vent***NOR : DAE24506747AM-1*

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 820 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies ;

Vu la délibération n° 2000-132 APF du 9 novembre 2000 fixant les principes de déconcentration de l'administration de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2001-72 APF du 5 juillet 2001 portant création des circonscriptions des îles Tuamotu et Gambier, des îles Sous-le-Vent, des îles Marquises et des îles Australes ;

Vu l'arrêté n° 625 CM du 15 mai 2001 modifié définissant les missions des services de l'administration de la Polynésie française confiées, dans chaque archipel, à la circonscription ou aux subdivisions déconcentrées ;

Vu l'arrêté n° 626 CM du 15 mai 2001 modifié portant approbation des conventions relatives à la représentation des subdivisions déconcentrées et à leur regroupement fonctionnel dans l'archipel des îles Sous-le-Vent ;

Vu l'arrêté n° 4 CM du 7 janvier 2002 modifié portant organisation de la circonscription des îles Sous-le-Vent ;

Vu l'arrêté n° 1235 PR du 30 octobre 2018 portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des responsables de service ;

Vu l'arrêté n° 1414 CM du 10 septembre 2020 relatif au régime des délégations de signatures ;

Vu l'arrêté n° 673 CM du 16 mai 2024 portant nomination de Mme Vaiana Katia NADJARIAN en qualité de tāvana hau de la circonscription des îles Sous-le-Vent ;

Vu l'arrêté n° 520 PR du 25 juin 2019 portant nomination de Mme Stéphanie SAUTREAU en qualité de secrétaire général de la circonscription des îles Sous-le-Vent ;

Vu l'arrêté n° 2874 MEA/DGRH du 29 mars 2023 portant changement d'affectation de Mme Meari MANOI, attaché 10e échelon, en fonction à la direction de la culture et du patrimoine (antenne des îles Sous-le-Vent) ;

Vu la convention n° 8170 PR/MEF du 22 novembre 2023 relative à l'exécution des missions de la subdivision déconcentrée de la direction générale des affaires économiques par la circonscription des îles Sous-le-Vent ;

Vu la convention n° 2945 PR/CISL du 30 avril 2018 portant occupation temporaire des locaux du centre administratif des îles Sous-le-Vent, situé à Uturoa Raiatea, au profit de la direction des impôts et des contributions publiques ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 relative à la signature du courrier ;

Vu la convention n° 7034 du 13 septembre 2021 portant occupation temporaire des locaux du centre administratif des îles Sous-le-Vent situé à Uturoa Raiatea, au profit du contrôle des dépenses engagées ;

Vu la circulaire n° 6125 PR du 15 septembre 2020 relatif au régime des délégations de signature du Président de la Polynésie française, du vice-président et des autres membres du gouvernement,

Arrête :

Article 1er. — Délégation de signature est donnée à Mme Vaiana Katia NADJARIAN, tāvana hau de la circonscription des îles Sous-le-Vent, à l'effet de signer, au nom du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, les actes suivants :

Pour la direction générale des affaires économiques :

1°) Les actes courants et les correspondances définis aux paragraphes 1.1, 1.2, 1.3, 1.5 et 1.6 de la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 susvisée ;

2°) Les actes suivants relevant de la gestion des crédits subdélégés :

- engagement et liquidation des dépenses imputées sur les crédits de fonctionnement subdélégés par la direction générale des affaires économiques dont elle assure la représentation indirecte ;
- ordres de déplacement ainsi que les réquisitions de passage et de bagages correspondants ;
- remboursement de frais et états indemnitaires ;

3°) Autres actes :

- décisions relatives aux licences de débits de boissons pour toutes les catégories de licences ;
- changement d'enseigne, suspension et duplicata pour toutes les catégories de licences de débits de boissons ;
- décisions relatives aux loteries dont le capital d'émission n'excède pas 1 million de francs CFP.

Pour la direction des impôts et des contributions publiques :

- les actes relatifs aux opérations d'engagement et de liquidation des dépenses imputées sur les crédits de fonctionnement transférés par la direction des impôts et des contributions publiques.

Pour le service du contrôle des dépenses engagées :

- les actes relatifs aux opérations d'engagement et de liquidation des dépenses imputées sur les crédits de fonctionnement transférés par le service du contrôle des dépenses engagées.

Art. 2. — En cas d'absence ou d'empêchement du tāvana hau de la circonscription des îles Sous-le-Vent, la délégation prévue à l'article 1er du présent arrêté est attribuée à Mme Stéphanie SAUTREAU, secrétaire générale de la circonscription des îles Sous-le-Vent.

Art. 3. — En cas d'absence ou d'empêchement du tāvana hau et de la secrétaire générale de la circonscription des îles Sous-le-Vent, la délégation prévue à l'article 1er du présent arrêté est attribuée à Mme Meari MANOI, responsable de la cellule de développement de la circonscription des îles Sous-le-Vent.

Art. 4. — Le présent arrêté entre en vigueur à compter du 1er juillet 2024.

Art. 5. — L'arrêté n° 5177 MEF du 11 juin 2024 portant délégation de signature à Mme Vaiana Katia NADJARIAN, tāvana hau de la circonscription des îles Sous-le-Vent est abrogé à compter du 1er juillet 2024.

Art. 6. — Le tāvana hau de la circonscription des îles Sous-le-Vent est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 3 juillet 2024.

*Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,*  
Tevaiti-Ariipaea POMARE

**Arrêté n° 5885 MEF du 5 juillet 2024 portant modification des listes électorales de la Chambre de commerce, d'industrie, des services et des métiers (CCISM)**

NOR : DAE24507516AM-1

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 820 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies ;

Vu l'arrêté n° 1257 CM du 4 septembre 2000 modifié portant organisation de la Chambre de commerce, d'industrie, des services et des métiers ;

Vu le PV de la commission des élections du 4 juin 2024,

Arrête :

Article 1er. — Les listes électorales de la Chambre de commerce, d'industrie, des services et des métiers (CCISM) sont ainsi modifiées :

I. Sont radiés les électeurs suivants :

NOM et Prénom	Commune	collège
Thierry BRIDE	Pirae	Service
Alex DECIAN	Pirae	Commerce
Gaston Tato RAUFEA	Pirae	Commerce
Hitinui Ken TAHUAITU	Pirae	Commerce
Denis Hippolyte TEMAURI	Pirae	Commerce

Art. 2. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 5 juillet 2024.

*Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,*  
Tevaiti-Ariipaea POMARE

**MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES MARINES, DE  
L'ENVIRONNEMENT**

**Arrêté n° 5738 MPR/DIREN du 2 juillet 2024 autorisant M. Guillaume CAULIER à accéder à des ressources génétiques ainsi qu'à leur export vers la Belgique**

NOR : ENV24507538AM-1

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu l'arrêté n° 1648 CM du 20 septembre 2023 portant nomination de M. Alexandre VERHOEST en qualité de directeur de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 5146 MPR du 7 juin 2024 portant délégation de signature à M. Alexandre VERHOEST, directeur de l'environnement ;

Vu le code de l'environnement de la Polynésie française et notamment et notamment l'autorisation de l'ensemble des dispositions du titre IV du livre III relatif à « l'accès aux ressources génétiques, usage et partage des avantages issus de leur valorisation » ;

Vu l'acte d'engagement transmis et signé par Mme Lisa MUSSOI en date du 25 juin 2024,

Arrête :

Article 1er. — M. Guillaume CAULIER est autorisé à accéder à des ressources génétiques ainsi qu'à leur export vers la Belgique dans le cadre d'un projet intitulé : « Variation chromatique des décapodes ectosymbiotiques mimétiques en écosystème corallien », mené par lui et Mme Lisa MUSSOI.

Art. 2. — Cette autorisation est accordée sous réserve du droit des tiers et notamment de l'autorisation de passage des propriétaires.

Art. 3. — L'autorisation est accordée pour la période de l'étude qui se déroulera du 1er au 23 juillet 2024 à Papetoai sur l'île de Moorea .

Art. 4. — Les espèces et quantités autorisées à la collecte, hormis dans les espaces naturels protégés du code de l'environnement, sont les suivantes :

- 96 individus de *Alpheus lottini* ;
- 96 individus de *Trapezia serenei* ;
- 100 individus de *Lissocarcinus orbicularis* ;
- 100 individus de *Zenopontonia soror* ;
- 10 individus de *Holothuria atra* ;
- 10 individus de *Bohadschia argus* ;
- 10 individus de *Culcita novaeguineae* ;
- 20 individus de *Pocillopora acuta*.

Art. 5. — Les prélèvements sont effectués de façon à ne pas mettre en péril ni la survie des individus, ni la survie des populations échantillonnées.

Art. 6. — Les prélèvements de tout ou partie d'espèces protégées de catégorie A et/ou B selon le code de l'environnement sont soumis à autorisation préalable.

Art. 7. — M. Guillaume CAULIER s'engage à procéder aux démarches nécessaires pour toutes espèces soumises à la convention de Washington (CITES).

Art. 8. — Les espèces et quantités autorisées à l'export vers le laboratoire de Biologie des organismes marins et de biomimétisme (BOMB), à l'université de Mons en Belgique, sont les suivantes :

Lyophilisés :

- 48 individus de *Alpheus lottini* ;
- 48 individus de *Trapezia serenei* ;
- 10 individus de *Bohadschia argus* ;
- 10 individus de *Holothuria atra* ;
- 20 individus de *Pocillopora acuta*.

Ethanol :

- 30 individus de *Lissocarcinus orbicularis* ;
- 30 individus de *Zenopontonia soror*.

Bouin :

- 20 individus de *Lissocarcinus orbicularis* ;
- 20 individus de *Zenopontonia soror*.

Glutaraldéhyde :

- 48 individus de *Alpheus lottini* ;
- 48 individus de *Trapezia serenei* ;
- 20 individus de *Zenopontonia soror* ;
- 20 individus de *Lissocarcinus orbicularis*.

Formol :

- 30 individus de *Lissocarcinus orbicularis* ;
- 30 individus de *Zenopontonia soror*.

Art. 9. — Un tableau récapitulatif est tenu à jour mentionnant la date, le lieu, l'espèce et les quantités prélevées. Celui-ci est remis à la direction de l'environnement par Mme Lisa MUSSOI à l'issue de la période de collecte de terrain en précisant les éventuelles espèces qui restent à identifier, ainsi que le délai nécessaire pour obtenir l'information complète.

Art. 10. — M. Guillaume CAULIER est tenu de restituer à la Polynésie française les informations et connaissances acquises ou collectées dans le cadre de l'étude réalisée. Il s'agira notamment de transmettre à la direction de l'environnement tous les rapports, communications et autres publications issues des travaux réalisés.

Art. 11. — Toute communication, publication scientifique ou à destination du grand public, doit mentionner la Polynésie française en tant que fournisseur de la ressource concernée, ainsi que le numéro du présent arrêté.

Art. 12. — M. Guillaume CAULIER s'engage à respecter les prescriptions et obligations du présent arrêté sous peine de retrait de l'autorisation accordée.

Art. 13. — Le directeur de l'environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé(e) et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 2 juillet 2024.

*Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation, le directeur de l'environnement*

Alexandre VERHOEST

**Arrêté n° 5751 MPR/DRM du 2 juillet 2024 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de Mme Vaionini Paulina TEHIVA, sis à Takapoto, commune de Takaroa (exploitant n° 347)**

*NOR : DRM24507324AM*

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu l'arrêté n° 1914 CM du 25 novembre 2011 modifié portant création et organisation de la direction des ressources marines et précisant ses missions ;

Vu l'arrêté n° 183 CM du 15 février 2018 portant nomination de M. Cédric PONSONNET en qualité de directeur des ressources marines et minières ;

Vu l'arrêté n° 5276 MPR/DRM du 14 juin 2024 portant délégation de signature de M. Cédric PONSONNET, directeur des ressources marines, au profit des agents placés sous son autorité ;

Vu la loi du pays n° 2017-16 du 18 juillet 2017 modifiée réglementant les activités professionnelles liées à la production et la commercialisation des produits perliers et nacriers en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1259 CM du 31 juillet 2017 modifié relatif aux conditions d'exercice des activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de produits perliers en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 82 CM du 23 janvier 2023 modifié portant fixation des tarifs d'occupation et d'utilisation du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'avis favorable, non daté, du maire délégué de la commune associée de Takapoto ;

Vu la demande d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole formulée par Mme Vaionini Paulina TEHIVA du 9 septembre 2017, reçue le 11 septembre 2017 et complétée le 21 juin 2024,

**Arrête :**

Article 1er. — Est autorisée au profit de Mme Vaionini Paulina TEHIVA, aux clauses et conditions du cahier des charges selon la réglementation en vigueur, pour une durée de cinq années à compter de la date de publication du présent arrêté, l'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole, sis à Takapoto, commune de Takaroa.

Art. 2. — L'autorisation d'occupation du domaine public maritime est accordée pour l'activité de collectage d'huîtres perlières : 10 lignes.

Art. 3. — La redevance annuelle déterminée en fonction du nombre de lignes ci-dessus accordées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete, est fixée à 20 000 F CFP (vingt-mille francs CFP) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 10 lignes à 2 000 F CFP/ligne, soit 20 000 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 4. — L'utilisation desdits emplacements est liée à l'obtention par Mme Vaionini Paulina TEHIVA de ses autorisations d'exercer une activité de producteur d'huîtres perlières.

Art. 5. — Le directeur des ressources marines et la directrice des affaires foncières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mme Vaionini Paulina TEHIVA et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 2 juillet 2024.

*Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation, le directeur des ressources marines,*  
Cédric PONSONNET



**Arrêté n° 5752 MPR/DRM du 2 juillet 2024 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de la SCA Poe Pacifica, sis à Arutua, commune de Arutua (exploitant n° 276)***NOR : DRM24507698AM*

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu l'arrêté n° 1914 CM du 25 novembre 2011 modifié portant création et organisation de la direction des ressources marines et précisant ses missions ;

Vu l'arrêté n° 183 CM du 15 février 2018 portant nomination de M. Cédric PONSONNET en qualité de directeur des ressources marines et minières ;

Vu l'arrêté n° 5276 MPR/DRM du 14 juin 2024 portant délégation de signature de M. Cédric PONSONNET, directeur des ressources marines, au profit des agents placés sous son autorité ;

Vu la loi du pays n° 2017-16 du 18 juillet 2017 modifiée réglementant les activités professionnelles liées à la production et la commercialisation des produits perliers et nacriers en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1259 CM du 31 juillet 2017 modifié relatif aux conditions d'exercice des activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de produits perliers en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 82 CM du 23 janvier 2023 modifié portant fixation des tarifs d'occupation et d'utilisation du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 10289 VP du 13 septembre 2019 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de la SCA Poe Pacifica, sis à Arutua, commune de Arutua (exploitant n° 276) ;

Vu les accords de réduction d'intervalles réglementaires entre la SCA Poe Pacifica et M. Valentin TINOMOE ;

Vu l'avis favorable du maire de la commune de Arutua du 5 juin 2024 ;

Vu la demande de renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole formulée par la SCA Poe Pacifica du 5 juin 2024, reçue le 27 juin 2024 ;

Vu l'avis favorable du président du comité de gestion de Arutua,

**Arrête :**

Article 1er. — Est autorisé au profit de la SCA Poe Pacifica, aux clauses et conditions du cahier des charges selon la réglementation en vigueur, pour une durée de cinq années à compter du 1er octobre 2024, le renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole, sis à Arutua, commune de Arutua.

Art. 2. — L'autorisation d'occupation du domaine public maritime est renouvelée pour l'exercice des activités et des superficies ci-après :

- pour le collectage d'huîtres perlières : 15 lignes ;
- pour l'élevage et la greffe d'huîtres perlières : 13 ha ;
- pour deux maisons d'exploitation et de greffe : 52 m<sup>2</sup> (27 et 25 m<sup>2</sup>).

Et tels que ces emplacements figurent sur le plan délivré par le service en charge de la perliculture.

Art. 3. — La redevance annuelle déterminée en fonction des superficies ci-dessus accordées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete, est fixée à 235 400 F CFP (deux-cent-trente-cinq-mille-quatre-cents francs CFP) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 15 lignes à 2 000 F CFP/ligne, soit 30 000 F CFP ;
- sur la base de 13 ha à 1 500 F CFP/1000 m<sup>2</sup>, soit 195 000 F CFP ;
- sur la base de 52 m<sup>2</sup> à 200 F CFP/m<sup>2</sup>, soit 10 400 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter du 1er octobre 2024.

Art. 4. — L'utilisation desdits emplacements est liée à l'obtention par la SCA Poe Pacifica de ses autorisations d'exercer une activité de producteur d'huîtres perlières et producteur de produits perliers.

Art. 5. — Le directeur des ressources marines et la directrice des affaires foncières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SCA Poe Pacifica et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 2 juillet 2024.

*Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation, le directeur des ressources marines,*  
Cédric PONSONNET

**Arrêté n° 5759 MPR/DRM du 2 juillet 2024 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Francis Ariihau Philippe PARKER, sis à Arutua, commune de Arutua (exploitant n° 120)**

*NOR : DRM24507694AM*

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu l'arrêté n° 1914 CM du 25 novembre 2011 modifié portant création et organisation de la direction des ressources marines et précisant ses missions ;

Vu l'arrêté n° 183 CM du 15 février 2018 portant nomination de M. Cédric PONSONNET en qualité de directeur des ressources marines et minières ;

Vu l'arrêté n° 5276 MPR/DRM du 14 juin 2024 portant délégation de signature de M. Cédric PONSONNET, directeur des ressources marines, au profit des agents placés sous son autorité ;

Vu la loi du pays n° 2017-16 du 18 juillet 2017 modifiée réglementant les activités professionnelles liées à la production et la commercialisation des produits perliers et nacriers en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1259 CM du 31 juillet 2017 modifié relatif aux conditions d'exercice des activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de produits perliers en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 82 CM du 23 janvier 2023 modifié portant fixation des tarifs d'occupation et d'utilisation du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2820 VP du 11 mars 2019 modifié portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Francis Ariihau Philippe PARKER, sis à Arutua, commune de Arutua (exploitant n° 120) ;

Vu les accords de réduction d'intervalles réglementaires entre M. Francis Ariihau Philippe PARKER et M. Rodolph Henere PARKER ;

Vu l'avis favorable, non daté, du maire de la commune de Arutua ;

Vu la demande de renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole formulée par M. Francis Ariihau Philippe PARKER, non datée, reçue le 27 juin 2024 ;

Vu l'avis favorable du président du comité de gestion de Arutua,

Arrête :

Article 1er. — Est autorisé au profit de M. Francis Ariihau Philippe PARKER, aux clauses et conditions du cahier des charges selon la réglementation en vigueur, pour une durée de cinq années à compter du 9 juillet 2024, le renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole, sis à Arutua, commune de Arutua.

Art. 2. — L'autorisation d'occupation du domaine public maritime est renouvelée pour l'exercice des activités et des superficies ci-après :

- pour l'élevage et la greffe d'huîtres perlières : 7 ha.

Et tel que cet emplacement figure sur le plan délivré par le service en charge de la perliculture.

Art. 3. — La redevance annuelle déterminée en fonction des superficies ci-dessus accordées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete, est fixée à 105 000 F CFP (cent-cinq-mille francs CFP) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 7 ha à 1 500 F CFP/1 000 m<sup>2</sup>, soit 105 000 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter du 9 juillet 2024.

Art. 4. — L'utilisation desdits emplacements est liée à l'obtention par M. Francis Ariihau Philippe PARKER de ses autorisations d'exercer une activité de producteur de produits perliers.

Art. 5. — Le directeur des ressources marines et la directrice des affaires foncières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Francis Ariihau Philippe PARKER et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 2 juillet 2024.

*Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation, le directeur des ressources marines,*  
Cédric PONSONNET

Arrêté n° 5874 MPR du 5 juillet 2024 portant octroi d'une aide financière à M. Tuteirarii Guy MANUEL

NOR : SDR24504039AM-1

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu l'arrêté n° 1929 CM du 30 octobre 2017 modifié portant application de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu l'arrêté n° 303 CM du 2 mars 2018 relatif au classement des carcasses de bovins abattus en Polynésie française ;

Vu la demande d'aide de M. Tuteirarii Guy MANUEL réceptionnée le 25 avril 2024 et réputée complète le 29 avril 2024,

Arrête :

Article 1er. — Une aide à la production de viande bovine de 300 000 F CFP (trois-cent-mille francs CFP) est attribuée à M. Tuteirarii Guy MANUEL (aide type VII viande bovine de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée). M. Tuteirarii Guy MANUEL, né le 5 février 1959 à Papeete, est exploitant agricole à Parea (Huahine), Huahine, carte professionnelle CAPL n° 2024-CP-854.

Le montant de l'aide correspond à la production des bovins abattus en 2024 et est fixé selon les dispositions suivantes sur la base du prévisionnel d'abattages établi par l'éleveur.

Année de production	Masse totale de carcasses estimée (en kg)	Montant total de l'aide (en F CFP)
Production 2024	1 200	300 000

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : section fonctionnement, centre de travail 74021A-F, mission 965, programme 96501, article 652, sous-article 6524.

Art. 3. — L'aide est versée par tranche sur le compte ouvert par M. Tuteirarii Guy MANUEL sur présentation des documents d'abattage numérotés, établis à l'en-tête de la société d'abattage lorsqu'il s'agit d'une personne morale et comportant notamment, la date d'abattages, le nom de l'éleveur, le poids de carcasse après abattage, la classification et la qualité de la carcasse, le cas échéant le numéro d'identification de l'animal, son sexe et le numéro de traçabilité de la carcasse. Pour les bovins abattus en dehors d'une installation d'abattage répondant aux conditions fixées par la réglementation en vigueur, chaque document d'abattage doit être visé par un agent du service en charge de l'agriculture ou à défaut une personne mandatée par le service en charge de l'agriculture.

Au moment du dernier versement, la liquidation de l'aide s'effectue sur la base de l'aide recalculée à partir de l'ensemble des pièces justificatives produites. L'aide ne peut en aucun cas être supérieure au montant maximal indiqué dans l'arrêté attributif.

Art. 4. — M. Tuteirarii Guy MANUEL s'engage à laisser libre accès à la direction de l'agriculture pour vérifier la réalisation de l'opération financée. Il s'engage à pratiquer l'agriculture, l'élevage ou l'exploitation forestière durant au moins 5 ans à partir de la date du présent arrêté, et à conserver l'usage de l'investissement financé durant toute la durée de son amortissement et pendant une durée minimale de 5 ans à partir de son acquisition. Il s'engage également à communiquer au service en charge de l'agriculture les informations nécessaires pour l'établissement des bilans financiers et comptables pendant les 3 années suivant l'attribution de l'aide, et les copies des rapports d'études, analyses et expertises éventuelles réalisées dans le cadre du projet objet de la demande d'aide.

Art. 5. — Le remboursement de l'aide octroyée par le présent arrêté peut être exigé dans les cas suivants :

- modification de l'affectation de l'équipement financé sans autorisation, préalable et écrite, de l'autorité compétente ;
- opération non réalisée dans les conditions prévues par le présent arrêté attributif ;
- opération subventionnée au-delà des taux autorisés ;
- fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande d'aide ainsi que dans la production des pièces justifiant la dépense ;
- non-respect des engagements auprès de l'administration, souscrits par le bénéficiaire et/ou mentionnés dans le présent arrêté.

Art. 6. — Le directeur de l'agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Tuteirarii Guy MANUEL et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 5 juillet 2024.

*Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,*

Taivini TEAI

Arrêté n° 5875 MPR du 5 juillet 2024 portant octroi d'une aide financière à M. Jacqui LEMAIRE

NOR : SDR24504050AM-1

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu l'arrêté n° 1929 CM du 30 octobre 2017 modifié portant application de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu l'arrêté n° 303 CM du 2 mars 2018 relatif au classement des carcasses de bovins abattus en Polynésie française ;

Vu la demande d'aide de M. Jacqui LEMAIRE réceptionnée le 24 avril 2024 et réputée complète le 29 avril 2024,

Arrête :

Article 1er. — Une aide à la production de viande bovine de 452 800 F CFP (quatre-cent-cinquante-deux-mille-huit-cents francs CFP) est attribuée à M. Jacqui LEMAIRE (aide type VII viande bovine de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée). M. Jacqui LEMAIRE, né le 21 août 1959 à Fare, est exploitant agricole à Fare (Huahine), Huahine, carte professionnelle CAPL n° 2024-CP-469.

Le montant de l'aide correspond à la production des bovins abattus en 2024 et est fixé selon les dispositions suivantes sur la base du prévisionnel d'abattages établi par l'éleveur.

Année de production	Masse totale de carcasses estimée (en kg)	Montant total de l'aide (en F CFP)
Production 2024	1660	452 800

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : section fonctionnement, centre de travail 74021A-F, mission 965, programme 96501, article 652, sous-article 6524.

Art. 3. — L'aide est versée par tranche sur le compte ouvert par M. Jacqui LEMAIRE sur présentation des documents d'abattage numérotés, établis à l'en-tête de la société d'abattage lorsqu'il s'agit d'une personne morale et comportant notamment, la date d'abattage, le nom de l'éleveur, le poids de carcasse après abattage, la classification et la qualité de la carcasse, le cas échéant le numéro d'identification de l'animal, son sexe et le numéro de traçabilité de la carcasse. Pour les bovins abattus en dehors d'une installation d'abattage répondant aux conditions fixées par la réglementation en vigueur, chaque document d'abattage doit être visé par un agent du service en charge de l'agriculture ou à défaut une personne mandatée par le service en charge de l'agriculture.

Au moment du dernier versement, la liquidation de l'aide s'effectue sur la base de l'aide recalculée à partir de l'ensemble des pièces justificatives produites. L'aide ne peut en aucun cas être supérieure au montant maximal indiqué dans l'arrêté attributif.

Art. 4. — M. Jacqui LEMAIRE s'engage à laisser libre accès à la direction de l'agriculture pour vérifier la réalisation de l'opération financée. Il s'engage à pratiquer l'agriculture, l'élevage ou l'exploitation forestière durant au moins 5 ans à partir de la date du présent arrêté, et à conserver l'usage de l'investissement financé durant toute la durée de son amortissement et pendant une durée minimale de 5 ans à partir de son acquisition. Il s'engage également à communiquer au service en charge de

l'agriculture les informations nécessaires pour l'établissement des bilans financiers et comptables pendant les 3 années suivant l'attribution de l'aide, et les copies des rapports d'études, analyses et expertises éventuelles réalisées dans le cadre du projet objet de la demande d'aide.

Art. 5. — Le remboursement de l'aide octroyée par le présent arrêté peut être exigé dans les cas suivants :

- modification de l'affectation de l'équipement financé sans autorisation, préalable et écrite, de l'autorité compétente ;
- opération non réalisée dans les conditions prévues par le présent arrêté attributif ;
- opération subventionnée au-delà des taux autorisés ;
- fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande d'aide ainsi que dans la production des pièces justifiant la dépense ;
- non-respect des engagements auprès de l'administration, souscrits par le bénéficiaire et/ou mentionnés dans le présent arrêté.

Art. 6. — Le directeur de l'agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Jacqui LEMAIRE et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 5 juillet 2024.

*Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,*

Taivini TEAI



Arrêté n° 5876 MPR du 5 juillet 2024 portant octroi d'une aide financière à Mme Aloma TEHIHIRA

NOR : SDR24504066AM-1

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu l'arrêté n° 1929 CM du 30 octobre 2017 modifié portant application de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu l'arrêté n° 303 CM du 2 mars 2018 relatif au classement des carcasses de bovins abattus en Polynésie française ;

Vu la demande d'aide de Mme Aloma TEHIHIRA réceptionnée le 25 avril 2024 et réputée complète le 29 avril 2024,

Arrête :

Article 1er. — Une aide à la production de viande bovine de 214 200 F CFP (deux-cent-quatorze-mille-deux-cents francs CFP) est attribuée à Mme Aloma TEHIHIRA (aide type VII viande bovine de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée). Mme Aloma TEHIHIRA, née le 17 septembre 1961 à Fare, HUAHINE, est exploitante agricole à Fare (Huahine), Huahine, carte professionnelle CAPL n° 2024-CG-281.

Le montant de l'aide correspond à la production des bovins abattus en 2024 et est fixé selon les dispositions suivantes sur la base du prévisionnel d'abattages établi par l'éleveur.

Année de production	Masse totale de carcasses estimée (en kg)	Montant total de l'aide (en F CFP)
Production 2024	630	214 200

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : section fonctionnement, centre de travail 74021A-F, mission 965, programme 96501, article 652, sous-article 6524.

Art. 3. — L'aide est versée par tranche sur le compte ouvert par Mme Aloma TEHIHIRA sur présentation des documents d'abattage numérotés, établis à l'en-tête de la société d'abattage lorsqu'il s'agit d'une personne morale et comportant notamment, la date d'abattages, le nom de l'éleveur, le poids de carcasse après abattage, la classification et la qualité de la carcasse, le cas échéant le numéro d'identification de l'animal, son sexe et le numéro de traçabilité de la carcasse. Pour les bovins abattus en dehors d'une installation d'abattage répondant aux conditions fixées par la réglementation en vigueur, chaque document d'abattage doit être visé par un agent du service en charge de l'agriculture ou à défaut une personne mandatée par le service en charge de l'agriculture.

Au moment du dernier versement, la liquidation de l'aide s'effectue sur la base de l'aide recalculée à partir de l'ensemble des pièces justificatives produites. L'aide ne peut en aucun cas être supérieure au montant maximal indiqué dans l'arrêté attributif.

Art. 4. — Mme Aloma TEHIHIRA s'engage à laisser libre accès à la direction de l'agriculture pour vérifier la réalisation de l'opération financée. Elle s'engage à pratiquer l'agriculture, l'élevage ou l'exploitation forestière durant au moins 5 ans à partir de la date du présent arrêté, et à conserver l'usage de l'investissement financé durant toute la durée de son amortissement et pendant une durée minimale de 5 ans à partir de son acquisition. Elle s'engage également à communiquer au service en charge de l'agriculture les informations nécessaires pour l'établissement des bilans financiers et comptables pendant les 3 années suivant l'attribution de l'aide, et les copies des rapports d'études, analyses et expertises éventuelles réalisées dans le cadre du projet objet de la demande d'aide.

Art. 5. — Le remboursement de l'aide octroyée par le présent arrêté peut être exigé dans les cas suivants :

- modification de l'affectation de l'équipement financé sans autorisation, préalable et écrite, de l'autorité compétente ;
- opération non réalisée dans les conditions prévues par le présent arrêté attributif ;
- opération subventionnée au-delà des taux autorisés ;
- fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande d'aide ainsi que dans la production des pièces justifiant la dépense ;
- non-respect des engagements auprès de l'administration, souscrits par la bénéficiaire et/ou mentionnés dans le présent arrêté.

Art. 6. — Le directeur de l'agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mme Aloma TEHIHIRA et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 5 juillet 2024.

*Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,*

Taivini TEAI

**Arrêté n° 5877 MPR du 5 juillet 2024 modifiant l'arrêté n° 3801 MPR du 9 avril 2024 portant octroi d'une aide financière en faveur de M. Étienne Faatauira TIATIA**

NOR : SDR24505051AM-1

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 modifiée approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu l'arrêté n° 1929 CM du 30 octobre 2017 modifié portant application de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 relative aux aides à la filière agricole ;

Vu l'arrêté n° 303 CM du 2 mars 2018 relatif au classement des carcasses de bovins abattus en Polynésie française ;

Vu la demande de complément d'aide de M. Étienne Faatauira TIATIA réceptionnée le 22 mai 2024 ;

Vu l'arrêté n° 3801 MPR du 9 avril 2024 portant octroi d'une aide financière à M. Étienne Faatauira TIATIA,

**Arrête :**

Article 1er. — L'article 1er de l'arrêté n° 3801 MPR du 9 avril 2024 susvisé est modifié comme suit :

Au lieu de : « Le montant de l'aide correspond à la production des bovins abattus en 2024 et est fixé selon les dispositions suivantes sur la base du prévisionnel d'abattages établi par l'éleveur. »

Année de production	Poids total carcasse estimé (en kilo)	Montant total de l'aide (en F CFP)
Production 2024	700	211 000

Lire : « Le montant de l'aide correspond à la production des bovins abattus en 2024 et est fixé selon les dispositions suivantes sur la base du prévisionnel d'abattages établi par l'éleveur. »

Année de production	Poids total carcasse estimé (en kilos)	Montant total de l'aide (en F CFP)
Production 2024	1600	436 000

Art. 2. — Le reste sans changement.

Art. 3. — Le directeur de l'agriculture par intérim est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Étienne Faatauira TIATIA et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 5 juillet 2024.

*Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,*

Taivini TEAI

**Arrêté n° 5878 MPR du 5 juillet 2024 abrogeant l'arrêté n° 8752 MPR du 12 septembre 2017 et autorisant la résiliation du bail relatif à la location du lot n° 130 d'une superficie de 1,81 ha dépendant du lotissement agricole Faaroa, sis à Avera, commune de Taputapuatea, Raiatea, îles Sous-le-Vent, au profit de Mme Vilanie TETUANUI épouse RIMA**

*NOR : SDR2450665AM-1*

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu la loi du pays n° 2021-53 du 21 décembre 2021 relative au domaine privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 864 MAA du 26 janvier 2012 modifié portant affectation d'une partie du domaine Faaroa, sise à Opoa et d'une partie du domaine Smith, sise dans la baie de Faarepaiti, référencées commune de Taputapuatea au profit du Service du développement rural (SDR) ;

Vu l'arrêté n° 1652 CM du 24 septembre 2010 approuvant le cahier des charges du lotissement agricole Faaroa, sis à Avera, île de Raiatea, îles Sous-le-Vent, modifié par arrêté n° 595 CM du 18 avril 2019 ;

Vu la demande de résiliation de Mme Vilanie TETUANUI épouse RIMA du 22 avril 2024,

**Arrête :**

Article 1er. — L'arrêté n° 8752 MPR du 12 septembre 2017 autorisant la location du lot n° 130 d'une superficie de 1,81 ha dépendant du lotissement agricole Faaroa, sis à Raiatea, commune de Taputapuatea, commune associée de Avera, au profit de Mme Vilanie TETUANUI épouse RIMA est abrogé.

Art. 2. — Le bail du 13 octobre 2017 conclu entre la Polynésie française et Mme Vilanie TETUANUI épouse RIMA enregistré à Papeete le 8 juin 2018, bordereau 3497/1, est résilié à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 3. — Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mme Vilanie TETUANUI épouse RIMA et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 5 juillet 2024.

*Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,*

Taivini TEAI

**Arrêté n° 5901 MPR/DBS du 8 juillet 2024 portant agrément de l'établissement Guilloux pour le transport interinsulaire d'articles réglementés susceptibles de véhiculer des organismes nuisibles aux végétaux**

*NOR : DBS24508008AM*

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu la loi du pays n° 2013-12 du 6 mai 2013 réglementant, aux fins de protection en matière de biosécurité, l'introduction, l'importation, l'exportation et le transport interinsulaire des organismes vivants et de leurs produits dérivés ;

Vu la délibération n° 93-155 AT du 3 décembre 1993 modifiée portant protection des végétaux sur l'ensemble du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 253 CM du 6 mars 2024 portant nomination de M. Yves LAUGROST en qualité de directeur de la biosécurité ;

Vu l'arrêté n° 5129 MPR du 6 juin 2024 portant délégation de signature à M. Yves LAUGROST en qualité de directeur de la biosécurité ;

Vu l'arrêté n° 1755 CM du 26 août 2021 relatif aux conditions de transport interinsulaire des marchandises présentant un risque phytosanitaire ;

Vu l'arrêté n° 793 CM du 25 mai 2022 fixant les conditions d'agrément des établissements pour le transport interinsulaire des végétaux, produits végétaux et autres articles réglementés susceptibles de véhiculer des organismes nuisibles aux végétaux ;

Vu la demande d'agrément du 4 juillet 2024 ;

Considérant le plan de gestion des risques de l'établissement ;

Considérant le caractère complet et régulier de la demande à compter du 4 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — L'établissement Guilloux, sis BP 409, 98713 Papeete BP, Fare Ute, Papeete, ayant pour référent chargé du suivi du plan de gestion des risques M. Serge GUILLOUX, est agréé pour le transport interinsulaire des articles suivants :

- tôles.

Art. 2. — Cet agrément est accordé pour une durée de 3 ans à compter de la publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française. Il peut être suspendu ou révoqué dans les conditions fixées par l'arrêté n° 793 CM du 25 mai 2022 susvisé.

Art. 3. — Le numéro d'agrément de l'établissement est : 2024-MS11. Ce numéro est apposé sur chaque article ou lot d'articles expédiés vers les îles de la Polynésie française.

Art. 4. — Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification :

a) D'un recours administratif (gracieux ou hiérarchique) ; dans l'hypothèse où la décision critiquée est maintenue, il appartient au requérant de saisir le tribunal administratif d'un recours contentieux dans le délai de deux mois, soit à compter de la réception de la lettre exprimant le rejet du recours administratif, soit à compter de l'expiration du délai de deux mois suivant la réception du recours administratif. En effet, le silence gardé par l'administration pendant deux mois équivaut à un rejet implicite de la demande ;

b) D'un recours contentieux devant le tribunal administratif de la Polynésie française, soit de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique Télérecours citoyens accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), soit par courrier adressé à l'adresse suivante : av. Pouvana'a-a-O'opa, BP 4522, 98713 Papeete, Tahiti.

Art. 5. — Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 juillet 2024.

*Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation, le directeur de la biosécurité,*

Yves LAUGROST

**Arrêté n° 5905 MPR/DIREN du 8 juillet 2024 autorisant la société EURL Natura - Captain Ju à exercer des activités d'approche et de prises de vues et de son des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Tahiti Iti avec le navire de numéro d'immatriculation PY 40002 (Te Natura) du 1er août 2024 au 11 novembre 2024**

NOR : ENV24508071AM

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu la délibération n° 2003-35 APF du 27 février 2003 portant création de la direction de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 242 CM du 16 février 2012 modifié portant organisation de la direction de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 5146 MPR du 7 juin 2024 portant délégation de signature à M. Alexandre VERHOEST, directeur de l'environnement ;

Vu la demande de M. Julien PENARANDA en date du 18 avril 2024 ;

Vu le titre de conduite de Ariifano BERNIÈRE, Jeremy BAK, Tuterai de VALS, Vetea TETUANUI, Maurihau EBBS ou Clara VIALIS ;

Vu la carte professionnelle de Julien PENARANDA, Clara VIALIS, Ariifano BERNIERE ou Jeremy BAK,

Arrête :

Article 1er. — La société EURL Natura - Captain Ju est autorisée à exercer une activité d'approche des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Tahiti Iti avec le navire de numéro d'immatriculation PY 40002 (Te Natura) en application des dispositions des articles A. 2213-1-4 à A. 2213-1-8 du code de l'environnement.

Art. 2. — La société EURL Natura - Captain Ju est autorisée à exercer une activité de prises de vues et de son des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Tahiti iti avec le navire de numéro d'immatriculation PY 40002 (Te Natura) en application des dispositions de l'article A. 2213-1-5 du code de l'environnement hormis dans les espaces protégés dudit code.

Art. 3. — La société EURL Natura - Captain Ju exercera l'activité de prises de vues et de son en apnée pour la promotion de son entreprise sans déroger aux règles d'approche.

Art. 4. — La présente autorisation est liée à la validité du permis de navigation du navire de numéro d'immatriculation PY 40002 (Te Natura) et au respect des règles d'approche édictées par le code de l'environnement.

Art. 5. — La présente autorisation est liée à la validité de la carte professionnelle des encadrants aquatiques et des recyclages obligatoires leur permettant de conserver leur aptitude à exercer.

Art. 6. — Les autorisations d'approche et de prises de vues et de son sont consenties du 1er août 2024 au 11 novembre 2024.

Art. 7. — La société EURL Natura - Captain Ju s'engage à tenir une base de données dans laquelle sont saisies, au fur et à mesure, toutes les opérations d'observation de spécimens, conformément à l'article A. 2213-1-6 III du code de l'environnement. Ces données peuvent être remplies soit dans un modèle de registre disponible auprès de la direction de l'environnement soit en ligne sur le site de l'observatoire du pays <https://polynesie.magis.nc/observations/>.

Art. 8. — Les agents de la direction de l'environnement sont habilités à contrôler ce registre et à constater toute infraction relative à la réglementation sur la protection des mammifères marins.

Art. 9. — La société EURL Natura - Captain Ju s'engage à fournir à la direction de l'environnement tous les éléments techniques acquis sur le terrain et pouvant permettre de répertorier et identifier les baleines ou autres mammifères marins de Polynésie française.

Art. 10. — La société EURL Natura - Captain Ju s'engage à respecter les prescriptions et obligations du présent arrêté sous peine de retrait de l'autorisation accordée.

Art. 11. — La société EURL Natura - Captain Ju s'engage à informer la direction de l'environnement de toutes modifications des conditions d'exécution de l'activité.

Art. 12. — L'éventuel renouvellement de la présente autorisation sera subordonné au respect des règles d'approche, à la remise des données saisies soit dans le registre, soit dans l'observatoire du pays, ainsi qu'à la remise du fanion de la direction de l'environnement de la saison précédente avant le 30 janvier de l'année suivante.

Art. 13. — Le directeur de l'environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 juillet 2024.

*Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation, le directeur de l'environnement*

Alexandre VERHOEST



**Arrêté n° 5906 MPR/DIREN du 8 juillet 2024 autorisant la société EURL Tahiti Iti Diving à exercer des activités d'approche et de prises de vues et de son des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Tahiti Iti avec les navires de numéro d'immatriculation PY 17188 (Kakura 2) et PY 12986 (Kakura) du 1er août 2024 au 11 novembre 2024**

NOR : ENV24508070AM

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu la délibération n° 2003-35 APF du 27 février 2003 portant création de la direction de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 242 CM du 16 février 2012 modifié portant organisation de la direction de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 5146 MPR du 7 juin 2024 portant délégation de signature à M. Alexandre VERHOEST, directeur de l'environnement ;

Vu la demande de M. Thomas CORMIER en date du 6 mai 2024 ;

Vu le titre de conduite de Thomas CORMIER ou Thomas SACQUEPEE ;

Vu la carte professionnelle de Thomas CORMIER, Jérôme POUILLET ou Raphaël CAPOLSINI,

Arrête :

Article 1er. — La société EURL Tahiti Iti Diving est autorisée à exercer une activité d'approche des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Tahiti Iti avec les navires de numéro d'immatriculation PY 17188 (Kakura 2) et PY 12986 (Kakura) en application des dispositions des articles A. 2213-1-4 à A. 2213-1-8 du code de l'environnement.

Art. 2. — La société EURL Tahiti Iti Diving est autorisée à exercer une activité de prises de vues et de son des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Tahiti Iti avec les navires de numéro d'immatriculation PY 17188 (Kakura 2) et PY 12986 (Kakura) en application des dispositions de l'article A. 2213-1-5 du code de l'environnement hormis dans les espaces protégés dudit code.

Art. 3. — La société EURL Tahiti Iti Diving exercera l'activité de prises de vues et de son en apnée pour la promotion de son entreprise sans déroger aux règles d'approche.

Art. 4. — La présente autorisation est liée à la validité des permis de navigation des navires de numéro d'immatriculation PY 17188 (Kakura 2) et PY 12986 (Kakura) et au respect des règles d'approche édictées par le code de l'environnement.

Art. 5. — La présente autorisation est liée à la validité de la carte professionnelle des encadrants aquatiques et des recyclages obligatoires leur permettant de conserver leur aptitude à exercer.

Art. 6. — Les 2 navires ne peuvent pas être utilisés simultanément sur la même zone d'observation (300 m).

Art. 7. — Les autorisations d'approche et de prises de vues et de son sont consenties du 1er août 2024 au 11 novembre 2024.

Art. 8. — La société EURL Tahiti Iti Diving s'engage à tenir une base de données dans laquelle sont saisies, au fur et à mesure, toutes les opérations d'observation de spécimens, conformément à l'article A. 2213-1-6 III du code de l'environnement. Ces données peuvent être remplies soit dans un modèle de registre disponible auprès de la direction de l'environnement soit en ligne sur le site de l'Observatoire du pays <https://polynesie.magis.nc/observations/>.

Art. 9. — Les agents de la direction de l'environnement sont habilités à contrôler ce registre et à constater toute infraction relative à la réglementation sur la protection des mammifères marins.

Art. 10. — La société EURL Tahiti Iti Diving s'engage à fournir à la direction de l'environnement tous les éléments techniques acquis sur le terrain et pouvant permettre de répertorier et identifier les baleines ou autres mammifères marins de Polynésie française.

Art. 11. — La société EURL Tahiti Iti Diving s'engage à respecter les prescriptions et obligations du présent arrêté sous peine de retrait de l'autorisation accordée.

Art. 12. — La société EURL Tahiti Iti Diving s'engage à informer la direction de l'environnement de toutes modifications des conditions d'exécution de l'activité.

Art. 13. — L'éventuel renouvellement de la présente autorisation sera subordonné au respect des règles d'approche, à la remise des données saisies soit dans le registre, soit dans l'Observatoire du pays, ainsi qu'à la remise du fanion de la direction de l'environnement de la saison précédente avant le 30 janvier de l'année suivante.

Art. 14. — Le directeur de l'environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 juillet 2024.

*Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation, le directeur de l'environnement*

Alexandre VERHOEST

**Arrêté n° 5907 MPR/DIREN du 8 juillet 2024 autorisant la société SARL Scubatek Tahiti à exercer des activités d'approche et de prises de vues et de son des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Tahiti Nui avec le navire de numéro d'immatriculation PY 18733 (Pride) du 1er août 2024 au 11 novembre 2024**

NOR : ENV24508069AM

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu la délibération n° 2003-35 APF du 27 février 2003 portant création de la direction de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 242 CM du 16 février 2012 modifié portant organisation de la direction de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 5146 MPR du 7 juin 2024 portant délégation de signature à M. Alexandre VERHOEST, directeur de l'environnement ;

Vu la demande de M. Joshua ROUGER en date du 8 mai 2024 ;

Vu le titre de conduite de Thomas BOURGEOIS, Maxence HAZARD ou Joshua ROUGER ;

Vu la carte professionnelle de Clémentine SÉGUIGNE, Joshua ROUGER, Maxence HAZARD, Thibaut MOLINA, Steve MINTION ou Temehani CHAND,

Arrête :

Article 1er. — La société SARL Scubatek Tahiti est autorisée à exercer une activité d'approche des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Tahiti Nui avec le navire de numéro d'immatriculation PY 18733 (Pride) en application des dispositions des articles A. 2213-1-4 à A. 2213-1-8 du code de l'environnement.

Art. 2. — La société SARL Scubatek Tahiti est autorisée à exercer une activité de prises de vues et de son des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Tahiti nui avec le navire de numéro d'immatriculation PY 18733 (Pride) en application des dispositions de l'article A. 2213-1-5 du code de l'environnement hormis dans les espaces protégés dudit code.

Art. 3. — La société SARL Scubatek Tahiti exercera l'activité de prises de vues et de son en apnée pour la promotion de son entreprise sans déroger aux règles d'approche.

Art. 4. — La présente autorisation est liée à la validité du permis de navigation du navire de numéro d'immatriculation PY 18733 (Pride) et au respect des règles d'approche édictées par le code de l'environnement.

Art. 5. — La présente autorisation est liée à la validité de la carte professionnelle des encadrants aquatiques et des recyclages obligatoires leur permettant de conserver leur aptitude à exercer.

Art. 6. — Les autorisations d'approche et de prises de vues et de son sont consenties du 1er août 2024 au 11 novembre 2024.

Art. 7. — La société SARL Scubatek Tahiti s'engage à tenir une base de données dans laquelle sont saisies, au fur et à mesure, toutes les opérations d'observation de spécimens, conformément à l'article A. 2213-1-6 III du code de l'environnement. Ces données peuvent être remplies soit dans un modèle de registre disponible auprès de la direction de l'environnement soit en ligne sur le site de l'observatoire du pays <https://polynesie.magis.nc/observations/>.

Art. 8. — Les agents de la direction de l'environnement sont habilités à contrôler ce registre et à constater toute infraction relative à la réglementation sur la protection des mammifères marins.

Art. 9. — La société SARL Scubatek Tahiti s'engage à fournir à la direction de l'environnement tous les éléments techniques acquis sur le terrain et pouvant permettre de répertorier et identifier les baleines ou autres mammifères marins de Polynésie française.

Art. 10. — La société SARL Scubatek Tahiti s'engage à respecter les prescriptions et obligations du présent arrêté sous peine de retrait de l'autorisation accordée.

Art. 11. — La société SARL Scubatek Tahiti s'engage à informer la direction de l'environnement de toutes modifications des conditions d'exécution de l'activité.

Art. 12. — L'éventuel renouvellement de la présente autorisation sera subordonné au respect des règles d'approche, à la remise des données saisies soit dans le registre, soit dans l'observatoire du pays, ainsi qu'à la remise du fanion de la direction de l'environnement de la saison précédente avant le 30 janvier de l'année suivante.

Art. 13. — Le directeur de l'environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 juillet 2024.

*Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation, le directeur de l'environnement*

Alexandre VERHOEST

**Arrêté n° 5908 MPR/DIREN du 8 juillet 2024 autorisant la société SARL Moss Fluid à exercer des activités d'approche et de prises de vues et de son des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Tahiti nui avec les navires de numéro d'immatriculation PY 40115PL (Ze Blue) et PY 15633 (Zebullon) du 1er août 2024 au 11 novembre 2024**

NOR : ENV24508067AM

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu la délibération n° 2003-35 APF du 27 février 2003 portant création de la direction de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 242 CM du 16 février 2012 modifié portant organisation de la direction de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 5146 MPR du 7 juin 2024 portant délégation de signature à M. Alexandre VERHOEST, directeur de l'environnement ;

Vu la demande de Mme Dorothée NEISEN en date du 13 mai 2024 ;

Vu le titre de conduite de Xavier GIL, Patrick GAUVIN, Maylise ESQUEVIN, Tamaheiarri CERAN JERUSALEMY ou Antoine LEFEVRE ;

Vu la carte professionnelle de Lou GOUIN, Alexandre POPADINEC, Elie PHILEAS, Enzo MAZZA, Benjamin SERY, Maylise ESQUEVIN, Mathys KRYSZTOFORSKI, David CLAEYSEN, Romain GOCERA, Pierre NOVELLA ou Adriane HENRY,

Arrête :

Article 1er. — La société SARL Moss Fluid est autorisée à exercer une activité d'approche des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Tahiti Nui avec les navires de numéro d'immatriculation PY 40115PL (Ze Blue) et PY 15633 (Zebullon) en application des dispositions des articles A. 2213-1-4 à A. 2213-1-8 du code de l'environnement.

Art. 2. — La société SARL Moss Fluid est autorisée à exercer une activité de prises de vues et de son des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Tahiti Nui avec les navires de numéro d'immatriculation PY 40115PL (Ze Blue) et PY 15633 (Zebullon) en application des dispositions de l'article A. 2213-1-5 du code de l'environnement hormis dans les espaces protégés dudit code.

Art. 3. — La société SARL Moss Fluid exercera l'activité de prises de vues et de son en apnée pour la promotion de son entreprise sans déroger aux règles d'approche.

Art. 4. — La présente autorisation est liée à la validité des permis de navigation des navires de numéro d'immatriculation PY 40115PL (Ze Blue) et PY 15633 (Zebullon) et au respect des règles d'approche édictées par le code de l'environnement.

Art. 5. — La présente autorisation est liée à la validité de la carte professionnelle des encadrants aquatiques et des recyclages obligatoires leur permettant de conserver leur aptitude à exercer.

Art. 6. — Les 2 navires ne peuvent pas être utilisés simultanément sur la même zone d'observation (300 m).

Art. 7. — Les autorisations d'approche et de prises de vues et de son sont consenties du 1er août 2024 au 11 novembre 2024.

Art. 8. — La société SARL Moss Fluid s'engage à tenir une base de données dans laquelle sont saisies, au fur et à mesure, toutes les opérations d'observation de spécimens, conformément à l'article A. 2213-1-6 III du code de l'environnement. Ces données peuvent être remplies soit dans un modèle de registre disponible auprès de la direction de l'environnement soit en ligne sur le site de l'Observatoire du pays <https://polynesie.magis.nc/observations/>.

Art. 9. — Les agents de la direction de l'environnement sont habilités à contrôler ce registre et à constater toute infraction relative à la réglementation sur la protection des mammifères marins.

Art. 10. — La société SARL Moss Fluid s'engage à fournir à la direction de l'environnement tous les éléments techniques acquis sur le terrain et pouvant permettre de répertorier et identifier les baleines ou autres mammifères marins de Polynésie française.

Art. 11. — La société SARL Moss Fluid s'engage à respecter les prescriptions et obligations du présent arrêté sous peine de retrait de l'autorisation accordée.

Art. 12. — La société SARL Moss Fluid s'engage à informer la direction de l'environnement de toutes modifications des conditions d'exécution de l'activité.

Art. 13. — L'éventuel renouvellement de la présente autorisation sera subordonné au respect des règles d'approche, à la remise des données saisies soit dans le registre, soit dans l'Observatoire du pays, ainsi qu'à la remise du fanion de la direction de l'environnement de la saison précédente avant le 30 janvier de l'année suivante.

Art. 14. — Le directeur de l'environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 juillet 2024.

*Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation, le directeur de l'environnement*

Alexandre VERHOEST

**Arrêté n° 5909 MPR/DIREN du 8 juillet 2024 autorisant la société SARL Moorea Ocean Adventures à exercer des activités d'approche et de prises de vues et de son des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Mo'orea avec les navires de numéro d'immatriculation PY 15735 (Searando Victory) et PY 18173 (Skyrando Victory) du 1er août 2024 au 11 novembre 2024**

NOR : ENV24508066AM

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu la délibération n° 2003-35 APF du 27 février 2003 portant création de la direction de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 242 CM du 16 février 2012 modifié portant organisation de la direction de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 5146 MPR du 7 juin 2024 portant délégation de signature à M. Alexandre VERHOEST, directeur de l'environnement ;

Vu la demande de M. Matthieu PETIT en date du 17 mai 2024 ;

Vu le titre de conduite de Toerau TEIHOTU, Trevor ORTH, Onyx LE BIHAN ou Tuhiki ATUAHIVA ;

Vu la carte professionnelle de Matthieu PETIT, Trevor ORTH, Vincent LABRUNE ou Nina PROFFIT,

Arrête :

Article 1er. — La société SARL Moorea Ocean Adventures est autorisée à exercer une activité d'approche des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Mo'orea avec les navires de numéro d'immatriculation PY 15735 (Searando Victory) et PY 18173 (Skyrando Victory) en application des dispositions des articles A. 2213-1-4 à A. 2213-1-8 du code de l'environnement.

Art. 2. — La société SARL Moorea Ocean Adventures est autorisée à exercer une activité de prises de vues et de son des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Mo'orea avec les navires de numéro d'immatriculation PY 15735 (Searando Victory) et PY 18173 (Skyrando Victory) en application des dispositions de l'article A. 2213-1-5 du code de l'environnement hormis dans les espaces protégés dudit code.

Art. 3. — La société SARL Moorea Ocean Adventures exercera l'activité de prises de vues et de son en apnée pour la promotion de son entreprise sans déroger aux règles d'approche.

Art. 4. — La présente autorisation est liée à la validité des permis de navigation des navires de numéro d'immatriculation PY 15735 (Searando Victory) et PY 18173 (Skyrando Victory) et au respect des règles d'approche édictées par le code de l'environnement.

Art. 5. — La présente autorisation est liée à la validité de la carte professionnelle des encadrants aquatiques et des recyclages obligatoires leur permettant de conserver leur aptitude à exercer.

Art. 6. — Les 2 navires ne peuvent pas être utilisés simultanément sur la même zone d'observation (300 m).

Art. 7. — Les autorisations d'approche et de prises de vues et de son sont consenties du 1er août 2024 au 11 novembre 2024.

Art. 8. — La société SARL Moorea Ocean Adventures s'engage à tenir une base de données dans laquelle sont saisies, au fur et à mesure, toutes les opérations d'observation de spécimens, conformément à l'article A. 2213-1-6 III du code de l'environnement. Ces données peuvent être remplies soit dans un modèle de registre disponible auprès de la direction de l'environnement soit en ligne sur le site de l'observatoire du pays <https://polynesie.magis.nc/observations/>.

Art. 9. — Les agents de la direction de l'environnement sont habilités à contrôler ce registre et à constater toute infraction relative à la réglementation sur la protection des mammifères marins.

Art. 10. — La société SARL Moorea Ocean Adventures s'engage à fournir à la direction de l'environnement tous les éléments techniques acquis sur le terrain et pouvant permettre de répertorier et identifier les baleines ou autres mammifères marins de Polynésie française.

Art. 11. — La société SARL Moorea Ocean Adventures s'engage à respecter les prescriptions et obligations du présent arrêté sous peine de retrait de l'autorisation accordée.

Art. 12. — La société SARL Moorea Ocean Adventures s'engage à informer la direction de l'environnement de toutes modifications des conditions d'exécution de l'activité.

Art. 13. — L'éventuel renouvellement de la présente autorisation sera subordonné au respect des règles d'approche, à la remise des données saisies soit dans le registre, soit dans l'observatoire du pays, ainsi qu'à la remise du fanion de la direction de l'environnement de la saison précédente avant le 30 janvier de l'année suivante.

Art. 14. — Le directeur de l'environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 juillet 2024.

*Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation, le directeur de l'environnement,*  
Alexandre VERHOEST



**Arrêté n° 5910 MPR/DIREN du 8 juillet 2024 autorisant la société SARL Moorea Nui Excursions à exercer des activités d'approche et de prises de vues et de son des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Mo'orea avec le navire de numéro d'immatriculation PY 40461PL (Averoarii) du 1er août 2024 au 11 novembre 2024**

NOR : ENV24508065AM

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu la délibération n° 2003-35 APF du 27 février 2003 portant création de la direction de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 242 CM du 16 février 2012 modifié portant organisation de la direction de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 5146 MPR du 7 juin 2024 portant délégation de signature à M. Alexandre VERHOEST, directeur de l'environnement ;

Vu la demande de M. Anthony Veroarii DOUCET en date du 18 mai 2024 ;

Vu le titre de conduite de Anthony DOUCET, Averii GATIEN, Rahui RENVOYÉ, Andrew ANAHOA, Keanu ROBERT, Robert THUILLIER, Raimana LAUGHLIN, Savana TEPEA ou Tevaite ONNO ;

Vu la carte professionnelle de Anthony DOUCET, Averii GATIEN, Rahui RENVOYÉ, Andrew ANAHOA, Keanu ROBERT, Raimana LAUGHLIN, Brandon LI KAOU ou Tevaite ONNO,

**Arrête :**

Article 1er. — La société SARL Moorea Nui Excursions est autorisée à exercer une activité d'approche des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Mo'orea avec le navire de numéro d'immatriculation PY 40461PL (Averoarii) en application des dispositions des articles A. 2213-1-4 à A. 2213-1-8 du code de l'environnement.

Art. 2. — La société SARL Moorea Nui Excursions est autorisée à exercer une activité de prises de vues et de son des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Mo'orea avec le navire de numéro d'immatriculation PY 40461PL (Averoarii) en application des dispositions de l'article A. 2213-1-5 du code de l'environnement hormis dans les espaces protégés dudit code.

Art. 3. — La société SARL Moorea Nui Excursions exercera l'activité de prises de vues et de son en apnée pour la promotion de son entreprise sans déroger aux règles d'approche.

Art. 4. — La présente autorisation est liée à la validité du permis de navigation du navire de numéro d'immatriculation PY 40461PL (Averoarii) et au respect des règles d'approche édictées par le code de l'environnement.

Art. 5. — La présente autorisation est liée à la validité de la carte professionnelle des encadrants aquatiques et des recyclages obligatoires leur permettant de conserver leur aptitude à exercer.

Art. 6. — Les autorisations d'approche et de prises de vues et de son sont consenties du 1er août 2024 au 11 novembre 2024.

Art. 7. — La société SARL Moorea Nui Excursions s'engage à tenir une base de données dans laquelle sont saisies, au fur et à mesure, toutes les opérations d'observation de spécimens, conformément à l'article A. 2213-1-6 III du code de l'environnement. Ces données peuvent être remplies soit dans un modèle de registre disponible auprès de la direction de l'environnement soit en ligne sur le site de l'observatoire du pays <https://polynesie.magis.nc/observations/>.

Art. 8. — Les agents de la direction de l'environnement sont habilités à contrôler ce registre et à constater toute infraction relative à la réglementation sur la protection des mammifères marins.

Art. 9. — La société SARL Moorea Nui Excursions s'engage à fournir à la direction de l'environnement tous les éléments techniques acquis sur le terrain et pouvant permettre de répertorier et identifier les baleines ou autres mammifères marins de Polynésie française.

Art. 10. — La société SARL Moorea Nui Excursions s'engage à respecter les prescriptions et obligations du présent arrêté sous peine de retrait de l'autorisation accordée.

Art. 11. — La société SARL Moorea Nui Excursions s'engage à informer la direction de l'environnement de toutes modifications des conditions d'exécution de l'activité.

Art. 12. — L'éventuel renouvellement de la présente autorisation sera subordonné au respect des règles d'approche, à la remise des données saisies soit dans le registre, soit dans l'observatoire du pays, ainsi qu'à la remise du fanion de la direction de l'environnement de la saison précédente avant le 30 janvier de l'année suivante.

Art. 13. — Le directeur de l'environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 juillet 2024.

*Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation, le directeur de l'environnement,*  
Alexandre VERHOEST

**Arrêté n° 5911 MPR/DIREN du 8 juillet 2024 autorisant la société SARL Hémisphère Sub à exercer des activités d'approche et de prises de vues et de son des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Raiatea/Tahaa avec le navire de numéro d'immatriculation PY 19580 (Aho Aho) du 1er août 2024 au 11 novembre 2024**

NOR : ENV24508064AM

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu la délibération n° 2003-35 APF du 27 février 2003 portant création de la direction de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 242 CM du 16 février 2012 modifié portant organisation de la direction de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 5146 MPR du 7 juin 2024 portant délégation de signature à M. Alexandre VERHOEST, directeur de l'environnement ;

Vu la demande de M. Farid SEDIRA en date du 28 mai 2024 ;

Vu le titre de conduite de Nicolas MOTTAZ ou Benoit BABINGER ;

Vu la carte professionnelle de Farid SEDIRA ou Julien DURIE,

Arrête :

Article 1er. — La société SARL Hémisphère Sub est autorisée à exercer une activité d'approche des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Raiatea/Tahaa avec le navire de numéro d'immatriculation PY 19580 (Aho Aho) en application des dispositions des articles A. 2213-1-4 à A. 2213-1-8 du code de l'environnement.

Art. 2. — La société SARL Hémisphère Sub est autorisée à exercer une activité de prises de vues et de son des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Raiatea/Tahaa avec le navire de numéro d'immatriculation PY 19580 (Aho Aho) en application des dispositions de l'article A. 2213-1-5 du code de l'environnement hormis dans les espaces protégés dudit code.

Art. 3. — La société SARL Hémisphère Sub exercera l'activité de prises de vues et de son en apnée pour la promotion de son entreprise sans déroger aux règles d'approche.

Art. 4. — La présente autorisation est liée à la validité du permis de navigation du navire de numéro d'immatriculation PY 19580 (Aho Aho) et au respect des règles d'approche édictées par le code de l'environnement.

Art. 5. — La présente autorisation est liée à la validité de la carte professionnelle des encadrants aquatiques et des recyclages obligatoires leur permettant de conserver leur aptitude à exercer.

Art. 6. — Les autorisations d'approche et de prises de vues et de son sont consenties du 1er août 2024 au 11 novembre 2024.

Art. 7. — La société SARL Hémisphère Sub s'engage à tenir une base de données dans laquelle sont saisies, au fur et à mesure, toutes les opérations d'observation de spécimens, conformément à l'article A. 2213-1-6 III du code de l'environnement. Ces données peuvent être remplies soit dans un modèle de registre disponible auprès de la direction de l'environnement soit en ligne sur le site de l'observatoire du pays <https://polynesie.magis.nc/observations/>.

Art. 8. — Les agents de la direction de l'environnement sont habilités à contrôler ce registre et à constater toute infraction relative à la réglementation sur la protection des mammifères marins.

Art. 9. — La société SARL Hémisphère Sub s'engage à fournir à la direction de l'environnement tous les éléments techniques acquis sur le terrain et pouvant permettre de répertorier et identifier les baleines ou autres mammifères marins de Polynésie française.

Art. 10. — La société SARL Hémisphère Sub s'engage à respecter les prescriptions et obligations du présent arrêté sous peine de retrait de l'autorisation accordée.

Art. 11. — La société SARL Hémisphère Sub s'engage à informer la direction de l'environnement de toutes modifications des conditions d'exécution de l'activité.

Art. 12. — L'éventuel renouvellement de la présente autorisation sera subordonné au respect des règles d'approche, à la remise des données saisies soit dans le registre, soit dans l'observatoire du pays, ainsi qu'à la remise du fanion de la direction de l'environnement de la saison précédente avant le 30 janvier de l'année suivante.

Art. 13. — Le directeur de l'environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 juillet 2024.

*Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation, le directeur de l'environnement,*  
Alexandre VERHOEST

**Arrêté n° 5912 MPR/DIREN du 8 juillet 2024 autorisant M. Sébastien BOULAY à exercer une activité d'approche des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Tahiti Nui avec le navire de numéro d'immatriculation PY 10019 (Olphi Nui) du 1er août 2024 au 11 novembre 2024**

NOR : ENV24508062AM

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu la délibération n° 2003-35 APF du 27 février 2003 portant création de la direction de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 242 CM du 16 février 2012 modifié portant organisation de la direction de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 5146 MPR du 7 juin 2024 portant délégation de signature à M. Alexandre VERHOEST, directeur de l'environnement ;

Vu la demande de M. Sébastien BOULAY en date du 30 mai 2024 ;

Vu le titre de conduite de Sébastien BOULAY ;

Vu la carte professionnelle de Lou GOUIN,

Arrête :

Article 1er. — M. Sébastien BOULAY est autorisé à exercer une activité d'approche des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Tahiti nui avec le navire de numéro d'immatriculation PY 10019 (Olphi Nui) en application des dispositions des articles A. 2213-1-4 à A. 2213-1-8 du code de l'environnement.

Art. 2. — La présente autorisation est liée à la validité du permis de navigation du navire de numéro d'immatriculation PY 10019 (Olphi Nui) et au respect des règles d'approche édictées par le code de l'environnement.

Art. 3. — La présente autorisation est liée à la validité de la carte professionnelle des encadrants aquatiques et des recyclages obligatoires leur permettant de conserver leur aptitude à exercer.

Art. 4. — L'autorisation d'approche est consentie du 1er août 2024 au 11 novembre 2024.

Art. 5. — M. Sébastien BOULAY s'engage à tenir une base de données dans laquelle sont saisies, au fur et à mesure, toutes les opérations d'observation de spécimens, conformément à l'article A. 2213-1-6 III du code de l'environnement. Ces données peuvent être remplies soit dans un modèle de registre disponible auprès de la direction de l'environnement soit en ligne sur le site de l'observatoire du pays <https://polynesie.magis.nc/observations/>.

Art. 6. — Les agents de la direction de l'environnement sont habilités à contrôler ce registre et à constater toute infraction relative à la réglementation sur la protection des mammifères marins.

Art. 7. — M. Sébastien BOULAY s'engage à fournir à la direction de l'environnement tous les éléments techniques acquis sur le terrain et pouvant permettre de répertorier et identifier les baleines ou autres mammifères marins de Polynésie française.

Art. 8. — M. Sébastien BOULAY s'engage à respecter les prescriptions et obligations du présent arrêté sous peine de retrait de l'autorisation accordée.

Art. 9. — M. Sébastien BOULAY s'engage à informer la direction de l'environnement de toutes modifications des conditions d'exécution de l'activité.

Art. 10. — L'éventuel renouvellement de la présente autorisation sera subordonné au respect des règles d'approche, à la remise des données saisies soit dans le registre, soit dans l'observatoire du pays, ainsi qu'à la remise du fanion de la direction de l'environnement de la saison précédente avant le 30 janvier de l'année suivante.

Art. 11. — Le directeur de l'environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 juillet 2024.

*Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation, le directeur de l'environnement*

Alexandre VERHOEST

**Arrêté n° 5913 MPR/DIREN du 8 juillet 2024 autorisant la société EURL Lagoon Games Polynesia à exercer des activités d'approche et de prises de vues et de son des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Mo'orea avec le navire de numéro d'immatriculation PY 11698 (Tere Ura) du 1er août 2024 au 11 novembre 2024**

NOR : ENV24508063AM

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu la délibération n° 2003-35 APF du 27 février 2003 portant création de la direction de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 242 CM du 16 février 2012 modifié portant organisation de la direction de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 5146 MPR du 7 juin 2024 portant délégation de signature à M. Alexandre VERHOEST, directeur de l'environnement ;

Vu la demande de M. Teva MURAT HILSON en date du 29 mai 2024 ;

Vu le titre de conduite de Thibault GENEVOIS ;

Vu la carte professionnelle de Lucas LÉVÊQUE,

Arrête :

Article 1er. — La société EURL Lagoon Games Polynesia est autorisée à exercer une activité d'approche des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Mo'orea avec le navire de numéro d'immatriculation PY 11698 (Tere Ura) en application des dispositions des articles A. 2213-1-4 à A. 2213-1-8 du code de l'environnement.

Art. 2. — La société EURL Lagoon Games Polynesia est autorisée à exercer une activité de prises de vues et de son des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Mo'orea avec le navire de numéro d'immatriculation PY 11698 (Tere Ura) en application des dispositions de l'article A. 2213-1-5 du code de l'environnement hormis dans les espaces protégés dudit code.

Art. 3. — La société EURL Lagoon Games Polynesia exercera l'activité de prises de vues et de son en apnée pour la promotion de son entreprise sans déroger aux règles d'approche.

Art. 4. — La présente autorisation est liée à la validité du permis de navigation du navire de numéro d'immatriculation PY 11698 (Tere Ura) et au respect des règles d'approche édictées par le code de l'environnement.

Art. 5. — La présente autorisation est liée à la validité de la carte professionnelle des encadrants aquatiques et des recyclages obligatoires leur permettant de conserver leur aptitude à exercer.

Art. 6. — Les autorisations d'approche et de prises de vues et de son sont consenties du 1er août 2024 au 11 novembre 2024.

Art. 7. — La société EURL Lagoon Games Polynesia s'engage à tenir une base de données dans laquelle sont saisies, au fur et à mesure, toutes les opérations d'observation de spécimens, conformément à l'article A. 2213-1-6 III du code de l'environnement. Ces données peuvent être remplies soit dans un modèle de registre disponible auprès de la direction de l'environnement soit en ligne sur le site de l'observatoire du pays <https://polynesie.magis.nc/observations/>.

Art. 8. — Les agents de la direction de l'environnement sont habilités à contrôler ce registre et à constater toute infraction relative à la réglementation sur la protection des mammifères marins.

Art. 9. — La société EURL Lagoon Games Polynesia s'engage à fournir à la direction de l'environnement tous les éléments techniques acquis sur le terrain et pouvant permettre de répertorier et identifier les baleines ou autres mammifères marins de Polynésie française.

Art. 10. — La société EURL Lagoon Games Polynesia s'engage à respecter les prescriptions et obligations du présent arrêté sous peine de retrait de l'autorisation accordée.

Art. 11. — La société EURL Lagoon Games Polynesia s'engage à informer la direction de l'environnement de toutes modifications des conditions d'exécution de l'activité.

Art. 12. — L'éventuel renouvellement de la présente autorisation sera subordonné au respect des règles d'approche, à la remise des données saisies soit dans le registre, soit dans l'observatoire du pays, ainsi qu'à la remise du fanion de la direction de l'environnement de la saison précédente avant le 30 janvier de l'année suivante.

Art. 13. — Le directeur de l'environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 juillet 2024.

*Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation, le directeur de l'environnement*

Alexandre VERHOEST



**Arrêté n° 5914 MPR/DIREN du 8 juillet 2024 autorisant M. Maire TEMAUU à exercer des activités d'approche et de prises de vues et de son des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Mo'orea avec le navire de numéro d'immatriculation PY 16033 (Manu) du 1er août 2024 au 11 novembre 2024**

NOR : ENV24508061AM

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu la délibération n° 2003-35 APF du 27 février 2003 portant création de la direction de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 242 CM du 16 février 2012 modifié portant organisation de la direction de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 5146 MPR du 7 juin 2024 portant délégation de signature à M. Alexandre VERHOEST, directeur de l'environnement ;

Vu la demande de M. Maire TEMAUU en date du 31 mai 2024 ;

Vu le titre de conduite de Maire TEMAUU ;

Vu la carte professionnelle de Moanarua TEMAUU,

**Arrête :**

Article 1er. — M. Maire TEMAUU est autorisé à exercer une activité d'approche des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Mo'orea avec le navire de numéro d'immatriculation PY 16033 (Manu) en application des dispositions des articles A. 2213-1-4 à A. 2213-1-8 du code de l'environnement.

Art. 2. — M. Maire TEMAUU est autorisé à exercer une activité de prises de vues et de son des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Mo'orea avec le navire de numéro d'immatriculation PY 16033 (Manu) en application des dispositions de l'article A. 2213-1-5 du code de l'environnement hormis dans les espaces protégés dudit code.

Art. 3. — M. Maire TEMAUU exercera l'activité de prises de vues et de son en apnée pour la promotion de son entreprise sans déroger aux règles d'approche.

Art. 4. — La présente autorisation est liée à la validité du permis de navigation du navire de numéro d'immatriculation PY 16033 (Manu) et au respect des règles d'approche édictées par le code de l'environnement.

Art. 5. — La présente autorisation est liée à la validité de la carte professionnelle des encadrants aquatiques et des recyclages obligatoires leur permettant de conserver leur aptitude à exercer.

Art. 6. — Les autorisations d'approche et de prises de vues et de son sont consenties du 1er août 2024 au 11 novembre 2024.

Art. 7. — M. Maire TEMAUU s'engage à tenir une base de données dans laquelle sont saisies, au fur et à mesure, toutes les opérations d'observation de spécimens, conformément à l'article A. 2213-1-6 III du code de l'environnement. Ces données peuvent être remplies soit dans un modèle de registre disponible auprès de la direction de l'environnement soit en ligne sur le site de l'observatoire du pays <https://polynesie.magis.nc/observations/>.

Art. 8. — Les agents de la direction de l'environnement sont habilités à contrôler ce registre et à constater toute infraction relative à la réglementation sur la protection des mammifères marins.

Art. 9. — M. Maire TEMAUU s'engage à fournir à la direction de l'environnement tous les éléments techniques acquis sur le terrain et pouvant permettre de répertorier et identifier les baleines ou autres mammifères marins de Polynésie française.

Art. 10. — M. Maire TEMAUU s'engage à respecter les prescriptions et obligations du présent arrêté sous peine de retrait de l'autorisation accordée.

Art. 11. — M. Maire TEMAUU s'engage à informer la direction de l'environnement de toutes modifications des conditions d'exécution de l'activité.

Art. 12. — L'éventuel renouvellement de la présente autorisation sera subordonné au respect des règles d'approche, à la remise des données saisies soit dans le registre, soit dans l'observatoire du pays, ainsi qu'à la remise du fanion de la direction de l'environnement de la saison précédente avant le 30 janvier de l'année suivante.

Art. 13. — Le directeur de l'environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 juillet 2024.

*Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation, le directeur de l'environnement,*  
Alexandre VERHOEST

**Arrêté n° 5915 MPR/DIREN du 8 juillet 2024 autorisant M. Antoine MACRI à exercer des activités d'approche et de prises de vues et de son des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Tubuai avec le navire de numéro d'immatriculation PY 18444 (Sewen) du 1er août 2024 au 11 novembre 2024**

NOR : ENV24508060AM

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu la délibération n° 2003-35 APF du 27 février 2003 portant création de la direction de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 242 CM du 16 février 2012 modifié portant organisation de la direction de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 5146 MPR du 7 juin 2024 portant délégation de signature à M. Alexandre VERHOEST, directeur de l'environnement ;

Vu la demande de M. Antoine MACRI en date du 1er juin 2024 ;

Vu le titre de conduite de Laris AKA ;

Vu la carte professionnelle de Thibault AUTHIAT,

**Arrête :**

Article 1er. — M. Antoine MACRI est autorisé à exercer une activité d'approche des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Tubuai avec le navire de numéro d'immatriculation PY 18444 (Sewen) en application des dispositions des articles A. 2213-1-4 à A. 2213-1-8 du code de l'environnement.

Art. 2. — M. Antoine MACRI est autorisé à exercer une activité de prises de vues et de son des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Tubuai avec le navire de numéro d'immatriculation PY 18444 (Sewen) en application des dispositions de l'article A. 2213-1-5 du code de l'environnement hormis dans les espaces protégés dudit code.

Art. 3. — M. Antoine MACRI exercera l'activité de prises de vues et de son en apnée pour la promotion de son entreprise sans déroger aux règles d'approche.

Art. 4. — La présente autorisation est liée à la validité du permis de navigation du navire de numéro d'immatriculation PY 18444 (Sewen) et au respect des règles d'approche édictées par le code de l'environnement.

Art. 5. — La présente autorisation est liée à la validité de la carte professionnelle des encadrants aquatiques et des recyclages obligatoires leur permettant de conserver leur aptitude à exercer.

Art. 6. — Les autorisations d'approche et de prises de vues et de son sont consenties du 1er août 2024 au 11 novembre 2024.

Art. 7. — M. Antoine MACRI s'engage à tenir une base de données dans laquelle sont saisies, au fur et à mesure, toutes les opérations d'observation de spécimens, conformément à l'article A. 2213-1-6 III du code de l'environnement. Ces données peuvent être remplies soit dans un modèle de registre disponible auprès de la direction de l'environnement soit en ligne sur le site de l'observatoire du pays <https://polynesie.magis.nc/observations/>.

Art. 8. — Les agents de la direction de l'environnement sont habilités à contrôler ce registre et à constater toute infraction relative à la réglementation sur la protection des mammifères marins.

Art. 9. — M. Antoine MACRI s'engage à fournir à la direction de l'environnement tous les éléments techniques acquis sur le terrain et pouvant permettre de répertorier et identifier les baleines ou autres mammifères marins de Polynésie française.

Art. 10. — M. Antoine MACRI s'engage à respecter les prescriptions et obligations du présent arrêté sous peine de retrait de l'autorisation accordée.

Art. 11. — M. Antoine MACRI s'engage à informer la direction de l'environnement de toutes modifications des conditions d'exécution de l'activité.

Art. 12. — L'éventuel renouvellement de la présente autorisation sera subordonné au respect des règles d'approche, à la remise des données saisies soit dans le registre, soit dans l'observatoire du pays, ainsi qu'à la remise du fanion de la direction de l'environnement de la saison précédente avant le 30 janvier de l'année suivante.

Art. 13. — Le directeur de l'environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 juillet 2024.

*Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation, le directeur de l'environnement*

Alexandre VERHOEST

**Arrêté n° 5916 MPR/DIREN du 8 juillet 2024 autorisant M. William TCHENG à exercer des activités d'approche et de prises de vues et de son des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Tahiti Nui avec le navire de numéro d'immatriculation PY 18664 (Hanariki) du 1er août 2024 au 11 novembre 2024**

NOR : ENV24508059AM

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu la délibération n° 2003-35 APF du 27 février 2003 portant création de la direction de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 242 CM du 16 février 2012 modifié portant organisation de la direction de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 5146 MPR du 7 juin 2024 portant délégation de signature à M. Alexandre VERHOEST, directeur de l'environnement ;

Vu la demande de Mme Tepoe SUCHAS en date du 1er juin 2024 ;

Vu le titre de conduite de Christophe ARRIZABALAGA, Abel TEORE ou Tevai TAPU ;

Vu la carte professionnelle de Christophe ARRIZABALAGA ou Tevai TAPU,

Arrête :

Article 1er. — M. William TCHENG est autorisé à exercer une activité d'approche des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Tahiti Nui avec le navire de numéro d'immatriculation PY 18664 (Hanariki) en application des dispositions des articles A. 2213-1-4 à A. 2213-1-8 du code de l'environnement.

Art. 2. — M. William TCHENG est autorisé à exercer une activité de prises de vues et de son des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Tahiti Nui avec le navire de numéro d'immatriculation PY 18664 (Hanariki) en application des dispositions de l'article A. 2213-1-5 du code de l'environnement hormis dans les espaces protégés dudit code.

Art. 3. — M. William TCHENG exercera l'activité de prises de vues et de son en apnée pour la promotion de son entreprise sans déroger aux règles d'approche.

Art. 4. — La présente autorisation est liée à la validité du permis de navigation du navire de numéro d'immatriculation PY 18664 (Hanariki) et au respect des règles d'approche édictées par le code de l'environnement.

Art. 5. — La présente autorisation est liée à la validité de la carte professionnelle des encadrants aquatiques et des recyclages obligatoires leur permettant de conserver leur aptitude à exercer.

Art. 6. — Les autorisations d'approche et de prises de vues et de son sont consenties du 1er août 2024 au 11 novembre 2024.

Art. 7. — M. William TCHENG s'engage à tenir une base de données dans laquelle sont saisies, au fur et à mesure, toutes les opérations d'observation de spécimens, conformément à l'article A. 2213-1-6 III du code de l'environnement. Ces données peuvent être remplies soit dans un modèle de registre disponible auprès de la direction de l'environnement soit en ligne sur le site de l'observatoire du pays <https://polynesie.magis.nc/observations/>.

Art. 8. — Les agents de la direction de l'environnement sont habilités à contrôler ce registre et à constater toute infraction relative à la réglementation sur la protection des mammifères marins.

Art. 9. — M. William TCHENG s'engage à fournir à la direction de l'environnement tous les éléments techniques acquis sur le terrain et pouvant permettre de répertorier et identifier les baleines ou autres mammifères marins de Polynésie française.

Art. 10. — M. William TCHENG s'engage à respecter les prescriptions et obligations du présent arrêté sous peine de retrait de l'autorisation accordée.

Art. 11. — M. William TCHENG s'engage à informer la direction de l'environnement de toutes modifications des conditions d'exécution de l'activité.

Art. 12. — L'éventuel renouvellement de la présente autorisation sera subordonné au respect des règles d'approche, à la remise des données saisies soit dans le registre, soit dans l'observatoire du pays, ainsi qu'à la remise du fanion de la direction de l'environnement de la saison précédente avant le 30 janvier de l'année suivante.

Art. 13. — Le directeur de l'environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 juillet 2024.

*Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation, le directeur de l'environnement*

Alexandre VERHOEST

**Arrêté n° 5917 MPR/DIREN du 8 juillet 2024 autorisant la société EURL Tahiti Private Expeditions à exercer des activités d'approche et de prises de vues et de son des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Mo'orea avec les navires de numéro d'immatriculation PY 19216 (Banana Nui) et PY 17206 (Coconut Nui) du 1er août 2024 au 11 novembre 2024**

NOR : ENV24508068AM

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu la délibération n° 2003-35 APF du 27 février 2003 portant création de la direction de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 242 CM du 16 février 2012 modifié portant organisation de la direction de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 5146 MPR du 7 juin 2024 portant délégation de signature à M. Alexandre VERHOEST, directeur de l'environnement ;

Vu la demande de M. Rodolphe HOLLER en date du 10 mai 2024 ;

Vu le titre de conduite de Rodolphe HOLLER, Emilien CESARANO ou Fanny BERNARD ;

Vu la carte professionnelle de Rodolphe HOLLER, Emilien CESARANO, Fanny HOCHARD CESARANO ou Fanny BERNARD,

Arrête :

Article 1er. — La société EURL Tahiti Private Expeditions est autorisée à exercer une activité d'approche des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Mo'orea avec les navires de numéro d'immatriculation PY 19216 (Banana Nui) et PY 17206 (Coconut Nui) en application des dispositions des articles A. 2213-1-4 à A. 2213-1-8 du code de l'environnement.

Art. 2. — La société EURL Tahiti Private Expeditions est autorisée à exercer une activité de prises de vues et de son des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Mo'orea avec les navires de numéro d'immatriculation PY 19216 (Banana Nui) et PY 17206 (Coconut Nui) en application des dispositions de l'article A. 2213-1-5 du code de l'environnement hormis dans les espaces protégés dudit code.

Art. 3. — La société EURL Tahiti Private Expeditions exercera l'activité de prises de vues et de son en apnée pour la promotion de son entreprise sans déroger aux règles d'approche.

Art. 4. — La présente autorisation est liée à la validité des permis de navigation des navires de numéro d'immatriculation PY 19216 (Banana Nui) et PY 17206 (Coconut Nui) et au respect des règles d'approche édictées par le code de l'environnement.

Art. 5. — La présente autorisation est liée à la validité de la carte professionnelle des encadrants aquatiques et des recyclages obligatoires leur permettant de conserver leur aptitude à exercer.

Art. 6. — Les 2 navires ne peuvent pas être utilisés simultanément sur la même zone d'observation (300 m).

Art. 7. — Les autorisations d'approche et de prises de vues et de son sont consenties du 1er août 2024 au 11 novembre 2024.

Art. 8. — La société EURL Tahiti Private Expeditions s'engage à tenir une base de données dans laquelle sont saisies, au fur et à mesure, toutes les opérations d'observation de spécimens, conformément à l'article A. 2213-1-6 III du code de l'environnement. Ces données peuvent être remplies soit dans un modèle de registre disponible auprès de la direction de l'environnement soit en ligne sur le site de l'observatoire du pays <https://polynesie.magis.nc/observations/>.

Art. 9. — Les agents de la direction de l'environnement sont habilités à contrôler ce registre et à constater toute infraction relative à la réglementation sur la protection des mammifères marins.

Art. 10. — La société EURL Tahiti Private Expeditions s'engage à fournir à la direction de l'environnement tous les éléments techniques acquis sur le terrain et pouvant permettre de répertorier et identifier les baleines ou autres mammifères marins de Polynésie française.

Art. 11. — La société EURL Tahiti Private Expeditions s'engage à respecter les prescriptions et obligations du présent arrêté sous peine de retrait de l'autorisation accordée.

Art. 12. — La société EURL Tahiti Private Expeditions s'engage à informer la direction de l'environnement de toutes modifications des conditions d'exécution de l'activité.

Art. 13. — L'éventuel renouvellement de la présente autorisation sera subordonné au respect des règles d'approche, à la remise des données saisies soit dans le registre, soit dans l'observatoire du pays, ainsi qu'à la remise du fanion de la direction de l'environnement de la saison précédente avant le 30 janvier de l'année suivante.

Art. 14. — Le directeur de l'environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 juillet 2024.

*Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation, le directeur de l'environnement,*  
Alexandre VERHOEST



**MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR****Arrêté n° 5732 MEE du 2 juillet 2024 portant approbation de la décision budgétaire modificative n° 3 du collège de Taiohae - Nuku Hiva adoptée par le conseil d'établissement lors de la séance du 14 mai 2024***NOR : DEE24506996AM-1*

Le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur, en charge de la culture,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 822 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur, en charge de la culture ;

Vu la convention n° 99-16 du 22 octobre 2016 modifiée relative à l'éducation entre la Polynésie française et l'État ;

Vu la délibération n° 88-145 AT du 20 octobre 1988 modifiée portant création des établissements publics d'enseignement de la Polynésie française du premier et second cycle du second degré ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu l'arrêté n° 732 CM du 17 juin 1987 modifié portant organisation administrative et financière des établissements publics d'enseignement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 580 CM du 5 juillet 1993 modifié relatif aux commissaires de gouvernement et à la force exécutoire des délibérations des établissements publics territoriaux ;

Vu l'arrêté n° 1843 CM du 13 octobre 2023 portant organisation et fonctionnement de la Direction générale de l'éducation et des enseignements (DGEE) ;

Vu l'arrêté n° 484 PR du 28 juillet 2014 modifié portant réorganisation de la carte des agences comptables des établissements publics d'enseignement du premier et second cycle du second degré ;

Vu l'arrêté n° 977 MEC du 12 octobre 2004 fixant la liste des Groupements d'observation dispersés (GOD) de Polynésie française ;

Vu la délibération n° 11-2024 du conseil d'établissement du 14 mai 2024 portant adoption de la décision budgétaire modificative n° 3 de l'exercice 2024 du collège de Taiohae - Nuku Hiva,

Arrête :

Article 1er. — Le budget 2024 du collège de Taiohae - Nuku Hiva est modifié et approuvé comme suit :

PREVISIONS BUDGETAIRES - DEPENSES					
Service	Intitulé	Montant	DBM info	DBM vote	Total
AP	Activités pédagogiques	7 042 340	0	0	7 042 340
VE	Vie de l'Elève	4 330 000	2 074 700	0	6 404 700
ALO	Administration et logistique	13 793 252	0	1 500 000	15 293 252
<b>TOTAL SERVICES GENERAUX</b>		<b>25 165 592</b>	<b>2 074 700</b>	<b>1 500 000</b>	<b>28 740 292</b>
SRH	Restauration et hébergement	24 944 800	0	7 700 000	32 644 800
SBL	Bourses locales	13 000 000	0	0	13 000 000
<b>TOTAL SERVICES SPECIAUX</b>		<b>37 944 800</b>	<b>0</b>	<b>7 700 000</b>	<b>45 644 800</b>
<b>TOTAL SECTION DE FONCTIONNEMENT</b>		<b>63 110 392</b>	<b>2 074 700</b>	<b>9 200 000</b>	<b>74 385 092</b>
OPC	Opérations en capital	1 549 000	0	918 000	2 467 000
<b>TOTAL SECTION OPERATIONS EN CAPITAL</b>		<b>1 549 000</b>	<b>0</b>	<b>918 000</b>	<b>2 467 000</b>
<b>TOTAL BUDGET PRIMITIF - DEPENSES</b>		<b>64 659 392</b>	<b>2 074 700</b>	<b>10 118 000</b>	<b>76 852 092</b>
PREVISIONS BUDGETAIRES - RECETTES					
Service	Intitulé	Montant	DBM info	DBM vote	Total
AP	Activités pédagogiques	7 042 340	0	0	7 042 340
VE	Vie de l'Elève	4 330 000	2 074 700	0	6 404 700
ALO	Administration et logistique	13 579 403	0	0	13 579 403
<b>TOTAL SERVICES GENERAUX</b>		<b>24 951 743</b>	<b>2 074 700</b>	<b>0</b>	<b>27 026 443</b>
SRH	Restauration et hébergement	24 944 800	0	0	24 944 800
SBL	Bourses locales	13 000 000	0	0	13 000 000
<b>TOTAL SERVICES SPECIAUX</b>		<b>37 944 800</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>37 944 800</b>
<b>TOTAL SECTION DE FONCTIONNEMENT</b>		<b>62 896 543</b>	<b>2 074 700</b>	<b>0</b>	<b>64 971 243</b>
OPC	Opérations en capital	0	0	0	0
<b>TOTAL SECTION OPERATIONS EN CAPITAL</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL BUDGET PRIMITIF - RECETTES</b>		<b>62 896 543</b>	<b>2 074 700</b>	<b>0</b>	<b>64 971 243</b>
REALISATION DE L'EQUILIBRE BUDGETAIRE					
SECTION DE FONCTIONNEMENT (1ère SECTION)	Total dépenses	74 385 092	Total recettes	64 971 243	
	<b>Résultat prévisionnel (excédent)</b>	<b>0</b>	<b>Résultat prévisionnel (déficit)</b>	<b>9 413 849</b>	
	Total ouvertures de crédits	74 385 092	Total prévisions de recettes	74 385 092	
SECTION OPERATIONS EN CAPITAL (2ème SECTION)	Total dépenses	2 467 000	Total recettes	0	
	IAF (Vir. à la 1ère section)	9 200 000	CAF (Vir. de la 1ère section)	0	
			Compte 775 (Vir. de la 1ère section)	0	
	<b>Augmentation FDR</b>	<b>0</b>	<b>Diminution FDR</b>	<b>11 667 000</b>	
TOTAL GENERAL	Total brut ouvertures de crédits	86 052 092	Total brut prévisions de recettes	86 052 092	
	Vir. entre section à déduire	-9 200 000	Vir. entre section à déduire	-9 200 000	
	<b>Total net ouvertures de crédits</b>	<b>76 852 092</b>	<b>Total net prévisions de recettes</b>	<b>76 852 092</b>	

Art. 2. — Le directeur général de l'éducation et des enseignements, le chef d'établissement et l'agent comptable sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au collège de Taiohae - Nuku Hiva et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 2 juillet 2024.

*Le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur, en charge de la culture,*  
Ronny TERIIPAIA

**Arrêté n° 5733 MEE du 2 juillet 2024 portant approbation de la décision budgétaire modificative n° 3 du lycée polyvalent de Taravao adoptée par le conseil d'établissement lors de la séance du 30 avril 2024***NOR : DEE24507014AM-1*

Le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur, en charge de la culture,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 822 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur, en charge de la culture ;

Vu la convention n° 99-16 du 22 octobre 2016 modifiée relative à l'éducation entre la Polynésie française et l'État ;

Vu la délibération n° 88-145 AT du 20 octobre 1988 modifiée portant création des établissements publics d'enseignement de la Polynésie française du premier et second cycle du second degré ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu l'arrêté n° 732 CM du 17 juin 1987 modifié portant organisation administrative et financière des établissements publics d'enseignement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 580 CM du 5 juillet 1993 modifié relatif aux commissaires de gouvernement et à la force exécutoire des délibérations des établissements publics territoriaux ;

Vu l'arrêté n° 1843 CM du 13 octobre 2023 portant organisation et fonctionnement de la Direction générale de l'éducation et des enseignements (DGEE) ;

Vu l'arrêté n° 484 PR du 28 juillet 2014 modifié portant réorganisation de la carte des agences comptables des établissements publics d'enseignement du premier et second cycle du second degré ;

Vu l'arrêté n° 977 MEC du 12 octobre 2004 fixant la liste des Groupements d'observation dispersés (GOD) de Polynésie française ;

Vu la délibération n° 4/2024 du conseil d'établissement du 30 avril 2024 portant adoption de la décision budgétaire modificative n° 3 de l'exercice 2024 du lycée polyvalent de Taravao,

Arrête :

Article 1er. — Le budget 2024 du lycée polyvalent de Taravao est modifié et approuvé comme suit :

PREVISIONS BUDGETAIRES - DEPENSES					
Service	Intitulé	Montant	DBM info	DBM vote	Total
AP	Activités pédagogiques	30 388 264	640 849	310 000	31 339 113
VE	Vie de l'Elève	17 900 000	2 231 862	0	20 131 862
ALO	Administration et logistique	62 553 984	0	5 500 000	68 053 984
<b>TOTAL SERVICES GENERAUX</b>		<b>110 842 248</b>	<b>2 872 711</b>	<b>5 810 000</b>	<b>119 524 959</b>
SRH	Restauration et hébergement	51 105 000	0	2 100 000	53 205 000
SBL	Bourses locales	30 900 000	0	0	30 900 000
<b>TOTAL SERVICES SPECIAUX</b>		<b>82 005 000</b>	<b>0</b>	<b>2 100 000</b>	<b>84 105 000</b>
<b>TOTAL SECTION DE FONCTIONNEMENT</b>		<b>192 847 248</b>	<b>2 872 711</b>	<b>7 910 000</b>	<b>203 629 959</b>
OPC	Opérations en capital	1 000 000	0	4 500 000	5 500 000
<b>TOTAL SECTION OPERATIONS EN CAPITAL</b>		<b>1 000 000</b>	<b>0</b>	<b>4 500 000</b>	<b>5 500 000</b>
<b>TOTAL BUDGET PRIMITIF - DEPENSES</b>		<b>193 847 248</b>	<b>2 872 711</b>	<b>12 410 000</b>	<b>209 129 959</b>
PREVISIONS BUDGETAIRES - RECETTES					
Service	Intitulé	Montant	DBM info	DBM vote	Total
AP	Activités pédagogiques	30 388 264	640 849	0	31 029 113
VE	Vie de l'Elève	17 900 000	2 231 862	0	20 131 862
ALO	Administration et logistique	55 752 096	0	0	55 752 096
<b>TOTAL SERVICES GENERAUX</b>		<b>104 040 360</b>	<b>2 872 711</b>	<b>0</b>	<b>106 913 071</b>
SRH	Restauration et hébergement	51 105 000	0	0	51 105 000
SBL	Bourses locales	30 900 000	0	0	30 900 000
<b>TOTAL SERVICES SPECIAUX</b>		<b>82 005 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>82 005 000</b>
<b>TOTAL SECTION DE FONCTIONNEMENT</b>		<b>186 045 360</b>	<b>2 872 711</b>	<b>0</b>	<b>188 918 071</b>
OPC	Opérations en capital	0	0	0	0
<b>TOTAL SECTION OPERATIONS EN CAPITAL</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL BUDGET PRIMITIF - RECETTES</b>		<b>186 045 360</b>	<b>2 872 711</b>	<b>0</b>	<b>188 918 071</b>
REALISATION DE L'EQUILIBRE BUDGETAIRE					
SECTION DE FONCTIONNEMENT (1ère SECTION)	Total dépenses	203 629 959	Total recettes		188 918 071
	<b>Résultat prévisionnel (excédent)</b>	<b>0</b>	<b>Résultat prévisionnel (déficit)</b>		<b>14 711 888</b>
	Total ouvertures de crédits	203 629 959	Total prévisions de recettes		203 629 959
SECTION OPERATIONS EN CAPITAL (2ème SECTION)	Total dépenses	5 500 000	Total recettes		0
	IAF (Vir. à la 1ère section)	7 910 000	CAF (Vir. de la 1ère section)		0
			Compte 775 (Vir. de la 1ère section)		0
	<b>Augmentation FDR</b>	<b>0</b>	<b>Diminution FDR</b>		<b>13 410 000</b>
TOTAL GENERAL	Total brut ouvertures de crédits	217 039 959	Total brut prévisions de recettes		217 039 959
	Vir. entre section à déduire	-7 910 000	Vir. entre section à déduire		-7 910 000
	<b>Total net ouvertures de crédits</b>	<b>209 129 959</b>	<b>Total net prévisions de recettes</b>		<b>209 129 959</b>

Art. 2. — Le directeur général de l'éducation et des enseignements, le chef d'établissement et l'agent comptable sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au lycée polyvalent de Taravao et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 2 juillet 2024.

*Le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur, en charge de la culture,*  
Ronny TERIIPAIA

**Arrêté n° 5734 MEE du 2 juillet 2024 portant modification de l'arrêté n° 831 MEE du 24 janvier 2024 portant nomination des membres du comité de carte scolaire des enseignements secondaires publics***NOR : DEE24504907AM-1*

Le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur, en charge de la culture,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 822 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur, en charge de la culture ;

Vu l'arrêté n° 2517 CM du 29 décembre 2023 modifié portant définition et organisation de la carte scolaire des enseignements secondaires publics en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 831 MEE du 24 janvier 2024 portant nomination des membres du comité de carte scolaire des enseignements secondaires publics,

**Arrête :**

Article 1er. — L'article 1er de l'arrêté n° 831 MEE du 24 janvier 2024 portant nomination des membres du comité de carte scolaire de enseignements secondaires publics est remplacé par les dispositions suivantes :

**« A. Représentants du personnel**

En qualité de membres titulaires :

- 1) M. Thierry BARRERE - A&I UNSA ;
- 2) Mme Marie-Pierre LAVIE - SE UNSA ;
- 3) M. Martial TCHANG - SE UNSA ;
- 4) Mme Sylviana THIEME - UNSA/ITRF BI O ;
- 5) Mme Patricia LAMAUD - HUCAULT - SNPDEN/UNSA ;
- 6) Mme Heitiare NOUVEAU - SNASEN/UNSA ;
- 7) M. Dayf AGODOR - SNPTES UNSA ;
- 8) M. Maheanu ROUTHIER - FNEC FP FO Polynésie ;
- 9) Mme Karine LEJEUNE - FNEC FP FO Polynésie ;
- 10) M. Vatea ROCHE - FSU/SNEP.

En qualité de membres suppléants :

- 1) Mme Juanita MAI - A&I UNSA ;
- 2) M. Christophe JEANPIERRE - SE UNSA ;
- 3) Mme Tarita COSTEUX - SE UNSA ;
- 4) M. Maurice CORNU - UNSA/ITRF BI O ;
- 5) M. Hervé BARBEAU - SNPDEN/UNSA ;
- 6) M. Pierre GROCHE - SNASEN/UNSA ;
- 7) Mme Géraldine FARNHAM - SNPTES UNSA ;
- 8) M. Stéphane FARNHAM - FNEC FP FO Polynésie ;
- 9) M. Bryan CLARK - FNEC FP FO Polynésie ;

10) Mme Vanessa FAAFATUA-LO - FSU/SNUEP.

B. Représentants de l'administration

En qualité de membres titulaires :

- 1) M. Éric TOURNIER, directeur général de l'éducation et des enseignements, *président* ;
- 2) M. Rainui HUGON, directeur général adjoint de l'éducation et des enseignements ;
- 3) M. Heiva DEGAGE, secrétaire général de la direction générale de l'éducation et des enseignements ;
- 4) Mme Bettina TINORUA, cheffe du département de la vie des élèves, des écoles et des établissements ;
- 5) Mme Nathalie NOVELLI, cheffe du département de l'orientation et de l'insertion de la direction générale de l'éducation et des enseignements ;
- 6) Mme Lovaina CHUNG TIEN, cheffe du bureau de l'organisation scolaire de la direction générale de l'éducation et des enseignements ;
- 7) Mme Stacey GRAFFE, cheffe du département des ressources humaines de l'État de la direction générale de l'éducation et des enseignements ;
- 8) M. Pascal CHARLERY, proviseur du lycée du Diadème - Te tara o Maiao ;
- 9) Mme Wendy HAREA, principale du collège de Arue ;
- 10) Mme Lucie TINORUA, gestionnaire du lycée Paul-Gauguin.

En qualité de membres suppléants :

- 1) Mme Mélina TEHAAMOANA, contrôleur de gestion de la direction générale de l'éducation et des enseignements ;
- 2) M. Didier HENNEMANN, chef du département des affaires financières, de la logistique et des constructions scolaires de la direction générale de l'éducation et des enseignements ;
- 3) Mme Joëlle RALLET, cheffe du département de l'action pédagogique et éducative de la direction générale de l'éducation et des enseignements ;
- 4) Mme Sophie NEYRET, cheffe du bureau de la vie scolaire et des relations avec les parents de la direction générale de l'éducation et des enseignements ;
- 5) Mme Tatiana CHINES, cheffe du département des affaires juridiques de la direction générale de l'éducation et des enseignements ;
- 6) M. Pierre GABERT, inspecteur de l'éducation nationale ASH ;
- 7) Mme Lydia TOKORAGI, gestionnaire au bureau de l'organisation scolaire de la direction générale de l'éducation et des enseignements ;
- 8) Mme Maite LEQUERRE, principale du collège de Punaauia ;
- 9) Mme Annick MESCOFF, proviseur du lycée professionnel de Mahina ;
- 10) Mme Marcela NGUYEN, gestionnaire du collège de Taaone ».

Art. 2. — Le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur, en charge de la culture, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 2 juillet 2024.

*Le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur, en charge de la culture,*  
Ronny TERIIPALA



**Arrêté n° 5735 MEE du 2 juillet 2024 portant modification de l'arrêté n° 830 MEE du 24 janvier 2024 portant nomination des membres du comité de carte scolaire de l'enseignement du premier degré public**

*NOR : DEE24503901AM-1*

Le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur, en charge de la culture,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 822 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur, en charge de la culture ;

Vu l'arrêté n° 2516 CM du 29 décembre 2023 modifié portant définition et organisation de la carte scolaire de l'enseignement du premier degré public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 830 MEE du 24 janvier 2024 portant nomination des membres du comité de carte scolaire de l'enseignement du premier degré public ;

Vu le courrier de démission de M. Paul RAOULX en date du 22 septembre 2023 ;

Vu le courrier de candidature de Mme Michaëlla DUHAZE en date du 29 septembre 2023 ;

Vu le courrier de Mme Yolande SIT SEO YEN en date du 2 mai 2024,

Arrête :

Article 1er. — L'article 1er de l'arrêté n° 830 MEE du 24 janvier 2024 portant nomination des membres du comité de carte scolaire de l'enseignement du premier degré public est remplacé par les dispositions suivantes :

« A. Représentants du personnel

En qualité de membres titulaires :

- 1) Mme Melba KAUA - STIP/AEP - UNSA ;
- 2) Mme Alberte MOUA - STIP/AEP - UNSA ;
- 3) Mme Mimosa LY - STIP/AEP - UNSA ;
- 4) Mme Carole MUNOZ - STIP/AEP - UNSA ;
- 5) Mme Vanessa YAU - STIP/AEP - UNSA ;
- 6) M. John MAU - SNUipp - FSU Polynésie ;
- 7) Mme Danièle TOROMONA - SNUipp - FSU Polynésie ;
- 8) M. Yannick HARUA - SNUipp - FSU Polynésie.

En qualité de membres suppléants :

- 1) Mme Harmonie TEARIKI - STIP/AEP - UNSA ;
- 2) M. Heremoana TINIAU - STIP/AEP - UNSA ;
- 3) Mme Florence PEREA - STIP/AEP - UNSA ;
- 4) Mme Micheline TAHIATUHUIPOKO - STIP/AEP - UNSA ;
- 5) Mme Michaëlla DUHAZE - STIP/AEP - UNSA ;
- 6) Mme Timeri HARUA - SNUipp - FSU Polynésie ;
- 7) Mme Tevahine POIA - SNUipp - FSU Polynésie ;
- 8) Mme Jessica FIU - SNUipp - FSU Polynésie.

B. Représentants de l'administration

En qualité de membres titulaires :

- 1) M. Éric TOURNIER, directeur général de l'éducation et des enseignements, *président* ;
- 2) M. Rainui HUGON, directeur général adjoint de l'éducation et des enseignements ;
- 3) M. Heiva DEGAGE, secrétaire général de la de la direction générale de l'éducation et des enseignements ;
- 4) Mme Joëlle RALLET, cheffe du département de l'action pédagogique et éducative de la direction générale de l'éducation et des enseignements ;
- 5) Mme Lovaina CHUNG TIEN, cheffe du bureau de l'organisation scolaire de la direction générale de l'éducation et des enseignements ;
- 6) Mme Mélina TEHAAMOANA, contrôleur de gestion de la direction générale de l'éducation et des enseignements ;
- 7) Mme Stacey GRAFFE, cheffe du département des ressources humaines État de la direction générale de l'éducation et des enseignements ;
- 8) M. Pierre GABERT, inspecteur de l'éducation nationale en charge de la circonscription pédagogique n° 12 ASH.

En qualité de membres suppléants :

- 1) Mme Delphine TESTARD, gestionnaire au bureau de l'organisation scolaire de la direction générale de l'éducation et des enseignements ;
- 2) Mme Hau BESSON, gestionnaire au bureau de l'organisation scolaire de la direction générale de l'éducation et des enseignements ;
- 3) Mme Lydia TOKORAGI, gestionnaire au bureau de l'organisation scolaire de la direction générale de l'éducation et des enseignements ;
- 4) Mme Hina-arii BUCHIN, cheffe du bureau des ressources humaines 1er degré public de la direction générale de l'éducation et des enseignements ;
- 5) Mme Aiata MAI, cheffe adjointe du bureau des ressources humaines 1er degré public de la direction générale de l'éducation et des enseignements ;
- 6) Mme Miriama CHEBRET, cheffe du bureau de l'ingénierie et de l'évaluation des formations des personnels de la direction générale de l'éducation et des enseignements ;
- 7) Mme Vainui MARAKAI, chargée de mission au département de l'action pédagogique et éducative de la direction générale de l'éducation et des enseignements ;
- 8) M. Grégoire MASSONNET, conseiller pédagogique au département de l'action pédagogique et éducative de la direction générale de l'éducation et des enseignements ».

Art. 2. — Le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur, en charge de la culture, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 2 juillet 2024.

*Le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur, en charge de la culture,*  
Ronny TERIIPAI

**Arrêté n° 5845 MEE du 4 juillet 2024 portant délégation de signature à M. Yan PEIRSEGAELE, chef du service de la traduction et de l'interprétariat***NOR : ST124505495AM-1*

Le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 399 PR du 15 mai 2023 relatif aux attributions de la vice-présidente, ministre de la culture, de l'enseignement supérieur, de l'environnement, du foncier et de l'artisanat, en charge des relations avec les institutions ;

Vu l'arrêté n° 1865 CM du 19 octobre 2017 portant nomination de M. Yan PEIRSEGAELE en qualité de chef du service de la traduction et de l'interprétariat ;

Vu l'arrêté n° 1414 CM du 10 septembre 2020 relatif au régime des délégations de signature ;

Vu la circulaire n° 6125 PR du 15 septembre 2020 relative au régime des délégations de signature du Président de la Polynésie française, du vice-président et des autres membres du gouvernement ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 relative à la signature du courrier ;

Vu la délibération n° 83-14 AT du 10 janvier 1983 portant création du service de la traduction et de l'interprétariat ;

Vu l'arrêté n° 1266 CM du 20 octobre 1986 modifié portant organisation du service de la traduction et de l'interprétariat,

**Arrête :**

Article 1er. — Délégation de signature est donnée à M. Yan PEIRSEGAELE, chef du service de la traduction et de l'interprétariat, à l'effet de signer, au nom du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur, en charge de la culture, dans la limite de ses attributions, les actes courants et les correspondances définis aux paragraphes 1-1, 1-2, 1-3, 1-5 et 2-1 de la circulaire n° 8 CM du 18 octobre 1984.

Art. 2. — En particulier, M. Yan PEIRSEGAELE est habilité à signer les actes et les correspondances suivants :

1° En matière de gestion du personnel :

- gestion courante des agents placés sous son autorité ;
- notation définitives et avancements des agents placés sous son autorité ;
- sanctions disciplinaires : avertissements et blâmes, des agents placés sous son autorité ;

2° En matière de gestion financière :

- liquidation des recettes ;
- engagement et liquidation des dépenses du service ;
- réquisition de passages et bagages à l'intérieur de la Polynésie française pour les personnels placés sous son autorité ;
- désignation des agents chargés de la liquidation des recettes ;
- désignation des agents chargés de l'engagement et de la liquidation des dépenses ;
- signature des contrats et conventions liés à la gestion courante du service.

Art. 3. — En cas d'absence ou d'empêchement du chef du service de la traduction et de l'interprétariat, la même délégation concernant les articles 1er et 2 à l'exception des notations, avancements et sanctions disciplinaires est donnée à Mme Caroline ORBAN, attachée de direction, traductrice-interprète.

Art. 4. — L'arrêté n° 5316 VP du 15 juin 2023 modifié portant délégation de signature à M. Yan PEIRSEGAELE, chef du service de la traduction et de l'interprétariat est abrogé.

Art. 5. — Le chef du service de la traduction et de l'interprétariat est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 4 juillet 2024.

*Le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,*  
Ronny TERIIPAIA

**MINISTÈRE DE LA SANTÉ****Arrêté n° 5753 MSP du 2 juillet 2024 portant renouvellement de l'autorisation de création à titre expérimental d'une maison de naissance au profit de l'association « Maison de Naissance Tumu Ora »**

NOR : DPS24507755AM-1

Le ministre de la santé, en charge de la prévention et de la protection sociale généralisée,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 823 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre de la santé, en charge de la prévention et de la protection sociale généralisée ;

Vu l'ordonnance n° 45-2184 du 24 septembre 1945 modifiée relative à l'exercice et à l'organisation des professions de médecin, de chirurgien-dentiste et de sage-femme ;

Vu loi du pays n° 2020-4 du 16 janvier 2020 modifiée relative à l'organisation sanitaire de la Polynésie française, notamment l'article LP. 31 ;

Vu la délibération n° 83-155 du 14 octobre 1983 modifiée portant réglementation des accouchements en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 88-153 AT du 20 octobre 1988 modifiée relative à certaines dispositions concernant l'exercice de la pharmacie ;

Vu la délibération n° 2001-81 APF du 5 juillet 2001 modifiée portant réglementation de l'élimination des déchets d'activités de soins ;

Vu la délibération n° 2016-12 APF du 16 février 2016 portant approbation du schéma d'organisation sanitaire 2016-2021 ;

Vu l'arrêté n° 8216 MSP du 26 juillet 2021 portant autorisation de création à titre expérimental d'une maison de naissance au profit de l'association « Maison de Naissance Tumu Ora » ;

Vu le dossier d'évaluation n° 176 MSP/ARASS en date du 22 février 2024 ;

Considérant le rapport d'évaluation du projet à l'issue des trois ans d'expérimentation démontrant que l'expérimentation a répondu aux objectifs initialement fixés, dans un cadre sécurisé et en lien étroit avec le plateau médico-technique du Centre hospitalier de la Polynésie française (CHPF) ;

Considérant que l'activité actuelle de la maison de naissance présente un coût inférieur aux accouchements réalisés en milieu hospitalier privé ou public,

**Arrête :**

Article 1er. — Conformément à l'article 2 de l'arrêté n° 8216 MSP du 26 juillet 2021 portant autorisation de création à titre expérimental d'une maison de naissance au profit de l'association « Maison de Naissance Tumu Ora », l'autorisation est renouvelée pour une nouvelle et dernière période de trois ans, soit jusqu'au 30 juillet 2027 inclus, selon les mêmes modalités

Art. 2. — Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française

Fait à Papeete, le 2 juillet 2024.

*Le ministre de la santé, en charge de la prévention et de la protection sociale généralisée,*  
Cédric MERCADAL

**Arrêté n° 5795 MSP du 3 juillet 2024 portant habilitation d'un agent de la direction de la santé à effectuer des consultations non médicales préalables à l'interruption volontaire de grossesse***NOR : DPS24507497AM-1*

Le ministre de la santé, en charge de la prévention et de la protection sociale généralisée,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 823 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre de la santé, en charge de la prévention et de la protection sociale généralisée ;

Vu la loi du pays n° 2021-36 du 9 août 2021 relative à l'interruption volontaire de grossesse ;

Vu la délibération n° 92-97 AT du 1er juin 1992 définissant les missions du service territorial de la santé publique dénommé direction de la santé ;

Vu l'arrêté n° 637 CM du 4 mai 2022 portant application de la loi du pays n° 2021-36 du 9 août 2021 relative à l'interruption volontaire de grossesse ;

Vu l'arrêté n° 1771 CM du 26 août 2021 modifié portant organisation de la direction de la santé ;

Vu l'arrêté n° 1404 CM du 16 août 2023 portant nomination de M. Philippe BIAREZ en qualité de directeur de la santé ;

Vu le courrier n° 5803 MSP/DSP du 4 juin 2024 du directeur de la santé de demande d'habilitation d'un agent pour effectuer des consultations non médicales préalables à l'interruption volontaire de grossesse,

**Arrête :**

Article 1er. — Mme Xiujuan ZHONG épouse JOUSSIN, psychologue clinicienne exerçant au sein de la direction de la santé est habilitée à effectuer des consultations non médicales préalables à l'interruption volontaire de grossesse.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 3 juillet 2024.

*Le ministre de la santé, en charge de la prévention et de la protection sociale généralisée,*

Cédric MERCADAL

**Arrêté n° 5893 MSP du 8 juillet 2024 portant renouvellement de l'autorisation d'exercer l'activité de soins de traitement de l'insuffisance rénale chronique par épuration extrarénale, selon la modalité « hémodialyse en unité mixte de dialyse médicalisée ou d'autodialyse », sur son site de Taiarapu-Est, demandée par la SAS Isis Polynésie**

NOR : DPS24507854AM-1

Le ministre de la santé, en charge de la prévention et de la protection sociale généralisée,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 823 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre de la santé, en charge de la prévention et de la protection sociale généralisée ;

Vu la loi du pays n° 2020-4 du 16 janvier 2020 modifiée relative à l'organisation sanitaire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2002-169 APF du 12 décembre 2002 modifiée relative à l'organisation sanitaire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2016-12 APF du 16 février 2016 portant approbation du schéma d'organisation sanitaire 2016-2021 ;

Vu la délibération n° 2023-32 APF du 1er août 2023 portant prorogation du schéma d'organisation sanitaire 2016-2021 ;

Vu l'arrêté n° 527 CM du 21 juillet 2005 modifié déterminant le champ de la carte sanitaire ;

Vu l'arrêté n° 1452 CM modifié du 18 septembre 2020 relatif à la carte sanitaire ;

Vu l'arrêté n° 1453 du 18 septembre 2020 fixant la procédure d'autorisation en application de la loi du pays n° 2020-4 du 16 janvier 2020 relative à l'organisation sanitaire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 194 CM du 4 février 2009 modifié relatif aux conditions techniques de fonctionnement de l'activité de traitement de l'insuffisance rénale chronique par épuration extrarénale ;

Vu l'arrêté n° 195 CM du 4 février 2009 modifié relatif aux locaux, matériels techniques et dispositifs médicaux dans les établissements de santé exerçant l'activité « traitement de l'insuffisance rénale chronique par la pratique de l'épuration extrarénale » ;

Vu l'arrêté n° 12482 MSS du 28 novembre 2017 portant autorisation d'activité de soins de « traitement de l'insuffisance rénale chronique par épuration extrarénale » par la SAS Isis Polynésie, sur le site de Taiarapu-Est et le rapport de la visite de conformité n° 1356 MSP/ARASS du 27 novembre 2020 ;

Vu l'arrêté n° 8846 MSP du 13 septembre 2023 portant autorisation d'installer un poste pour exercer l'activité de soins de traitement de l'insuffisance rénale chronique par épuration extrarénale, selon la modalité « hémodialyse en unité mixte de dialyse médicalisée ou d'autodialyse » sur son site de Taiarapu-Est, demandée par la SAS Isis Polynésie, publié au *Journal officiel* de la Polynésie française le 15 septembre 2023 ;

Vu la demande de renouvellement d'autorisation de mise en œuvre de l'activité de soins de traitement de l'insuffisance rénale chronique par épuration extrarénale sur le site de Taiarapu-Est, présenté par la SAS Isis Polynésie, représentée par Mme Nolwenn KAIHA, réceptionné à l'agence de régulation de l'action sanitaire et sociale le 24 avril 2024 et réputé complet le 24 mai 2024 ;

Considérant l'autorisation accordée à la SAS Isis Polynésie, par arrêté n° 12482 MSS du 28 novembre 2017 susvisé, pour l'installation de onze postes, sur son site de Taiarapu-Est, pour exercer l'activité de soins de traitement de l'insuffisance rénale chronique par épuration extrarénale, selon la modalité « hémodialyse en unité mixte de dialyse médicalisée ou d'autodialyse » ;

Considérant que la durée de validité de cette autorisation, d'une durée de cinq ans à compter de la visite de conformité, expire le 27 novembre 2025 ;

Considérant que le dossier de demande de renouvellement a été déposée quatorze mois avant l'échéance de l'autorisation et est conforme aux dispositions de l'arrêté n° 1453 du 18 septembre 2020 susvisé ;

Considérant que le dossier fait apparaître que la mise en œuvre de l'activité est conforme aux conditions réglementaires,

Arrête :

Article 1er. — Le renouvellement de l'autorisation est accordé à la SAS Isis Polynésie en vue d'exercer l'activité de soins de traitement de l'insuffisance rénale chronique par épuration extrarénale, sur son site de Taiarapu-Est, dans les conditions suivantes :

Modalité	Nombre de postes	Nombre de séances autorisées annuellement	
Hémodialyse en unité mixte de dialyse médicalisée ou d'autodialyse	11	Minimum	Maximum
		4056	6864

Art. 2. — La durée de validité de la présente autorisation est fixée à sept ans, à compter du lendemain de l'expiration de la précédente autorisation, soit à compter du 28 novembre 2025 jusqu'au 28 novembre 2032, en application des dispositions de l'article 5-II de l'arrêté n° 1452 CM du 18 septembre 2020 modifié susvisé.

Art. 3. — La présente autorisation vaut de plein droit autorisation de fonctionner et de dispenser des soins remboursables aux assurés sociaux, en application de l'article LP. 45 de la loi du pays n° 2020-4 du 16 janvier 2020 modifiée susvisée.

Art. 4. — Le renouvellement de la présente autorisation, dans les conditions fixées par les articles LP. 37 à LP. 45 de la loi du pays n° 2020-4 du 16 janvier 2020 modifiée susvisée, est subordonné à la production, par le titulaire de l'autorisation, des résultats de l'évaluation de l'activité et du fonctionnement de l'établissement concerné par la présente autorisation, au plus tard quatorze mois avant la date d'échéance de l'autorisation, soit avant le 28 août 2031.

Art. 5. — La SAS Isis Polynésie reste également autorisée à installer un poste supplémentaire pour exercer l'activité de soins de traitement de l'insuffisance rénale chronique par épuration extrarénale, selon la modalité « hémodialyse en unité mixte de dialyse médicalisée ou d'autodialyse », sur le site de Taiarapu-Est, conformément à l'arrêté n° 8846 MSP du 13 septembre 2023 susvisé.

Art. 6. — Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 juillet 2024.

*Le ministre de la santé, en charge de la prévention et de la protection sociale généralisée,*  
Cédric MERCADAL

**MINISTÈRE DES SPORTS, DE LA JEUNESSE, DE LA PRÉVENTION  
CONTRE LA DÉLINQUANCE****Arrêté n° 5928 MJP du 8 juillet 2024 complétant la liste des sportifs de haut niveau reconnus par la Polynésie française au titre des années 2024 et 2025**

NOR : SJS24507726AM-1

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 824 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions de la ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat ;

Vu la délibération n° 99-176 APF du 14 octobre 1999 modifiée relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 458 CM du 11 avril 2024 relatif au sport de haut niveau ;

Vu l'arrêté n° 2295 MJP du 23 février 2024 portant reconnaissance du caractère de haut niveau de certaines disciplines sportives ;

Vu l'arrêté n° 4287 MJP du 24 avril 2024 portant établissement de la liste des sportifs de haut niveau reconnus par la Polynésie française au titre des années 2024 et 2025 ;

Vu les propositions d'inscriptions complémentaires sur liste de haut niveau des fédérations sportives délégataires de service public ;

Vu l'avis de la commission consultative du sport de haut niveau de la Polynésie française du 22 mai 2024,

Arrête :

Article 1er. — En application des conditions à remplir définies à l'article 8 de l'arrêté n° 458 CM du 11 avril 2024, la liste des sportifs de haut niveau, reconnus par la Polynésie française et fixée par l'arrêté n° 4287 MJP du 24 avril 2024 susvisé, est complétée par l'inscription des sportifs nommés ci-dessous, au titre des années 2024 et 2025, en catégorie « excellence » :

N°	Prénom et NOM	Discipline
108	Heimanu TAIARUI	Football (beach soccer)
109	Manutea TOUSSAINT	Voile

Art. 2. — En application des conditions à remplir définies à l'article 8 de l'arrêté n° 458 CM du 11 avril 2024, la liste des sportifs de haut niveau, reconnus par la Polynésie française et fixée par l'arrêté n° 4287 MJP du 24 avril 2024 susvisé, est complétée par l'inscription des sportifs nommés ci-dessous, au titre de l'année 2024, en catégorie « accession » :



N°	Prénom et NOM	Discipline
41	Heimiti FIERRO	Surf
42	Haumana ATENI	Surf
43	Titouan HAINAUX	Voile

Art. 3. — La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat, est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 juillet 2024.

*La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,*  
Nahema TEMARII

**ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION****ACTES DES COMMUNES****Arrêté n° 2024-100 du 25 juin 2024 déclarant infructueux les examens professionnels pour la spécialité « sécurité civile » du cadre d'emplois « conception et encadrement » de la fonction publique communale**

Le président du Centre de gestion et de formation,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 modifiée portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs, et notamment son article 31 ;

Vu le décret n° 2011-1040 du 29 août 2011 fixant les règles communes applicables aux fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs ;

Vu l'arrêté du haut-commissaire de la République n° 1116 DIPAC du 5 juillet 2012 modifié fixant le statut particulier de cadre d'emplois « conception et encadrement » ;

Vu l'arrêté du haut-commissaire de la République n° 1773 DIRAJ/BAJC du 17 décembre 2015 modifié fixant les modalités d'organisation et les épreuves des examens professionnels du cadre d'emplois « conception et encadrement » ;

Vu la délibération du conseil d'administration du CGF n° 2023-17 du 15 décembre 2023 approuvant l'ouverture au titre de l'année 2024 des examens professionnels pour l'accès aux grades des cadres d'emplois « maîtrise », « application » et « exécution » de la spécialité « sécurité civile » de la fonction publique communale ;

Vu l'arrêté du président du CGF n° 2023-072 du 15 décembre 2023 portant ouverture des examens professionnels pour l'accès aux grades du cadre d'emplois « conception et encadrement », de la spécialité « sécurité civile » de la fonction publique communale ;

Vu l'arrêté du président du CGF n° 2024-37 du 29 février 2024 portant nomination des membres du jury des examens professionnels ouverts au titre de l'année 2024 pour l'accès au grade de commandant du cadre d'emplois « conception et encadrement », de la spécialité « sécurité civile » de la fonction publique communale ;

Vu l'arrêté du président du CGF n° 2024-047 du 7 mars 2024 fixant la liste des candidats admis à concourir aux épreuves d'admissibilité des examens professionnels de la spécialité « sécurité civile », du cadre d'emplois « application » de la fonction publique communale ;

Vu le règlement général des concours et examens professionnels de la fonction publique communale de Polynésie française organisés par le Centre de gestion et de formation adopté le 23 mai 2023 par le conseil d'administration du Centre de gestion et de formation ;

Vu le procès-verbal du 20 juin 2024, constatant qu'aucun candidat ne s'est présenté aux épreuves écrites d'admissibilité pour l'accès au grade de commandant,

Arrête :

Article 1er. — L'examen professionnel pour l'accès au grade de commandant de la spécialité « sécurité civile » par avancement de grade sans changement de spécialité est déclaré infructueux.

Art. 2. — Conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application de Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Durant ce délai, un recours gracieux peut être exercé auprès du président du Centre de gestion et de formation. Ce recours interrompt le délai du recours contentieux qui ne courra à nouveau qu'à compter de la réception d'une réponse, étant précisé qu'un défaut de réponse dans un délai de deux mois vaut décision de rejet.

Art. 3. — Le directeur du Centre de gestion et de formation est chargé de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à toutes les communes de la Polynésie française, aux groupements de communes et à leurs établissements publics administratifs.

Fait à Papeete, le 25 juin 2024.

*Le président du Centre de gestion et de formation,*

René TEMEHARO-PAHUIRI



# Le Tarif des Douanes de Polynésie française



est disponible à la vente  
au prix de 5.495 F CFP TTC les 2 volumes